

Les Cahiers

d u P l a n

Accès des populations rurales à la route

Modèle macro-économétrique de prévision du compte courant - Cas du Maroc -

L'expérience de modélisation au HCP

Effets directs de la hausse des prix du pétrole sur l'économie marocaine



Y'a-t-il un lien entre croissance économique et ouverture commerciale ?



Président

Ahmed Lahlimi Alami

Haut Commissaire au Plan

Création, rédaction en chef

Ahmed El Kohen Lamrhili

Comité scientifique

Mustapha Afkir

Abdelhak Allalat

Jamil Berdai

Jamal Bourchachen

Mohammed Doudich

Ali El Akkaoui

Mourad Guerouani

Abderrahmane Haouach

Ahmed Jmila

Ahmed Ibrahimi

Abdellatif Lfarakh

Abdelaziz Maâmi

Mohamed Taâmouti

Editeur

CND

(Centre National de Documentation)

Tél.: 037 77 10 32 / 037 77 09 84

037 77 30 08

Fax: 037 77 31 34

Haut-Agdal, Rabat

Dépôt légal

2004/0139

ISSN: 1114-8411

Publication

Haut Commissariat au Plan

E-mail:

cahiersduplan@yahoo.fr

Site: www.hcp.ma

Pré-press

Mir édition

Tél.: 050 86 11 05 - Rabat

Imprimerie

El Maârif Al Jadida

Tél.: 037 79 47 08/09 - Rabat

s o m m a i r e

Accès des populations rurales à la route: niveaux, disparités géographiques et implications socio-économiques 04

My Abdellah SOUGRATI

L'expérience de modélisation au HCP 14

Ayache KHELLAF et Abdel Aziz NIHO

Modèle macro-économétrique de prévision du compte courant - Cas du Maroc - 23

Jamal BAKHTI

Effets directs de la hausse des prix du pétrole sur l'économie marocaine 36

Jamal BAKHTI et Moulay Ali SADIKI

Y'a-t-il un lien entre croissance économique et ouverture commerciale? 45

Ahmed OULAD EL FAKIR

les Cahiers du Plan publient les articles dans la langue où leurs auteurs les ont rédigés. le contenu de ces articles n'engage que leurs auteurs.

Accès des populations rurales à la route : niveaux, disparités géographiques et implications socio-économiques



L'ouverture sur de nouvelles thématiques a constitué l'une des nouveautés méthodologiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (R.G.P.H) de 2004. L'étude des distances séparant les foyers ruraux de la route, qui représentait l'une de ces thématiques, a permis d'appréhender les niveaux d'accès des populations rurales à l'un des équipements vitaux dans leur vie quotidienne.

Cet article se propose de dresser, sur la base des données du dernier recensement, une cartographie de l'enclavement des localités rurales aux différents niveaux géographiques du Royaume. On tentera d'examiner ce phénomène à travers ses niveaux, ses disparités territoriales et ses implications démographiques et socio-économiques sur les populations rurales.

En premier lieu, l'accent sera porté sur l'étude des distances moyennes séparant les logements des ménages ruraux de la route revêtue la plus proche ainsi que sur les l'examen des taux d'accessibilité. Ceci permet d'appréhender les degrés et les disparités d'accès des ruraux à la route selon les différents niveaux territoriaux et d'évaluer, par conséquent, les efforts déployés par la société en matière de désenclavement des populations rurales.

En deuxième lieu, il sera question d'examiner le comportement des principaux indicateurs démographiques et socio économiques de la population rurale en fonction de l'état d'enclavement de leurs localités de résidence.

Par My Abdellah SOUGRATI - HCP

Composante essentielle des infrastructures de base, la route joue un rôle capital dans toute politique visant le développement du monde rural. En désenclavant les localités rurales, elle ouvre, en effet, aux habitants de ce milieu d'importantes perspectives d'accès notamment aux marchés, aux opportunités d'emploi et aux services socio-économiques de base tels que la scolarisation, la santé, l'eau potable et l'électricité, facteurs déterminants pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

Considérée ainsi comme l'un des principaux leviers du développement socio-économique, la construction de routes s'est vue accordée une place importante dans les différentes actions menées aussi bien par les pouvoirs publics, les collectivités locales que les Organismes Non Gouvernementaux (ONG). Le Programme National des Routes Rurales (PNRR) constitue, dans ce cadre, une stratégie mise en place, par les pouvoirs publics, depuis 1995 dans l'objectif de désenclaver les localités rurales en assurant un rythme soutenu à la réalisation des routes.

La première tranche de ce programme, couvrant la période 1995-2005, s'est fixée comme principal objectif d'atteindre, au niveau de l'ensemble du milieu rural, un taux d'accessibilité de 54%. La deuxième phase, entamée en 2006, visait quant à elle d'élever la barre d'accès à la route à hauteur de 80% en 2015.

Pour mesurer ces efforts, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat s'est intéressé pour la première fois en 2004 à étudier l'accès de la population rurale à la route. Ce thème a été abordé en relevant, pour chaque ménage rural, la distance entre son logement de résidence principale et la route goudronnée la plus proche. Ceci a permis d'évaluer les longueurs des trajets que les campagnards devraient parcourir pour accéder à cet important équipement socio-économique.

En s'appuyant sur les résultats du recensement, le présent article apportera un éclairage sur la situation prévalant, en 2004, à propos de l'enclavement des populations rurales.

“ Accès à la route goudronnée : niveaux et disparités géographiques ”

A travers l'examen des niveaux d'accès de la population rurale à la route et des disparités géographiques relevées entre les différentes entités territoriales, ce paragraphe renseigne sur les performances réalisées en matière d'équipement du monde rural en infrastructures routières. Cet examen se fera sur la base de deux indicateurs: la distance moyenne et le taux d'accessibilité.

Distance moyenne

Les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004 révèlent que les marocains résidant en milieu rural parcourent en moyen 4,4 kilomètres pour atteindre la route goudronnée la plus proche de leurs logements de résidence principale.

Tableau n°1: Structures (%) de la population et des communes rurales selon les tranches de la distance moyenne¹

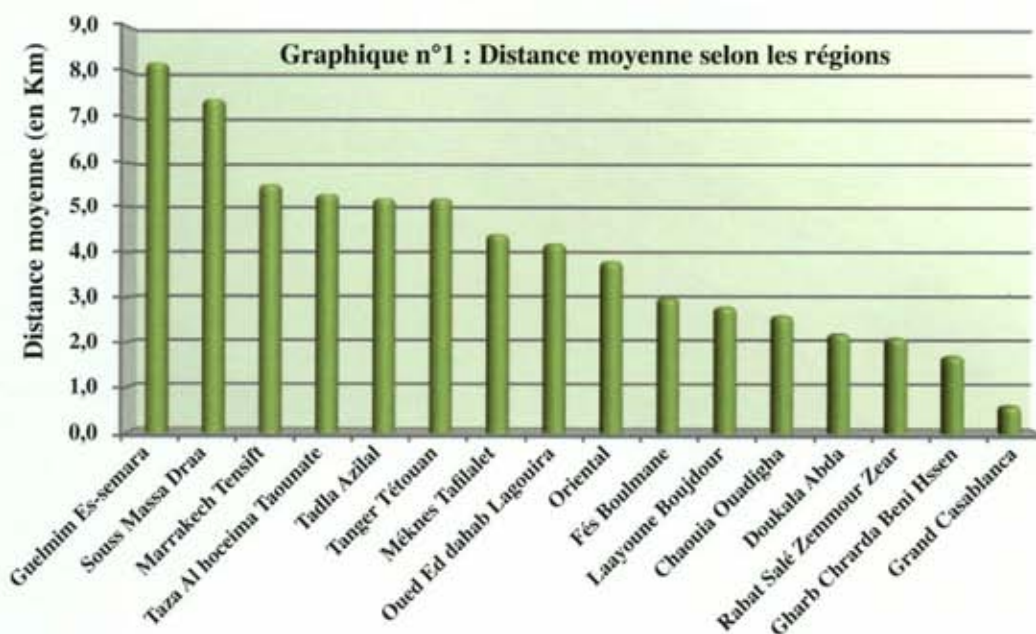
Tranches de la distance moyenne (en Km)	Proportions en terme de	
	Population	Communes
Moins de 1,1	17,0	13,1
1,1 à moins de 2,2	24,9	21,4
2,2 à moins de 3,3	16,5	17,3
3,3 à moins de 4,4	11,8	12,4
4,4 à moins de 8,8	19,0	21,0
8,8 et plus	10,7	14,7
Total	100,0	100,0

D'après le tableau ci-dessus, 70% des ruraux font face, dans leurs déplacements pour atteindre la route la plus proche, à une distance inférieure à la moyenne nationale. Cette situation concerne 64% des communes rurales. 30% des campagnards se voient, par contre, obligés de parcourir des trajets dont la longueur dépasse la moyenne nationale. Pour le tiers d'entre eux, ce qui représente 15% de l'ensemble des communes rurales, la route la plus proche se situe à plus du double de la distance moyenne enregistrée au niveau national.

Quel que soit le niveau géographique, l'enclavement est beaucoup plus important dans les zones caractérisées par un relief de type montagneux ou présaharien.

Encadré n° 1

La distance moyenne est calculée à partir des réponses spontanées des chefs de ménages ruraux, lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004, à la question portant sur la distance (en Kilomètres) qui sépare leurs logements de résidence principale de la route goudronnée (toutes catégories confondues) la plus proche.



¹Les tranches indiquées dans ce tableau décrivent pour la distance moyenne: le quart (1,1), la moitié (2,2), les trois quarts (3,3) et enfin le double (8,8).

Les régions dont le paysage est fortement dominé par ce type de relief enregistrent des distances moyennes relativement supérieures à la moyenne nationale. Il s'agit des régions de Guelmim Es Semara (8 Km), Souss Massa Drâa (7,3 Km), Marrakech Tensift Al Haouz (5,4 Km), Taza Al Hoceima Taounate (5,2 Km), Tadla Azilal (5,1 Km) et Tanger Tétouan (5,1 Km).

Au niveau des régions où c'est plutôt la plaine qui constitue l'essentiel de la géographie, les populations rurales sont significativement moins enclavées avec des distances moyennes d'environ 2 kilomètres. C'est le cas notamment des régions du Gharb Cherarda Bni Hssen, Chaouia Ouardigha, Doukala Abda et Rabat Salé Zemmour Zaër.

Selon les provinces et avec une distance moyenne de 50 kilomètres, la province d'Assa Zag devance largement les autres provinces, suivie d'Es-Semara (15 Km) et de Ouarzazate, Taroudant, Tantan, Chichaoua et Figuig (12 Km chacune). Les provinces restantes enregistrent des niveaux de distance moyenne inférieurs à 10 kilomètres.

Au niveau des provinces à forte dominante urbaine, le phénomène d'enclavement des populations rurales est pratiquement insignifiant avec une distance moyenne d'environ un kilomètre. On cite à titre d'exemple pour cette catégorie les provinces d'Inezgane Ait Melloul,

Mohammédia, Nouaceur, Médiouna, Skhirate Témara, Salé, Fès, Méknès et Kénitra.

La carte ci contre donne, au niveau communal, une illustration de la distance moyenne qui sépare les logements des ménages ruraux de la route goudronnée la plus proche. Une première lecture de ce document confirme d'ailleurs que le relief est un facteur explicatif des degrés d'enclavement des localités rurales. C'est en effet au niveau des communes rurales localisées dans les régions montagneuses que l'enclavement des populations prend de l'ampleur. Ainsi, plus on s'approche des espaces montagneux ou présaharien plus la distance moyenne à parcourir pour accéder à la route goudronnée la plus proche augmente. Ceci concerne les trois composantes de l'Atlas, la chaîne du Rif et les espaces géographiques longeant les frontières est du pays. Au niveau des communes rurales relevant de ces territoires, ce sont les tranches de 5 à moins de 10 Km et 10 Km et plus qui prédominent.

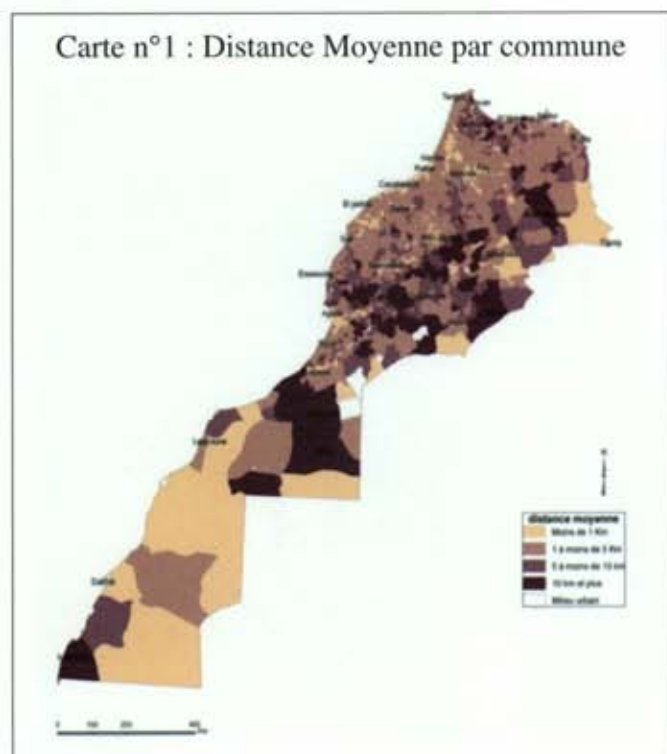
Pour certaines de ces communes, les distances à parcourir en moyenne pour accéder à la route la plus proche enregistrent même des niveaux spectaculaires atteignant jusqu'à 74 Kilomètres à Aït Haddou Youssef (province de Chichaoua), 71 Km pour Annergui (province d'Azilal), 62 Km à Ahl Tifnoute (province de Taroudant), Sidi Ali (province d'Errachidia) et Taouyalt (province de Taroudant).

Taux d'accessibilité

Le taux d'accessibilité adopté dans cet article est défini, pour chaque entité territoriale, comme étant le rapport entre l'effectif de la population rurale pour laquelle la distance à la route goudronnée la plus proche n'atteint pas un kilomètre et la population rurale totale de cette entité.

Encadré n° 2

Pour le programme national des routes rurales, le taux d'accessibilité est défini, pour chaque entité administrative, comme étant le rapport de la population rurale desservie par le réseau revêtu plus la population rurale bien desservie par pistes et l'ensemble de la population rurale. La population desservie est définie comme étant la population située à moins d'un kilomètre par rapport à une route carrossable par tout temps. Les douars ayant moins de 50 ménages ne sont pas pris en compte.



Toute comparaison avec le taux d'accessibilité retenu dans le cadre du programme national des routes rurales (voir encadré n°2) doit prendre en considération l'existence d'une différence méthodologique de taille touchant deux aspects.

Premièrement, pour appréhender l'enclavement des localités rurales, l'accessibilité est mesurée, ici, par rapport à la route goudronnée alors qu'elle s'étend, dans le cadre du programme national des routes rurales, aux pistes.

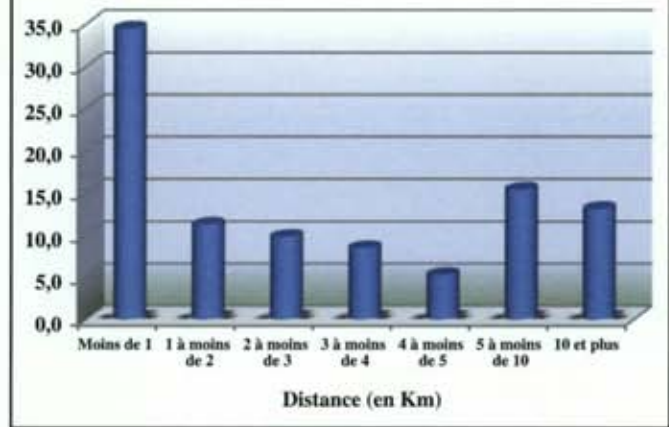
Deuxièmement et alors que cette étude couvre exhaustivement toute la population rurale, le concept d'accessibilité adopté dans le cadre du programme national des routes rurales ne prend en considération que les douars ayant 50 ménages et plus. Les personnes relevant des douars de moins de 50 ménages, qui constituent environ 20% de la population rurale en 2004, ne sont pas prises en compte.

Cela étant, à l'issue du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004, le taux d'accessibilité à la route goudronnée est de l'ordre de 35% pour l'ensemble du monde rural.

Environ les deux tiers de la population rurale sont, ainsi, appelés à parcourir plus d'un kilomètre pour atteindre la route goudronnée la plus proche.

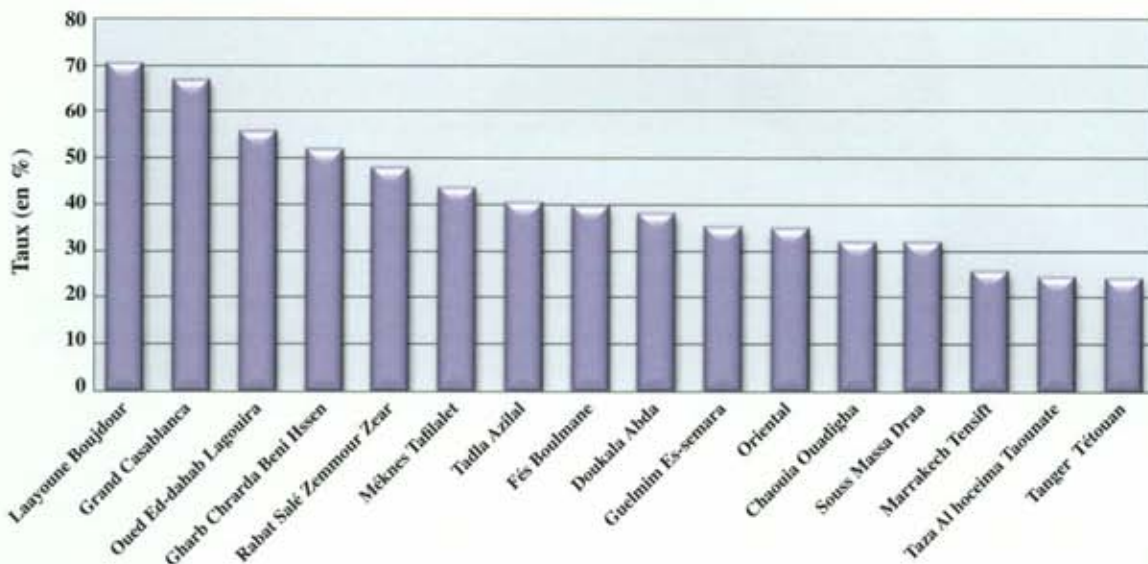
16 % d'entre eux résident à une distance comprise entre 5 et moins de dix kilomètres alors que pour 14%, la route revêtue la plus proche passe à plus de dix kilomètres de leurs logements de résidence principale.

Graphique n°2 : Structure (%) de la population rurale selon les tranches de distance



Selon les régions et avec un taux d'accessibilité d'environ 25%, les populations rurales de Tanger-Tétouan, de Taza-Al-Hoceima-Taounate et de Marrakech Tensift Al Haouz semblent les plus enclavées contrairement à celles de Laâyoune Boujdour Sakia Al Hamra, du Grand-Casablanca, de Oued Ed Dahab Lagouira et du Gharb-Cherarda-Bni-Hssen où le taux d'accessibilité atteint respectivement 70%, 67%, 56% et 52%. Pour les autres régions du Royaume, la proportion des campagnards résidant à moins d'un kilomètre de la route revêtue enregistre des niveaux intermédiaires situés entre 30 et 40%.

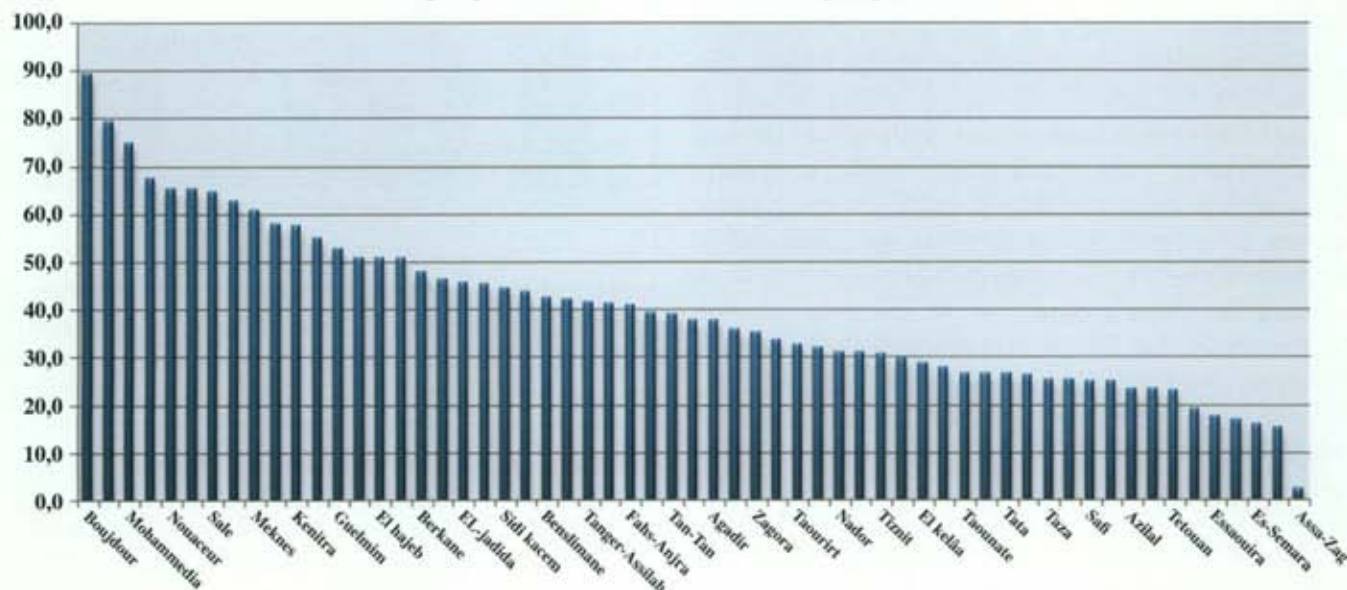
Graphique n°3 : Taux d'accessibilité selon les régions



Examinés selon les provinces, les taux d'accessibilité des populations rurales à la route affichent d'importantes disparités. Ils passent en effet de 2% au niveau de la province d'Assa Zag à 90% à Boujdour.

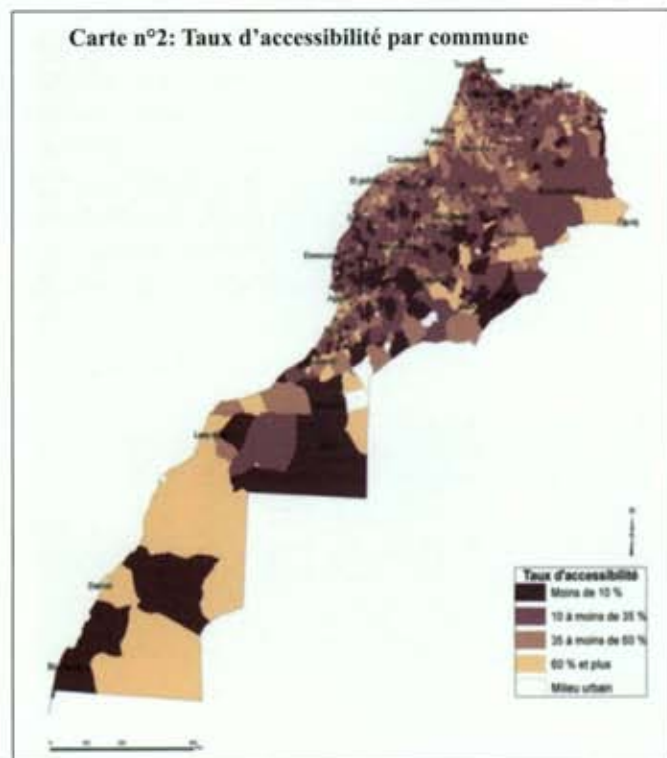
Sur les 59 provinces et préfectures du pays, 17% ont un taux d'accessibilité situé à moins de 25%, 56% un taux compris entre 25 et moins de 50% et enfin 27% des provinces enregistrent un niveau d'accessibilité dépassant 50%. En terme de population, ces proportions représentent respectivement 23%, 61% et enfin 16%.

Graphique n°4 : Taux d'accessibilité par province



Source: RGPH 2004

Carte n°2: Taux d'accessibilité par commune



La carte ci-contre illustre graphiquement les taux d'accessibilité des populations des différentes communes rurales du pays. On constate que, naturellement, la distribution géographique de l'enclavement des localités rurales est globalement identique à celle offerte par la carte précédente décrivant le phénomène sous l'angle des distances moyennes.

Les communes rurales se trouvant sur l'axe littoral allant de Kenitra à El Jadida ainsi que celles situées sur les plaines de Chaouia et de Saïa sont les mieux loties en matière d'infrastructures routières. Dans ces territoires, et avec un taux d'accessibilité de 60% et plus, le phénomène d'enclavement prend des dimensions relativement moindres. Cette situation concerne, au niveau national, 12% des communes rurales, soit 16% des citoyens installés à la campagne.

Les communes rurales ayant un niveau d'enclavement intermédiaire (taux d'accessibilité compris entre 35 et moins de 60%) représentent un peu plus du quart des communes rurales (28%) et abritent 31% de la population.

Enfin, les communes ayant des niveaux d'enclavement les plus élevés constituent environ 16% de l'ensemble des communes rurales, ce qui représente 11% des campagnards. Ces entités, dont le taux d'accessibilité de la population n'excède pas 10%, se situent principalement sur des territoires ayant une identité géographique essentiellement montagnaise ou présaharienne.

L'accès à la route : impacts sur les indicateurs socio-économiques des populations rurales

Les effets positifs de la route sur les conditions de vie de la population en général et des ruraux en particulier ne sont pas à démontrer. Support de communication et d'échange par excellence, le réseau routier constitue l'un des facteurs décisifs dans l'accès des campagnards aux exigences d'une vie décente.

Dans ce qui suit, nous nous intéresserons à dévoiler l'influence que peut exercer la proximité ou l'éloignement de la route goudronnée sur les niveaux et tendances des caractéristiques démographiques et socio-économiques des populations rurales.

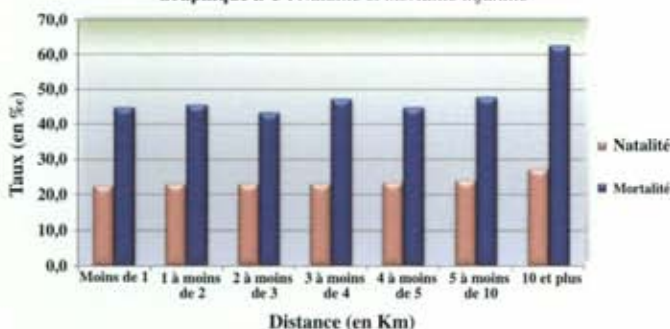
Démographie et Santé

Pour rendre compte de l'impact de la route sur les caractéristiques démographiques et sanitaires de la population rurale, le choix a porté sur les indicateurs relatifs à la natalité, la fécondité et la mortalité infantile.

Chiffres à l'appui, ces phénomènes marquaient tous, en 2004, une tendance à la baisse au fur et à mesure que les niveaux d'accès des populations rurales à la route goudronnée s'améliorent.

En passant du niveau supérieur d'enclavement (tranche de dix kilomètres et plus) à celui où les populations accèdent sans grande peine (moins d'un kilomètre) à la route, le taux de mortalité infantile enregistre une nette diminution allant de 62,5 à 44,8‰.

Graphique n°5 : Natalité et mortalité infantile

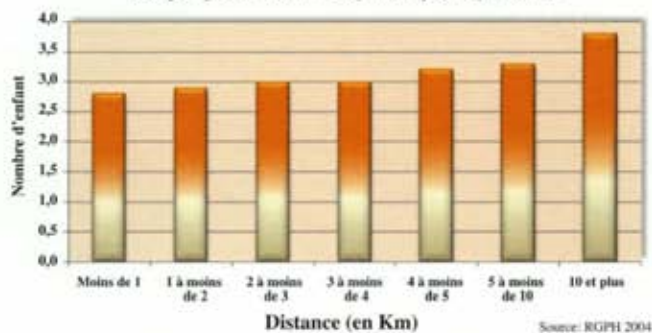


Source: RGPH 2004

Le taux de natalité, indiquant le nombre de naissances vivantes par habitant, augmente quant à lui au fur et à mesure que la route passe plus loin des logements ruraux. Il passe en effet de 22,4‰ pour la première tranche (moins d'un kilomètre) à 27,1‰ pour les populations rurales dont les foyers se trouvent à plus de dix kilomètres de la route.

Lorsque la distance à la route passe de la tranche de dix kilomètres et plus à moins d'un kilomètre, la fécondité chez les femmes rurales en âge de procréation diminue significativement. L'indice synthétique de fécondité perd ainsi un point en chutant respectivement de 3,8 à 2,8 enfants par femme.

Graphique n°6 : Indice synthétique de fécondité

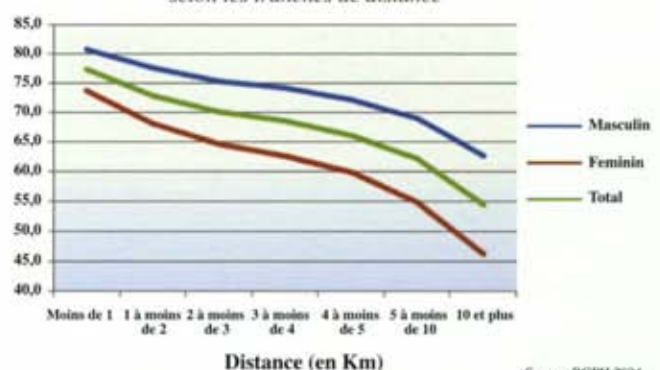


Source: RGPH 2004

Scolarisation et alphabétisation

Le taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans, de l'ordre de 69% au niveau de l'ensemble du milieu rural, enregistre une tendance baissière nette lorsque la route s'éloigne des foyers ruraux. Il passe de 77% au niveau des populations désenclavées à 54% chez les ruraux des localités à niveaux d'enclavement élevés. Cette tendance à la baisse de la scolarisation en fonction des distances est relevée aussi bien chez les garçons que chez les filles avec une diminution relativement plus accentuée chez

Graphique n°7 : Taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans selon les tranches de distance

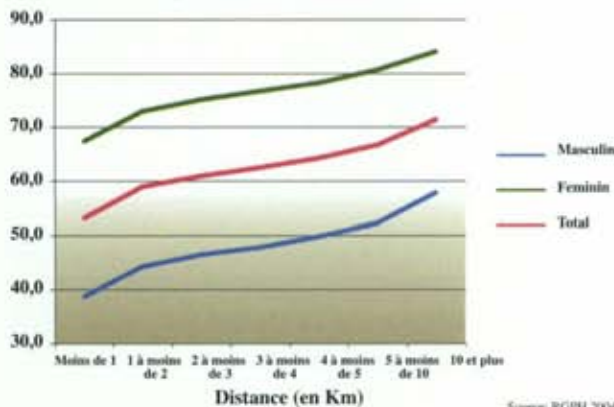


Source: RGPH 2004

ces dernières. Le taux de scolarisation des garçons passe en effet de 81% au niveau de la tranche de moins d'un kilomètre à 63% pour celle de dix kilomètres et plus. Chez les filles, il baisse respectivement de 74% à 46%.

L'analphabétisme affiche une nette variation en fonction de la présence ou de l'absence de la route goudronnée dans l'environnement immédiat des ruraux. Le taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus, de l'ordre de 60% en milieu rural, augmente au fur et à mesure que l'enclavement des localités rurales prend de l'ampleur. Il passe de 53% au niveau de la population désenclavée à 72% chez les personnes appelées à parcourir dix kilomètres et plus pour accéder à la route goudronnée la plus proche.

Graphique n°8 : Taux d'analphabétisme des personnes âgées de 10 ans et plus selon les tranches de distance



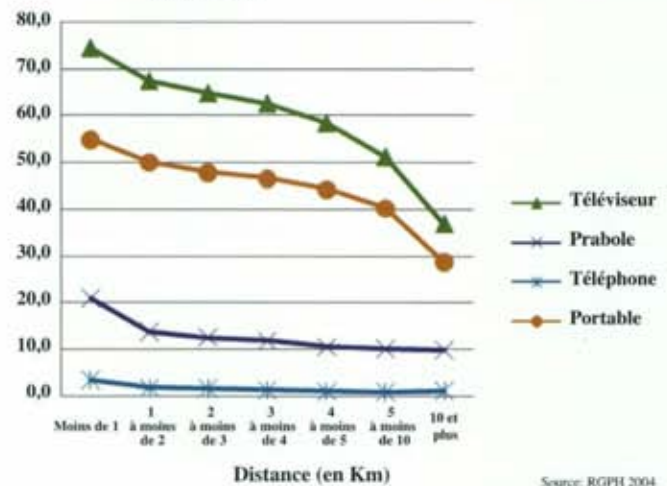
Examiné selon le genre, on s'aperçoit que le taux d'analphabétisme croît, chez les personnes de sexe masculin, de 39% au niveau de la tranche de moins d'un kilomètre à 58% pour la tranche de dix kilomètres et plus. Chez les femmes, ces ratios affichent respectivement 66% et 84%.

Moyens de communication et d'information

Le réseau routier constitue l'un des supports contribuant à la diffusion des moyens de communication et d'information en milieu rural. Selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004, la proportion des campagnards disposant d'un poste de télévision et résidant à moins d'un kilomètre d'une route goudronnée est de l'ordre de 75%. Elle chute à 37% chez la population rurale mal desservie par la route (tranche de 10Km et plus).

La parabole, élément incontournable d'ouverture sur le monde d'information, est aussi un équipement dont la

Graphique n°9 : Proportions des ménages ruraux disposant de moyens de communication et d'information selon les tranches de distance



Source: RGPH 2004

présence diminue au fur et à mesure que la route s'éloigne des logements. La part des ruraux équipés d'une antenne parabolique passe ainsi de 21% au niveau des localités désenclavées (tranche de moins d'un Km) à 14% chez les personnes relevant de la tranche de dix kilomètres et plus.

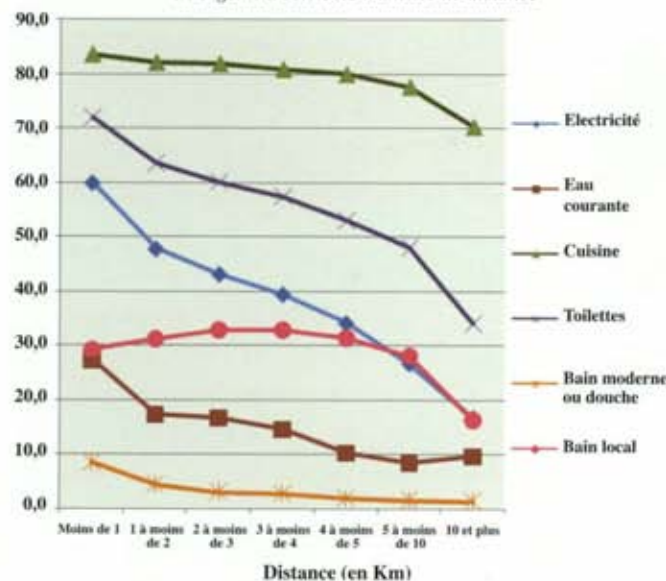
Si, au niveau des localités désenclavées, 55% de ruraux se déclarent possédant un appareil de téléphonie mobile (portable), ils ne sont que 29% à en disposer au niveau des zones rurales où les habitants devraient parcourir plus de dix kilomètres pour atteindre la route goudronnée la plus proche. La disposition d'une ligne téléphonique fixe, dont la fréquence en milieu rural est plus faible que celle du portable (respectivement 2% contre 47%), enregistre la même tendance à la baisse avec des proportions allant respectivement de 4% à 1%.

Equipements de logement

En milieu rural, la part des ménages disposant de l'électricité représente, en 2004, 43,3%. La présence de la route goudronnée dans un rayon ne dépassant pas un kilomètre semble favoriser significativement l'accès des ménages ruraux à l'électricité et à l'eau potable. Au niveau des populations désenclavées (tranche de moins d'un km), le taux d'accès à l'électricité est de 62% contre 18% seulement au niveau des populations à forts niveaux d'enclavement.

Le recours à un réseau public d'eau courante est relevé, en 2004, chez 18% de la population rurale. Il est trois fois plus fréquent chez les populations désenclavées (27%) que celles dont le foyer s'éloigne du réseau routier de plus de dix kilomètres (9,7%).

Graphique n°10 : Proportions des ménages ruraux disposant d'équipement de logement selon les tranches de distance



Si la disponibilité de la cuisine dans le logement ne semble pas trop fluctuer selon la proximité ou l'éloignement de la route, les équipements d'hygiène (toilettes, bains ou douches) enregistrent par contre des niveaux qui s'améliorent significativement au fur et à mesure que l'effort de désenclavement des localités rurales s'étend.

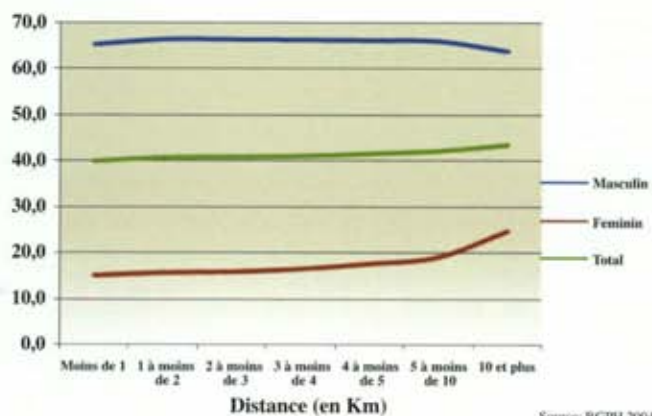
La proportion de foyers équipés d'une toilette s'améliore considérablement, passant du simple (34%) à un peu plus du double (72%) entre localités enclavées et celles pour lesquelles l'accès à la route ne pose pas de grandes difficultés (moins d'un kilomètre).

Concernant la disposition d'un bain moderne ou douche, ces proportions enregistrent respectivement pour les deux situations (localités enclavées/désenclavées) 1,4 % et 8,5%. Pour le bain local, elles passent respectivement de 16,3% à 29,2%.

Activité économique

Le taux net d'activité ne semble pas trop varier selon les niveaux d'accès à la route goudronnée. Pour l'ensemble du milieu rural, cet indicateur n'affiche qu'une légère augmentation entre localités désenclavées et celles fortement enclavées, passant ainsi de 40% à 44%. Cette tendance est, par contre, plus significative chez les femmes pour lesquelles les taux nets d'activité passent respectivement de 15% à 25% que chez les hommes où on assiste plutôt à une légère baisse du taux net d'activité passant respectivement de 65% à 64%.

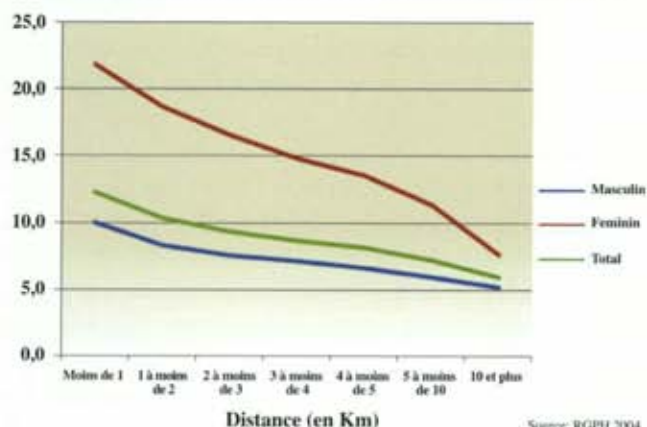
Graphique n°11 : Taux d'activité selon les tranches de distance



Source: RGPH 2004

Contrairement au taux net d'activité, le taux de chômage manifeste une diminution évidente au fur et à mesure que l'accès à la route devient de plus en plus long.

Graphique n°12 : Taux de chômage selon les tranches de distance



Source: RGPH 2004

Au niveau des localités à bas niveau d'enclavement (moins d'un kilomètre), le taux de chômage est de l'ordre de 12% avec une prévalence plus élevée chez les femmes (22%) que chez les hommes (10%).

Au fur et à mesure que la route goudronnée s'éloigne des logements ruraux, le taux de chômage s'inscrit dans une tendance baissière. Il enregistre un niveau de 6% seulement au niveau des zones enclavées (tranche de 10 kilomètres et plus).

Concernant les branches d'activité économique et avec un poids de 68%, les activités qui occupent le plus de campagnards sont, naturellement, celles relatives à l'agriculture et à l'élevage. Cependant, le désenclavement semble modifier significativement cette configuration. Le poids du secteur primaire diminue, ainsi, au fur et à

mesure que les niveaux d'accès à la route s'améliorent. Il passe de 79% au niveau des localités les plus enclavées (10 kilomètres et plus) à 57% seulement chez les ruraux accédant aisément à la route (moins d'un kilomètre).

Tableau n° 2: Structure (%) des actifs occupés ruraux selon les branches d'activité et les tranches de distance

Branches d'activité économique	Tranches de la distance (en Km)							Total
	Moins de 1	1 à moins de 2	2 à moins de 3	3 à moins de 4	4 à moins de 5	5 à moins de 10	10 et plus	
Agriculture, élevage, forêt et pêche	56,9	65,5	69,1	72,6	75,2	78,6	78,8	68,1
Industrie et mines	8,8	7,4	6,6	5,8	5,0	4,6	4,6	6,7
Bâtiment et travaux publics	10,0	9,2	8,8	8,0	7,9	6,9	8,1	8,7
Commerce et services	14,6	11,8	10,0	8,8	7,6	6,2	4,6	10,1
Transport et communication	3,4	2,5	2,0	1,8	1,5	1,1	0,9	2,2
Autres	6,3	3,6	3,5	3,0	2,8	2,6	3,0	4,2
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: RGPH 2004

La diminution du poids de l'agriculture s'accompagne, évidemment, d'une nette augmentation des activités industrielles et minières dont les parts passent respectivement de 5% à 9% et surtout des activités tertiaires (commerce et services) dont les proportions augmentent respectivement de 5% à 15%.

Les activités relevant du bâtiment et travaux publics enregistrent quant à elles une légère évolution à la hausse passant de 8% à 10% tandis que le poids du secteur de transport et communication varie de 1% à 3%.

La présence de la route apporte également des changements notables au niveau des métiers exercés. Dans l'ensemble, environ deux actifs ruraux sur trois (67%) exercent, en 2004, un métier à vocation agricole ou de pêche. 32% d'entre eux le font à titre d'exploitants et 68% en tant qu'ouvriers ou manœuvres agricoles.

Cette configuration varie selon l'état d'enclavement ou de désenclavement des localités rurales. Le poids des professions relatives au secteur primaire passe ainsi de 79% au niveau des zones rurales enclavées à 56% au niveau des localités désenclavées. Par contre, les métiers de commerçants et d'artisans se développent de plus en plus au fur et à mesure que la route goudronnée passe plus près des foyers des ménages ruraux. Le poids de ces professions varie respectivement de 2% à 6,6% et de 10% à 17% entre localités enclavées et celles désenclavées.

Tableau n° 3: Structure (%) des actifs occupés ruraux selon les groupes de profession et les tranches de distance

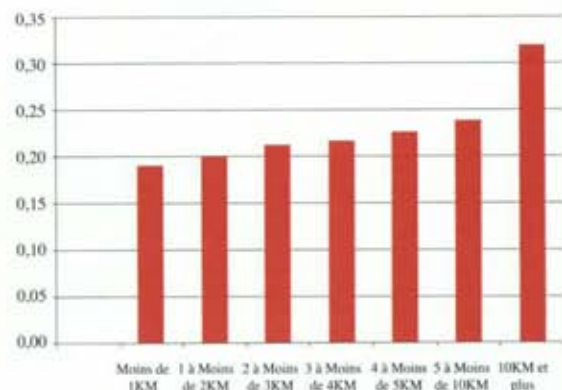
Grands groupes de profession	Tranches de la distance (en Km)							Total
	Moins de 1	1 à moins de 2	2 à moins de 3	3 à moins de 4	4 à moins de 5	5 à moins de 10	10 et plus	
responsables hiérarchiques, cadres supérieurs et membres des professions libérales	2,5	1,1	0,9	0,9	0,7	0,6	0,8	1,4
Commerçants	6,6	5,2	4,6	4,1	3,5	2,9	2,1	4,6
Exploitants agricoles	16,7	20,3	22,0	23,2	24,5	26,7	26,5	21,7
Artisans	16,8	14,6	13,2	11,9	10,8	9,4	9,7	13,2
Ouvriers agricoles	38,8	44,2	46,5	48,8	50,1	51,7	52,2	45,7
Ouvriers non agricoles	14,6	11,9	10,3	9,1	8,5	7,0	6,8	10,7
Autres	4,0	2,7	2,5	2,0	1,9	1,7	1,9	2,7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: RGPH 2004

Pauvreté

En 2004, le taux de pauvreté est estimé pour l'ensemble du milieu rural à 22%. Comme pour l'ensemble des indicateurs socio-économiques parcourus tout au long de cet article, le taux de pauvreté affiche une certaine liaison avec le niveau d'accès à la route. Elle se manifeste par une augmentation des niveaux de pauvreté au fur et à mesure que l'enclavement des localités rurales s'intensifie. Au niveau des zones rurales où les ménages sont à moins d'un kilomètre de la route goudronnée, le taux de pauvreté est de l'ordre de 19%. Lorsque la distance à parcourir pour accéder à la route la plus proche augmente, la pauvreté s'inscrit dans une tendance à la hausse. Elle atteint son seuil le plus haut (32%) dans les zones rurales à niveaux d'enclavement élevés (tranche de 10 kilomètres et plus).

Graphique n°13: Taux de pauvreté de la population rurale selon les tranches de distance



Cette tendance est observée au niveau de toutes les régions du pays avec cependant une évolution variant différemment d'une région à l'autre.

Les écarts les plus élevés entre zones enclavées et non enclavées sont relevés au niveau des régions de Tadla-Azilal, Guelmim-Es-Semara et l'Oriental. Pour ces régions, les taux de pauvreté passent respectivement de 13,8 à 35,6%, de 20,6 à 40,7% et de 23,6 à 42,3%.

Tableau n° 4: Taux de pauvreté de la population rurale selon les régions et les tranches de distance (en Km)

Régions	Tranches de la distance (en Km)							Total
	Moins de 1	1 à moins de 2	2 à moins de 3	3 à moins de 4	4 à moins de 5	5 à moins de 10	10 et plus	
Oued Ed-dahab-Lagouira	1,0	0,7	24,1	0,0	6,4	12,1	8,8	6,5
Laayoune Boujdour Sakia El Hamra	12,9	27,3	26,2	33,4	40,4	16,7	31,3	16,5
Guelmim Es-Semara	20,6	25,9	27,3	26,2	29,1	33,7	40,7	29,1
Souss-Massa-Draa	21,0	20,9	23,8	24,6	27,5	30,3	37,2	27,0
Gharb Chrarda Beni Hssen	24,2	24,6	26,1	25,5	27,5	28,6	36,4	25,4
Chaouia Ouardigha	17,9	18,9	18,0	17,7	16,7	17,4	21,9	18,1
Marrakech Tensift Al-Haouz	20,7	23,1	23,1	23,7	24,0	26,4	36,5	25,6
Oriental	23,6	25,7	27,6	29,8	30,8	32,5	42,3	28,8
Grand Casablanca	5,2	5,7	5,3	5,2	4,3	7,7	3,4	5,3
Rabat Salé Zemmour Zaër	20,1	21,1	20,9	21,5	21,4	23,7	26,4	21,3
Doukkala Abda	17,6	19,1	19,5	20,3	21,2	21,3	24,0	19,2
Tadla Azilal	13,8	16,1	17,5	17,1	21,0	24,0	35,6	19,9
Meknès Tafilalet	29,8	30,6	35,1	34,3	34,9	38,2	44,0	33,9
Fès Boulemane	17,2	19,1	20,6	17,9	22,8	23,2	30,3	20,0
Taza Al Hoceima Taounate	11,8	13,2	14,8	15,5	16,2	16,7	17,5	15,0
Tanger Tétouan	12,2	13,5	13,7	14,4	15,1	17,2	20,2	15,6
Total	19,1	20,0	21,3	21,7	22,7	23,9	32,1	22,0

Jusqu'en 2004, les populations rurales sont contraintes de parcourir des trajets relativement longs pour accéder à la route goudronnée. En moyen, elles doivent traverser près de 4 kilomètres pour se connecter au réseau routier le plus proche de leurs foyers. En d'autres termes, seulement une personne rurale sur trois réside à moins d'un kilomètre d'une route goudronnée.

A travers ces chiffres, l'étude menée, ici, dévoile l'ampleur et les disparités géographiques du phénomène d'enclavement qui touche particulièrement les zones rurales à relief montagneux. Elle renseigne, par conséquent, sur les déficits enregistrés en matière d'infrastructures routières rurales ; déficits qui constituent un frein au développement économique et social de la campagne marocaine et par conséquent un obstacle réel à l'épanouissement des conditions de vie de ses habitants.

Face à une telle situation, notre pays est appelé à doubler d'efforts afin de répondre aux besoins en matière de routes rurales qui, de par la dynamique économique, sociale et culturelle qu'elles peuvent apporter aux localités enclavées, constituent un facteur de développement permettant aux populations rurales d'accéder aux services et équipements socio-économiques de base.

L'apport positif de la route sur les conditions de vie des citoyens résidant en milieu rural est, d'ailleurs, mis en évidence dans cet article. Il se traduit globalement par une nette amélioration des indicateurs démographiques (natalité, fécondité et mortalité infantile) et socio-économiques (scolarisation, analphabétisme, activité, pauvreté, accès à l'eau et à l'électricité, etc.) au fur et à mesure que l'accès des ruraux à la route s'améliore. ■

L'expérience de modélisation au HCP



Les modèles économiques permettent de fournir une représentation simplifiée et concrète des mécanismes régissant la réalité économique et sociale en identifiant les régularités des tendances et les causalités intervenant dans leur évolution. Ils permettent de ce fait une meilleure visibilité aux acteurs économiques et aux décideurs politiques en particulier. Conscient de cette importance, le Haut Commissariat au Plan accorde un grand intérêt à l'élaboration de modèles économiques pour répondre à ses attributions en termes de prévisions, d'analyse et de simulations de politiques économiques. Les premiers

modèles élaborés étaient liés à l'élaboration des plans de développement économique et social. Le processus de développement se décline en fait en la fixation des priorités, l'élaboration des programmes d'action et des mesures d'accompagnement et le suivi de leur exécution. La mise en œuvre de ce processus a été facilitée par les travaux de cadrage macroéconomique à court et à moyen termes et de simulation de la politique économique, lesquels s'appuient essentiellement sur les outils de modélisation.

Par Ayuche KHELLAF et Abdel Aziz NIHO- HCP

la crise des années quatre vingt a poussé l'économie marocaine à suivre un programme de stabilisation et de réformes structurelles (PAS) suite aux exigences des institutions internationales. Pour accompagner ce changement dans la gestion du développement, une nouvelle génération de modèles développés au HCP a vu le jour tenant compte des exigences du PAS en termes de préservation des équilibres interne et externe (à travers essentiellement la maîtrise de la demande interne, la mobilisation de l'épargne locale et l'optimisation de l'allocation des ressources), de réaménagement des taux de change en vue de sauvegarder la compétitivité de l'économie nationale et de politiques économiques libérales.

L'expérience de modélisation au sein du HCP s'est enrichie récemment par d'autres outils pour renforcer l'analyse économique à la lumière de l'intérêt que suscite de plus en plus le développement humain dans les stratégies de développement. En fait, la gestion du développement économique et sociaux s'appuyait auparavant principalement sur la mise en œuvre de politiques macroéconomiques. Les aspects microéconomiques n'étaient pas appréhendés par les travaux empiriques en particulier dans les pays en développement. La non disponibilité d'informations statistiques, riches et détaillées, ne permettait pas de modéliser les comportements des agents économiques. De telles insuffisances informationnelles et techniques

sont aujourd'hui dépassées.

L'appareil statistique au Maroc est l'un des plus développés en Afrique et dans la région MENA. Des enquêtes sur les dépenses de consommation et les niveaux de vie des ménages, l'emploi, les prix, les structures de production, et sur l'investissement sont réalisées régulièrement. De même, la comptabilité nationale synthétisant l'activité économique est harmonisée avec le nouveau système de 1993, établi par les Nations Unies. Dans ce cadre, des tableaux de synthèse sont produits annuellement, en l'occurrence le tableau ressources emplois, le tableau économique intégré et la matrice de comptabilité sociale. Les travaux de modélisation économique au sein du HCP ont profité de ces avancés et se sont développés et élargis aux problématiques de distribution des revenus et de pauvreté.

Cet article traite des principaux modèles utilisés actuellement dans le HCP, de leurs limites, des perspectives et des efforts à déployer pour leur amélioration et leur adaptation continue à la réalité marocaine.

“ Les modèles développés au HCP ”

Pour répondre aux besoins en matière de prévisions et de simulations des politiques économiques, le HCP a pu constituer un arsenal de modèles économiques qui

diffèrent selon leur cadre comptable, leurs méthodes d'estimation et leurs soubassements théoriques ainsi que selon leur aspect statique ou dynamique. Cette richesse en matière de modélisation s'explique par le fait que chaque type de modèle est utilisé pour répondre à une finalité bien précise. En fait, on ne peut pas imaginer un modèle standard qui permet de répondre à toute sorte de problématiques liées à la gestion économique. Dans ce qui suit, on fera une présentation succincte des différents modèles utilisés par le HCP pour ses travaux de prévision, d'analyse et de simulation des politiques économiques.

Le Modèle quasi-comptable MOQUAS

C'est un modèle dont le soubassement théorique est celui de Leontief. Le principe du modèle se base sur la projection pour l'année suivante de l'équilibre macroéconomique de court terme sur le marché des biens et services en volume et en valeur. Il présente également les comptes d'agents économiques et permet de fournir des informations sur l'emploi. Ce modèle favorise la cohérence comptable de l'économie. Il est utilisé pour l'élaboration du Budget Economique. Son utilisation est très répandue, en particulier dans plusieurs pays en développement. Ce type de modèle est favorisé par le nouveau système de comptabilité nationale SCN 1993 dans la mesure où il adopte la méthode du PIB en chaîne.

Le modèle s'articule autour des principaux instruments de la comptabilité nationale:

- La matrice de production des branches;
- Le tableau ressources-emplois (TRE);
- Le tableau économique intégré (TEI);
- Le tableau des opérations financières (TOF).

L'objectif de l'élaboration de ce modèle est de faire des prévisions économiques à court terme et de servir comme outil technique pour l'établissement du budget économique. C'est un instrument rustique qui garantit la cohérence comptable des prévisions. Il peut accueillir facilement les informations directes issues de l'analyse conjoncturelle, et peut intégrer progressivement les estimations économétriques issues de l'amélioration et de l'allongement des séries économiques.

Les soubassements théoriques du modèle sont d'inspiration keynésienne, sauf pour le secteur agricole et l'administration publique. En effet, pour les différentes branches non agricoles, il est supposé que l'offre de biens et services suit l'évolution de la demande, notamment:

- les exportations, la formation brute de capital fixe et les dépenses publiques qui sont toutes exogènes,

- et la consommation finale des ménages qui est supposée endogène et qui s'adapte au revenu disponible des ménages.

Les consommations intermédiaires sont proportionnelles à la production. En effet, une augmentation de la demande finale relance la production qui à son tour relance la demande intermédiaire et par conséquent la demande finale et ainsi de suite.

Pour l'agriculture dont la production dépend des conditions climatiques, son évolution est appréhendée par des indicateurs établis en dehors du modèle.

La production de l'administration publique est déterminée par la somme:

- des consommations intermédiaires (qui suivent l'évolution des dépenses publiques en biens et services non salariés);
- et la valeur ajoutée (qui suit l'évolution de la masse salariale publique).

Les valeurs ajoutées sont déterminées par la différence entre la production et la consommation intermédiaire. La masse salariale est déterminée par le niveau des effectifs, lequel est proportionnel à la production en volume, par l'évolution du taux de salaire par tête et par la productivité. L'excédent brut d'exploitation (EBE) est la différence entre la valeur ajoutée, la masse salariale et les autres impôts et subventions sur la production.

En outre, les prix administrés, ainsi que ceux des importations, sont exogènes. Pour les autres prix les producteurs adoptent le comportement de mark-up. Le rapport de l'EBE à la production reste constant, et le prix de la production évolue alors comme les coûts unitaires. Le producteur répercute l'augmentation des coûts de production sur le prix de vente, autrement dit, il garde sa marge bénéficiaire constante.

Le modèle de cadrage macroéconomique MODCROS

Il est fondé sur la base théorique des modèles dits à "deux écarts" qui constituent en fait une extension du modèle de croissance de Harrod-Domar dans le cas d'une économie ouverte et du modèle de programmation financière du Fonds Monétaire International basée sur la viabilité des comptes extérieurs dont le soubassement théorique est le modèle de Polak. Ce modèle est un outil de planification et d'éclairage de la décision à moyen terme. Il vise à fournir aux utilisateurs un cadre macroéconomique standard des projections économiques cohérentes sous différents scénarios de politiques

économiques et d'évolution de l'environnement extérieur. Ce modèle identifie la disponibilité d'épargne et de devises comme des contraintes potentielles à la croissance économique d'un pays.

Le fonctionnement de ce modèle repose essentiellement sur la satisfaction nécessaire, ex-post, de l'équilibre entre ressources et emplois, à la fois d'épargne et de devises, ainsi que sur les mécanismes d'ajustement qui permettent d'atteindre cet équilibre à partir des projections ex-ante des variables macro-économiques. De cette façon, le modèle assure une cohérence entre les prévisions de la balance des paiements et les comptes nationaux. Il permet d'une certaine manière d'analyser les conditions budgétaires, monétaires et commerciales requises pour la concrétisation des objectifs macroéconomiques retenus.

Le cadre comptable qui sert de référence pour l'élaboration du modèle MODCROS est inspiré des comptes nationaux. En effet, le modèle est construit sur la base de 4 secteurs : le secteur des finances publiques, le secteur monétaire, le secteur extérieur et le secteur réel. L'utilisation d'un cadre comptable comme celui du système de comptabilité nationale permet de garantir la cohérence des données historiques ainsi que celle des projections tout en mettant en exergue les différentes relations intersectorielles qui ont permis la formulation du modèle.

Il demeure très utile de garder à l'esprit que MODCROS est d'abord un instrument de planification. L'utilisateur choisit un certain nombre d'objectifs économiques à atteindre dans la période de projection (croissance du PIB, inflation...). Ainsi, ces objectifs déterminent le niveau d'investissement, le niveau minimal d'importations qui sont nécessaires à sa réalisation ainsi que le niveau maximal d'épargne intérieure. Les exportations sont projetées de façon exogène, suivant les prévisions relatives à l'évolution des marchés mondiaux et les hypothèses concernant les élasticités prix. Ce sont alors les niveaux réalisés d'épargne intérieure et d'importation qui s'ajustent ex post selon le niveau de financement extérieur obtenu pour faire disparaître tout déséquilibre dans l'économie.

Le modèle est suffisamment flexible pour permettre de simuler différentes modifications des paramètres clés de politiques économiques et des variables exogènes selon les préoccupations du planificateur. Il s'agit essentiellement d'évaluer le besoin de financement sous différents scénarios de politiques économiques et d'évolution de l'environnement extérieur.

Dans un premier temps, MODCROS a été utilisé dans l'étude réalisée par le HCP sur la croissance économique et le développement humain en 2007. Un scénario économique (2007-2015) qualifié de scénario de référence (ou baseline) a été réalisé par ce modèle pour refléter la situation économique future et la nature et l'ampleur des déséquilibres éventuels suite à la tendance économique actuelle. Il s'agit d'un scénario fondé sur l'hypothèse que les politiques économiques resteront inchangées durant la période de projection. Ce qui permet d'évaluer la viabilité de la situation économique et d'identifier les sources des déséquilibres éventuels et par la suite identifier les problèmes à résoudre et le type de mesures de politiques économiques et financières requises.

Dans un deuxième temps, deux scénarios alternatifs ont été établis en se fixant un certain nombre d'objectifs. Il s'agissait de choisir un taux de croissance donné du PIB réel, un taux d'inflation, un niveau minimum des réserves extérieures en devises ainsi que d'autres variables objectives pour la période de projection. Ces taux devraient être les plus réalistes possible compte tenu des politiques économiques à mettre en œuvre, des changements prévisibles internes et externes et des potentialités de l'économie. Pour atteindre ces objectifs, il fallait mettre en œuvre des instruments de politique économique, qu'il s'agisse de politiques de gestion de la demande (politique budgétaire et monétaire), de politiques de taux de change, de politiques de gestion de l'offre (politique structurelle en matière de prix, commerciale, du marché du travail,...), de politiques de gestion de la dette extérieure et intérieure ou de politiques de protection sociale. La cohérence de ces politiques et leur mise en œuvre ont été étudiées profondément.

Le modèle économétrique PRESIMO

Ce modèle a été développé en collaboration avec l'INSEE sous l'encadrement de Jean Luis Brillet. C'est un modèle à équations simultanées comportant un certain nombre d'équations économétriques complétées par des équations comptables. Il est destiné à la prévision et à l'étude de l'impact des politiques économiques. La spécification du modèle est qualifiée de «néo-keynésien». En effet, l'aspect «keynésien» tient au fait qu'à court terme les prix et les salaires présentent un certain degré de rigidité et que le niveau de l'activité est essentiellement déterminé par la demande. À plus long terme, cet

aspect « keynésien » laisse place à des mécanismes cohérents avec une conception plus « néo-classique » de l'équilibre macroéconomique.

Le modèle PRESIMO est un modèle de taille réduite, comportant une centaine d'équations économétriques complétées par des équations comptables. Relativement maniable, il est destiné avant tout à la prévision et peut aussi être utilisé pour étudier des scénarios alternatifs à court terme. On est entrain de finaliser la version à un secteur du fait qu'elle est moins nécessiteuse en terme d'informations statistiques. La version désagrégée en deux secteurs (agricole et non agricole) est déjà dans ses premières phases et va être finalisée vers la fin de l'année.

La spécification de chaque bloc du modèle repose sur la formulation d'un certain nombre de relations fournies par la théorie économique. Il est, comme beaucoup de modèles de projection, d'un type communément qualifié de « néo-keynésien ». Si l'équilibre de court terme n'est pas soutenable, les prix et les salaires s'ajustent progressivement. Les évolutions de prix et de salaires modifient la compétitivité de l'économie nationale vis-à-vis du reste du monde, ce qui influence le commerce extérieur.

Les variations de prix modifient également le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profit, ce qui influe sur la situation des entreprises et donc la formation de capital. Au total, le niveau d'activité est affecté, ce processus perdurant jusqu'à trouver un équilibre soutenable. En particulier, la soutenabilité de l'équilibre se caractérise par le retour du taux de chômage à son niveau d'équilibre de long terme.

Ce modèle établi initialement sur la base 1980 fait l'objet actuellement d'une restructuration désagrégée en trois produits sur la base du système de comptabilité nationale 1998. Cette nouvelle version du modèle PRESIMO permettra de renforcer le travail de prévision et de cadrage macroéconomique au sein du HCP et parallèlement d'améliorer l'éclairage de la prise de décision en matière de politiques économiques sous-tendant les programmes de développement.

Les modèles d'équilibre général calculable MEGC

Les MEGC sont utilisés pour simuler l'impact des chocs exogènes et les changements de politiques

économiques sur le système socio-économique. Ils sont utilisés dans l'analyse de long terme parce qu'ils permettent d'appréhender les changements de structure. Le HCP a pu développer deux sortes de MEGC qui se distinguent l'un de l'autre par la désagrégation au niveau de l'agent ménage. Le premier modèle part de la notion d'un ménage représentatif alors que le deuxième est relié à l'enquête consommation des ménages introduisant l'ensemble des unités de cette enquête pour une désagrégation très poussée de l'agent ménage afin de capter les effets de politiques économiques sur la pauvreté et les inégalités..

Le premier modèle appelé MEGSTAND est basé sur la matrice de comptabilité sociale de 1998. Il traite 7 activités sectorielles (Agriculture, Mines, Industrie, Energie, BTP, Services marchands et Services non marchands) et deux facteurs de production, en l'occurrence le travail et le capital. Les entreprises, l'Etat, le reste du monde et le ménage « représentatif » sont les institutions retenues dans le modèle.

Les exportations et les importations sont différenciées des biens produits localement par respectivement des fonctions à élasticités de transformation constantes (CET) et des fonctions à élasticités de substitution constantes (CES). La fermeture adoptée dans ce modèle est de type néoclassique, autrement dit l'investissement s'ajuste à l'épargne dégagée par l'économie.

Ce modèle a été utilisé dans un premier temps pour simuler l'impact d'une augmentation des cours de pétrole sur la production et le bien-être des ménages et par conséquent de détecter les mesures de politique économique à mettre en œuvre pour remédier aux effets négatifs de ce choc extérieur. Il est aussi utilisé pour appréhender les effets de politiques économiques (fiscales, budgétaires, commerciales...) sur l'activité économique et les équilibres fondamentaux de manière générale..

Contrairement à ce qui est courant dans la littérature des modèles d'équilibre général, les secteurs de production dans ce modèle produisent plus qu'un bien. Chaque branche produit en plus du bien principal qui lui est correspondant d'autres produits fatals. Ainsi, chaque bien peut être produit par plusieurs branches d'activité économique.

La production dans un secteur est une fonction Leontief entre les inputs intermédiaires et la valeur ajoutée dans ce secteur. La valeur ajoutée est une fonction Cobb-Douglas entre les facteurs primaires, c'est-à-dire le travail et le

capital. Il est supposé que le travail soit mobile entre les secteurs et que le capital soit propre à chaque secteur.

Chaque secteur de production est supposé être une firme qui maximise son profit en utilisant les facteurs de production et les inputs intermédiaires. Les producteurs reçoivent leurs revenus en vendant leurs productions. Ils procèdent à des dépenses sous forme de taxes à l'Etat, de salaires aux travailleurs, de profits aux capitalistes et font des transferts aux différents agents économiques. Le total de leurs recettes est égal au total de leurs dépenses.

Les consommateurs reçoivent leurs revenus en vendant les facteurs qu'ils détiennent. Leur budget inclut les taxes qu'ils payent au gouvernement ainsi que les transferts qu'ils effectuent avec les différents agents économiques. Il est supposé que les ménages consomment la part non épargnée de leur revenu disponible. Pour les autres agents leur épargne consiste en la différence entre leurs recettes et leurs dépenses. La fermeture classique consiste donc à affecter la somme totale de l'épargne constituée dans l'économie à l'investissement.

Nous avons une représentation simple du comportement de l'Etat. Celui-ci dégage son revenu des impôts directs et indirects ainsi que des droits de douane. Le budget de l'Etat inclut aussi les transferts effectués avec les autres agents économiques. D'autre part, la consommation publique est considérée comme exogène.

La plupart des modèles macro utilisés pour l'analyse des problématiques de distribution tiennent compte de quelques caractéristiques structurelles de l'économie ainsi que des effets d'équilibre général, mais ils se fondent habituellement sur la définition de ménages représentatifs. L'hétérogénéité de la population des ménages est ainsi intégrée d'une manière insuffisante puisque l'inégalité modelée est essentiellement l'inégalité entre les groupes représentatifs. Ceci explique pourquoi les modèles macro-économiques traditionnels peuvent sembler insuffisants pour traiter des questions de distribution.

Dans ce cadre, un deuxième modèle, appelé MEGAP ou modèle d'équilibre général calculable microsimulé pour l'analyse de la pauvreté, a été développé en collaboration avec le professeur Touhami Abdelkhalek. Ce modèle a été élaboré pour pallier les lacunes des approches basées sur la notion de ménage représentatif. En effet, la modélisation en équilibre général calculable microsimulé est une approche micro-macro qui essaye d'intégrer complètement l'enquête de consommation des ménages dans un cadre multi marché avec des prix endogènes des produits et des facteurs de production.

Le choix de ce type de modèles provient du fait qu'ils permettent d'analyser avec souplesse, rigueur et cohérence plusieurs questions économiques complexes. De part leurs structures, ils donnent une vue à la fois micro-économique et macro-économique des impacts de plusieurs scénarios de politiques économiques et permettent de retracer, de façon suffisamment claire et convaincante, les différents canaux par lesquels les effets sont transmis.

C'est dans ce but que le modèle MEGAP a été élaboré en se référant à la matrice de comptabilité sociale (MCS) de 2001 produite par la direction de la comptabilité nationale, ainsi qu'aux données de l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages pour l'année 2001 réalisée par la Direction de la Statistique.

Le modèle MEGAP est un modèle désagrégé retenant plusieurs branches d'activité économiques. Il a pour vocation de capter l'impact des politiques économiques à plusieurs niveaux. D'abord sur le plan macroéconomique, il permet d'évaluer le coût ou le gain que générerait une politique économique sur les agents économiques et sur les activités de production, de consommation, d'épargne et d'investissement qui prennent place au sein de l'économie marocaine. MEGAP permet aussi, et cette fois sur le plan microéconomique, de déterminer les mécanismes directs et indirects par lesquels les politiques économiques agissent sur les ménages en général et sur les ménages pauvres ou vulnérables en particulier. Il capte les effets microéconomiques sur le revenu, la consommation, les transferts et l'épargne des ménages, et par là, il saisit les effets sur la distribution des revenus.

Globalement l'extension des outils techniques en équilibre général calculable au cadre de micosimulation renforce la contribution du HCP en matière d'identification de politiques publiques ciblant la pauvreté et l'inégalité et offre par conséquent une plateforme pour le débat sur la pertinence des actions et mesures de politiques économiques mises en œuvre par les acteurs de développement.

modèle MAMS

Le Haut Commissariat au Plan met en œuvre, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, un projet d'études « pour l'Évaluation des stratégies de développement pour la concrétisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est un programme qui vise à disposer d'une certaine visibilité dans la réalisation des OMD, à travers l'évaluation des capacités de l'Etat à les financer et

à recommander, en conséquence, diverses options stratégiques qui permettraient de les atteindre dans des délais raisonnables.

Ce travail est conduit sur la base d'un modèle d'équilibre général calculable dynamique intégrant les aspects du développement humain et des inégalités. C'est un modèle multisectoriel et de cadrage macroéconomique thématique, développé initialement par la Banque mondiale sous le nom de « Maquette pour l'Analyse et la Simulation des OMD » (MAMS), qui trouve son originalité dans le fait qu'il intègre les services publics en faveur des secteurs sociaux, en plus d'autres déterminants extérieurs, ainsi que leur impact sur l'économie dans un cadre économique général et dynamique.

Le modèle MAMS appréhende la production des services publics notamment de la santé et de l'éducation, en prenant en compte aussi bien les facteurs de demande que d'offre. Il tient compte de l'interaction entre les OMD, d'une part, et entre ces derniers et la croissance économique, d'autre part. Il permet en outre d'arbitrer, à travers le temps, entre les différentes formes de financement budgétaire et des acteurs privés pour la réalisation des OMD.

Cet outil sera développé davantage pour améliorer les travaux de cadrage macroéconomique au sein du HCP dans l'objectif d'appréhender de manière interactive aussi bien les aspects macroéconomiques que ceux du développement humain pour différents horizons.

Autres instruments de modélisation

Le HCP a développé aussi d'autres modèles, qui sont de petite taille, pour l'analyse de problématiques spécifiques ou pour l'aide à la prévision. Ce sont généralement des modèles économétriques qui se basent sur des séries chronologiques de périodicité différente. On y trouve des modèles qui se basent sur l'économétrie classique où une variable est expliquée par un ensemble de variables indépendantes ou explicatives. On trouve également les modèles autorégressifs qui sont univariés (ARIMA, lissage exponentiel...) où une variable est expliquée par ses valeurs historiques ou multivariés (modèles

à correction d'erreurs, modèles VAR¹...) où chaque variable de la spécification choisie est expliquée par son passé et par le passé d'autres variables. Ce sont des modèles utilisés essentiellement pour faire des prévisions² et qui nécessitent des séries chronologiques couvrant une longue période³.

Quelques limites de ces modèles⁴

Dans cette section, on ne va pas procéder à un travail d'évaluation des modèles présentés dans la section précédente qui reste un travail très difficile⁵ pour juger de leur pertinence. Il s'agit plutôt de relater les principales difficultés rencontrées dans la pratique et qui constituent en fait leurs limites. Il s'agit des changements de structure ou de régimes, de la complexité de la réalité socio-économique surtout pour le cas de notre pays, de la fiabilité des données utilisées et des erreurs de prévision des variables exogènes.

La difficulté de prévoir les ruptures⁶

Plus une économie est vulnérable aux chocs internes et externes plus le travail du modélisateur se complique. C'est le cas de l'économie marocaine qui reste dépendante des aléas climatiques et de la volatilité du prix du pétrole dans la mesure où notre pays se trouve dépendant à 96% de l'étranger. Les ruptures structurelles pourraient être précipitées également par d'autres changements tels que les crises financières, les changements dans la législation et les renversements dans la politique économique comme l'abolition des contrôles de changes. Ainsi, les relations stables d'autrefois entre les variables économiques sont sujettes à des changements et leur utilisation peut avoir pour résultat un grand risque. Fildes et Stekler (2002) ont évalué les prévisions américaines et anglaises et conclu à l'incapacité de prévoir les récessions. Le PIB est généralement sous-estimé en période d'expansion et surestimé en période de récession. De même, l'inflation est sous-estimée quand elle s'accélère et surestimée quand elle diminue. Oller et Barot (2000) ont trouvé les mêmes résultats en analysant les prévisions de l'Institut Européen et de l'OCDE. Ils ont conclu que les retournements de cycles sont difficilement prévisibles et

¹Selon Sims, la théorie économique ne serait pas assez précise pour pouvoir complètement identifier les gros modèles structurels. Il refusait d'introduire le concept de variable exogène dans ses travaux.

²Les modèles VAR ont connu des extensions pour être utilisés dans la simulation de l'impact des politiques économiques par Blanchard et Quah. Ces modèles appelés VAR structurel ont été utilisés au niveau de la DPP pour simuler l'impact de la politique monétaire sur l'activité économique.

³Les agrégats pour lesquels on dispose de séries très longues, on utilise également les techniques de décomposition (Beveridge et Nelson, Hordrîck-Prescott). Pour dégager le cycle et la tendance, il est à noter que la tendance serve pour les travaux de prévision, alors que l'analyse cyclique permet d'approcher le positionnement de la situation économique sans le cycle conjoncturel.

⁴Nous reviendrons pas dans ce qui suit sur les critiques des modèles tels que la critique de Lucas sur le comportement des agents, le problème d'identification de Sims, etc. Ces problèmes qui sont toujours des questions d'actualité dans la littérature économique dépassent le cadre de ce travail.

⁵L'évaluation de la qualité des modèles reste difficile parce que leur majorité contient des ajustements subjectifs de leurs acteurs pour les adapter.

⁶La publication des données souffre généralement du manque de documentation détaillée sur leur processus d'élaboration.

un taux de croissance négatif n'a jamais été prévu.

La difficulté d'appréhender toute la réalité

Les modèles empiriques élaborés ont tous généralement un même soubassement théorique, cependant la réalité économique et sociale est plus complexe. Cette complexité résiste à l'effort de conceptualisation et de saisie théorique qui se veut complète et globale. Cependant, le besoin de théorie comme référence et repère aux pratiques est indispensable pour toute activité de modélisation. Un modèle doit répondre à deux exigences :

- être une représentation simplifiée de la réalité économique sous-tendue par la théorie pour simuler l'impact des politiques économiques ;
- et donner de très bonnes prévisions.

Malheureusement, dans la pratique, lorsqu'on fait en sorte que le modèle décrive bien la réalité économique, ceci se fait au détriment de la précision des prévisions et inversement.

La fiabilité des données statistiques

L'analyse quantitative reste subordonnée à la qualité des données statistiques. L'incohérence des données est un des problèmes souvent rencontré dans la modélisation et qui s'aggrave si les séries ne sont pas homogènes et présentent des ruptures dans leur évolution. De cette façon, un travail rigoureux de modélisation requiert une réflexion approfondie sur la nature des données. Antoni Espasa et Rebeca Albacete (2003) suggèrent qu'une bonne recherche appliquée suppose une attention particulière à l'analyse des données, notamment, des méthodes utilisées pour leur élaboration, leurs propriétés de base et les types d'erreurs qui pourraient les entacher. Selon ces auteurs, l'erreur est souvent commise par le modélisateur qui ne regarde pas ses chiffres d'un oeil critique, les chiffres qui ne sont, enfin de compte, que le résultat d'une observation, par essence, imparfaite et incomplète.

Les erreurs sur les variables exogènes

Les hypothèses faites sur les variables exogènes restent un travail très difficile dans un environnement incertain. Il arrive qu'on change ces hypothèses plusieurs fois comme le cas de la pluviométrie pour estimer la production agricole. Selon Vivien Levy-Garboua (1992)

⁷La désagrégation temporelle est plus recommandée dans les travaux de conjoncture, l'utilisation des données infra annuelles permet souvent d'améliorer les prévisions de court terme

⁸Malheureusement, on ne dispose pas jusqu'à maintenant pas de comptabilité régionale, pour élaborer des modèles. Dans le cadre du modèle MINAREE, un petit modèle a été élaboré pour la région du centre nord, Mais il reste un exercices dans la mesure où les données semblent être maladroitement ajustées.

« La majorité des sources d'erreurs dans les modèles français s'expliquent par des erreurs sur les variables exogènes ». De son côté, Don (2004) confirme que la plupart des erreurs de prévision des modèles hollandais s'expliquent par des hypothèses qui sont finalement des conditions de leurs réalisations. Il propose l'utilisation de valeurs réalisables des exogènes pour recalculer les prévisions et les comparer aux anciennes pour juger de la pertinence des modèles et, le cas échéant, pour leurs améliorations.

“ Les efforts à déployer pour améliorer les modèles ”

Tenant compte des principales contraintes présentées dans la section précédente, beaucoup de recherches et de débats dans la littérature économique sont engagés pour améliorer les modèles. En s'inspirant de ces recherches, des efforts d'amélioration sont consentis à travers un processus d'adaptation continu aux spécificités et aux mutations de l'économie marocaine. Ceci exige une actualisation permanente des techniques d'estimation, un niveau de désagrégation optimal et une meilleure connaissance des mécanismes régissant l'économie nationale.

La désagrégation

Généralement, la désagrégation peut contenir une information différente et précieuse que l'on peut utiliser pour améliorer la précision de nos modèles, et par la suite, nos prévisions. Selon Antoni Espasa (2003) « mon expérience me confirme que la désagrégation améliore la capacité des modèles pour élaborer les prévisions et simuler l'impact des politiques économiques ». Il existe trois sortes de désagrégation, la désagrégation temporelle⁷, c'est-à-dire l'utilisation de données infra-annuelles au lieu de données annuelles, une désagrégation spatiale où on utilise des données régionales⁸ ou locales, et la désagrégation par branche d'activités.

La désagrégation la plus utilisée par la Direction de la Prévision et de la Prospective est la désagrégation par branches. Ainsi, le modèle quasi-comptable est un exemple des efforts déployés pour exploiter l'information supplémentaire dans les données désagrégées. L'utilisation du tableau ressources-emplois (TRE) désagrégé permet l'amélioration des prévisions du Budget Economique.

Un autre exemple de désagrégation est celui du modèle macro économétrique désagrégé en deux produits: agricole et non agricole. Cependant, le choix optimal de la désagrégation reste une question difficile du fait que la désagrégation nécessite plus d'information statistique dont l'absence nécessite des estimations qui risquent de fragiliser le modèle construit.

La combinaison de plusieurs modèles

L'utilisation de plus d'un modèle permet d'améliorer les résultats⁹. Il faut, pour plus de crédibilité, que ces modèles soient élaborés par des individus ou des organismes différents et engager des débats de telle sorte à arriver à un consensus. L'expérience de la concertation de l'Institut National d'Analyse de la Conjoncture et la Direction de la Prévision et de la Prospective, pour la prévision à court terme est à évoquer à ce propos puisqu'elle a permis d'améliorer les résultats des prévisions.

La multiplication des institutions et des organismes chargés d'élaborer les prévisions et la simulation de politiques économiques, peut constituer un apport positif dans la mesure où cet environnement favorise l'instauration d'un cadre de coordination et de concentration pour un enrichissement des débats et l'échange d'expériences sur les méthodes utilisées.

L'utilisation de techniques économétriques avancées

L'économétrie a toujours évolué pour apporter des solutions aux problématiques exposées dans la section précédente. Pour les ruptures, plusieurs modèles ont été développés : Threshold Autoregressive Model (TAR), the Smooth Transition Auto Régression Model (STAR), Regime Switching Models, etc. En réponse aux problèmes de l'endogénéité, ont été développés les modèles de la variable instrumentale. Pour ce qui est du problème de la non stationnarité, il y a les modèles de co-intégration et les modèles à correction d'erreur. D'autres solutions ont été proposées par Hendry(2001)¹⁰ au problème du terme constant, etc. Dans ce cadre le HCP dépolit des efforts dans la formation continue de ses cadres pour la maîtrise et l'assimilation de ces nouvelles techniques de modélisation.

L'utilisation des méthodes qualitatives et des consultations d'experts

Le jugement d'expert est une approche largement utilisée actuellement dans les pays développés. Cette approche est basée sur un questionnement de panels d'économistes, de sociologues et d'hommes d'affaires, interrogés selon une méthode qui s'apparente au sondage d'experts « méthode Delphi ». En fait, ces méthodes consistent en l'utilisation d'une distribution de prévisions d'experts plutôt qu'une seule prévision des modèles quantitatifs.

Les enquêtes de type qualitatif, basées généralement sur les ménages et les entreprises, sont instructives quant aux événements futurs. Le HCP utilise l'information tirée de l'enquête auprès d'un échantillon d'entreprises pour élaborer des prévisions de conjoncture. Dans l'avenir, il y a des efforts à fournir pour développer ces méthodes qui sont très faciles et ne nécessitent pas un investissement très lourd, comme dans le cas de la modélisation quantitative. Il faut dire qu'un début d'expérimentation de ce genre de méthodes a été fait dans le cadre de la prospective et se révèle d'une grande importance.

La taille des modèles

La taille des modèles a suscité un grand débat. Pour certains, les grands modèles¹¹ sont lourds dans leur gestion et leur élaboration et risquent de donner des résultats moins satisfaisants¹². Aussi, élargir le modèle, en introduisant les variables qui ne seront pas utilisées par la suite, risque de compliquer la situation. Tandis que pour d'autres, les petits modèles, ne peuvent capturer les caractéristiques d'un problème particulier de politique économique et sont nécessairement inachevés et souvent peu convenables pour aider à la bonne prise de décision. Ainsi, ils estiment que la simplification du modèle, par l'élimination des éléments considérés comme non essentiels pour ce problème, ne produira probablement pas le modèle adéquat.

En général, et en phase avec ce débat inachevé, la question du choix des grands ou des petits modèles dépend davantage de la problématique ou de la question traitée. D'après l'expérience de la DPP, il y a une

⁹L'utilisation en même temps d'une équation de demande de monnaie estimée par les modèles à correction d'erreur et d'un modèle ARIMA a permis d'améliorer la prévision de la masse monétaire.

¹⁰Dans un article publié en 2001 par D. Hendry, et M. Clements, dix conseils pour améliorer le pouvoir prédictif des modèles sont proposés.

¹¹Zeller explique que beaucoup de pays ont abandonné l'utilisation de modèles économétriques structuraux. C'est l'exemple de réserve fédérale Bank des Etats-Unis qui ont décidé d'arrêter le modèle MIT-PENN fédéral après des années d'exécution.

¹²Zeller en collaboration avec Guillermo Israilevich a construit un petit modèle composé des équations pour les marchés du travail, les marchés financiers, les marchés monétaires, un secteur de gouvernement, etc., pour accomplir le modèle macro-économique marshallien. Les expériences de simulation qui ont été faites pour explorer ses propriétés ont donné de bons résultats.

complémentarité entre les petits et les grands modèles. Les premiers qui ne sont pas gourmands en information sont mieux appropriés pour des problématiques partielles et bien ciblées. Alors que les grands modèles même s'ils nécessitent des bases de données élargies sont cependant utiles pour l'analyse des mécanismes économiques qui touchent à plusieurs segments de l'économie d'une manière simultanée.

La modélisation économique offre un support méthodologique indispensable permettant la cohérence et l'analyse de politiques économiques appropriées pour tout processus de développement. Elle constitue un outil

pour l'analyse des interactions complexes entre différents éléments qui apparaissent par fois indépendants.

Ainsi, l'utilisation des résultats des modèles dans le processus de prise de décisions nécessite un effort de communication avec tous les opérateurs et les partenaires économiques. Dans ce cadre le HCP ne cesse de d'organiser des rencontres pour animer des débats sur les résultats de ses travaux de prévisions et de simulations de politiques économiques pour contribuer à la richesse des débats et à la convergence des points de vues des différents acteurs économiques. ■

REFERENCES

- A. ELAKKAOUI (2006) « Informations statistiques et planifications décentralisées » Cahier du Plan N°9 Haut Commissariat au Plan.
- A. ESPASA; R. ALBACETE (2004) « las consideraciones sobre la predicción económica: metodología desarrollada en el boletín de inflación y análisis macroeconómico » Universidad Carlos III de Madrid.
- C. GRANGER (2003) « forecasting structural breaks » El Boletín de Inflación y Análisis Macroeconómico del Instituto Flores de Lemus de la Universidad Carlos III de Madrid.
- Cahier du Plan, Dossier (2005) « Mise a niveaux du système national d'information statistique : réalisations et perspectives » n° 2.
- D. HENDRY; M. Clements (2001) "Economic Forecasting: Some Lessons from Resent Research". Economic Papers, University of Oxford. Internet.
- D. HENDRY (2002) « Les pièges de Prévisions » Département de sciences économiques Université d'Oxford, Internet.
- Direction de la Statistique, Communications du Séminaire (1996) « Le système national d'information statistique face aux nouveaux enjeux politiques et économique ».
- E. MLINVAUD (1998) « La modélisation en Macroéconomie appliquée- quarante ans après » cahiers économiques de Bruxelles, N° 160.
- F. DON (2001) « Forecasting in macroeconomics: a practitioner's view » The economist 149, N°. 2.
- F. DON (2004) « how econometric models help policy makers: theory and practice » The economist n° 152.
- FILDES; STEKLER (2002) « The State of Macroeconomic Forecasting » Journal of Macroeconomics, n° 24.
- H. DEJOUVENEL (2004) « Invitation à la prospective » Futuribles, Dossier spécial.
- H. DEJOUVENEL (2004) « Un bref guide méthodologique » Les DOCS d'ALEPH, Commissariat Général du Plan de la France.
- H. STEKLER « The Future of Macroeconomic Forecasting: Understanding the Forecasting Process » Internet.
- Ministère de la Prévision Economique et du Plan (2000) « commission spécialisée du système national d'information économique et sociale et planification » document.
- OLLER; BAROT (2000) « The accuracy of European growth and inflation forecasts » International Journal of Forecasting, Elsevier, vol 16.
- P. ARTUS ; P-A MUET (1991) « La modélisation économique : mécanismes et critiques » Problèmes économiques N° 2.225.
- P.MASSE (2004) « Prévision et prospective » Les Dossiers d'ALEPH, Commissariat Général du Plan de la France.
- V. LEVY-GARBOUA (1992) « Pourquoi la prévision déçoit-elle ? » Revue problème économique.
- W. KENNETH (2003) "Forecast Uncertainty, its Representation and Evaluation", Bulletin of EU and US Inflation and Macroeconomic Analysis, n.100.

Modèle macro-économétrique de prévision du compte courant - Cas du Maroc -



L'économie marocaine connaît une ouverture sans cesse croissante marquée par des échanges avec l'extérieur de plus en plus importants. De ce fait, l'élaboration d'un modèle macro-économétrique pour prédire l'évolution du compte courant de la balance des paiements s'avère nécessaire.

C'est dans ce cadre que s'insère ce travail d'élaboration du modèle macro-économétrique du compte courant marocain basé sur l'approche intertemporelle, telle que développée par Obstfeld et Rogoff (1995b). Comme tous les modèles d'ajustement du compte courant, construits au cours des dernières décennies essentiellement par les pays développés, l'approche adoptée pour l'élaboration du modèle est basée sur l'analyse intertemporelle qui se caractérise par une réponse optimale et dynamique aux chocs externes.

Par : Jamal BAKHTI

Dans la plupart des pays en développement, les transactions commerciales extérieures sont toujours en augmentation avec des importations qui dépassent souvent les exportations. Pour ces pays, l'étude du compte courant est importante dans la mesure où elle permet de mesurer la taille et la direction de l'emprunt extérieur pour financer le déficit de la balance commerciale.

Toutefois, dans les économies émergentes le compte courant est sujet à des évolutions importantes. En effet, pour le cas du Maroc, le compte courant a connu une amélioration significative au cours des dernières années du fait de l'évolution positive de certaines de ses composantes, notamment les recettes de voyages et les transferts des marocains résidents à l'étranger.

L'augmentation croissante de ces composantes a permis au solde courant marocain de préserver sa tendance positive, à partir de l'année 2001, conduisant ainsi à consolider les réserves de change, tout en finançant les déficits commerciaux financés auparavant essentiellement par des emprunts extérieurs. A cet égard, pour pouvoir appréhender convenablement l'évolution du compte courant à court terme, l'élaboration du modèle macro-économétrique du compte courant marocain permettra de prédire cette évolution.

Cet article fait d'abord un bref survol de littérature sur le compte courant en analysant ses déterminants ainsi que son importance économique. Il présente ensuite, le cadre théorique en commençant par le cas du modèle déterministe, pour passer ensuite au modèle stochastique et ses tests. Enfin, il présente le modèle et son application au cas marocain ainsi que les résultats qui se dégagent du modèle estimé.

“ Survol de la littérature ”

Détermination du compte courant

En théorie, le solde du compte courant¹ inclut en plus des exportations moins les importations le revenu net engendré par les actifs extérieurs. En outre, d'après les textes macro-économiques le compte courant est également la différence entre l'épargne nationale et l'investissement domestique. Ainsi, la baisse de l'épargne par rapport à l'investissement désiré permet aux étrangers d'acquiescer les actifs domestiques.

La différence entre l'exportation et l'importation des biens et services qui représente le solde de la balance

¹Dans la suite du texte le compte courant désigne le solde du compte courant

commerciale est l'élément déterminant du compte courant. Lorsque les importations d'un pays excèdent ses exportations, sa balance commerciale est en déficit. Dans le cas contraire la balance commerciale présente un surplus. De ce fait, le déséquilibre de la balance commerciale affecte le déséquilibre du compte courant.

L'importance économique du compte courant

Le revenu national brut disponible d'une économie ouverte (RNBD), est donné par:

$RNBD = CA + C + I + G$ où CA, C, I, G représentent respectivement le compte courant, la consommation des ménages, l'investissement et les dépenses publiques. Cette identité montre l'importance du compte courant dans la macroéconomie internationale, car tout changement du compte courant peut être associé à un changement du revenu national.

L'importance du compte courant réside aussi dans le fait qu'il permet de mesurer la taille et la direction de l'emprunt international. Lorsqu'un pays importe plus qu'il exporte et s'il n'arrive pas à financer son déficit commercial par ses revenus et transferts nets reçus du reste du monde, il doit financer son déficit par des emprunts de l'extérieur. De façon similaire, lorsque la valeur des exportations d'un pays dépasse ses dépenses en importations, ce pays finance le déficit de ses partenaires commerciaux en leur prêtant. Ceci montre que l'équilibre du compte courant d'un pays égalise le changement de sa richesse étrangère nette.

Ainsi, un pays avec un déficit du compte courant, importe la consommation présente et exporte la consommation future; et un pays avec un compte courant en surplus exporte la consommation présente et importe la consommation future; d'où l'importance d'une analyse intertemporelle du compte courant.

L'approche intertemporelle du compte courant

Après le premier choc pétrolier, le besoin d'évaluation du niveau de la dette des pays en voie de développement a abouti à la notion de l'approche intertemporelle optimale du déficit du compte courant. Le développement de cette approche s'est renforcé depuis les événements qui ont touché le marché du capital, essentiellement depuis les déséquilibres substantiels des comptes courants qui ont suivi les augmentations des prix du pétrole de 1973-74 et 1979-80.

Par conséquent, les différents modèles d'ajustement du compte courant élaborés, depuis les deux chocs

pétroliers précités, par les pays industrialisés et les pays en développement ont conduit à une analyse intertemporelle qui se caractérise par une réponse optimale et dynamique aux chocs externes. Cette approche intertemporelle telle que développée par Obstfeld et Rogoff (1995) considère l'équilibre du compte courant comme le résultat d'une vision prospective de la dynamique de l'épargne et de l'investissement.

Ainsi, pour les économies ouvertes, liées au marché mondial, les ajustements macro-économiques aux changements de l'environnement économique sont dans une large mesure conditionnés par des choix intertemporels des agents économiques. Dans ces économies, l'aspect important des plans intertemporels est le sentier temporel de la dette des agents domestiques au reste du monde.

Lorsque les agents font face à une contrainte budgétaire intertemporelle, la décision de modifier le niveau de la dette implique un changement des possibilités de consommation futures et doit être basée sur les anticipations de tous les sentiers des variables clefs futures et non seulement sur les variables courantes. Pour cette raison, le compte courant d'une économie, qui mesure le changement de la dette nationale nette, dépend autant de la tendance économique future que de l'environnement économique présent.

“ Cadre théorique ”

Dans cette partie, on définit le compte courant comme étant le changement de l'actif extérieur net. Au début on considère un modèle avec une prévoyance parfaite, ensuite on introduit l'incertitude dans le modèle et on détermine les composantes du compte courant dans un modèle dynamique stochastique.

L'introduction de l'incertitude dans le modèle est à la base des décisions de consommation et d'investissement; en supposant que les anticipations sont rationnelles et basées sur des modèles exacts de la structure de l'économie et sur toute l'information disponible des variables courantes.

Dans le cas d'une petite économie qui peut être représentée par le Maroc, et dans un souci de simplification, on suppose que le taux d'intérêt mondial est constant et que la fonction de production est $Y=AF(K)$, avec A est le coefficient de productivité, $F'(K)>0$ et $F''(K)<0$. En plus

l'output ne peut pas être produit sans capital $F(0)=0$.

Pour prédire comment le déséquilibre du compte courant apparaît, on sera amené à spécifier comment les composantes des dépenses et d'output seront déterminées, en maximisant la valeur anticipée d'une fonction d'utilité intertemporelle et additivement séparable d'un ménage représentatif à horizon infini, sujet à une contrainte budgétaire intertemporelle.

Modèle déterministe du compte courant

Dans ce modèle tel que développé par Obstfeld et Rogoff (1995) nous considérons que les agents économiques ont une prévoyance parfaite et disposent de toute l'information relative à leur environnement économique. Nous considérons aussi, le compte courant comme étant le changement de l'actif extérieur net qui représente l'identité liant les créances extérieures nettes à l'équilibre entre l'épargne et l'investissement.

$$CA_t = B_{t+1} - B_t = rB_t + Y_t - C_t - G_t - I_t \quad (1)$$

Où B_{t+1} représente les créances nettes de l'économie à la fin de la période t , C_t est la consommation privée, G_t est la consommation publique, I_t est l'investissement, r est le taux d'intérêt mondial et Y_t est l'output (PIB) à la période t . Supposons que l'économie s'est établie à la date t avec un stock de capital prédéterminé K_t et les créances nettes B_t , antérieurement accumulées. Ainsi, l'identité (1) va nous permettre de dériver la contrainte budgétaire intertemporelle de l'économie.

En supposant que le taux d'intérêt mondial est égal à r , la contrainte budgétaire intertemporelle pour T périodes est obtenue en procédant par des arguments itératifs basés sur l'identité du compte courant d'une seule période, ainsi nous obtenons:

$$\sum_{s=t}^{t+T} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (G_s + C_s + I_s) + \left(\frac{1}{1+r}\right)^T B_{t+T+1} = (1+r) B_t + \sum_{s=t}^{t+T} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} y_s$$

La limite de cette contrainte quand T tend vers l'infini donne la contrainte budgétaire d'horizon infini.

$$\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (G_s + C_s + I_s) = (1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} y_s + \lim_{T \rightarrow \infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^T B_{t+T+1}$$

Dans le cas où la consommation et l'investissement de l'économie excèdent la valeur présente de l'output par une quantité qui ne converge pas vers zéro, les prêteurs étrangers ne permettent pas à l'économie de s'endetter indéfiniment par des emprunts illimités. Dans le cas opposé, où la valeur présente des ressources que l'économie utilise n'atteint jamais la valeur actualisée de son output, les gens augmentent leurs utilités en consommant plus. Donc seulement quand $\lim_{T \rightarrow \infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^T B_{t+T+1} = 0$, que l'économie utilise exactement les ressources que sa contrainte budgétaire lui permet. La contrainte budgétaire intertemporelle qui en résulte est alors:

$$\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (G_s + C_s + I_s) = (1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} y_s \quad (2)$$

Cette contrainte budgétaire montre que la valeur actualisée des dépenses de l'économie doit être égale à la richesse initiale étrangère nette plus la valeur actualisée de la production domestique. Elle délimite aussi les choix réalisables de l'économie.

Pour décrire les circonstances dans lesquelles le déséquilibre du compte courant peut apparaître, il faudra spécifier comment les composantes des dépenses et d'output sont déterminées. La taille de la population est normalisée à 1, en considérant les choix des quantités individuelles comme des agrégats de l'ensemble de l'économie. Ainsi, nous supposons que l'agent représentatif maximise la fonction d'utilité séparable suivante:

$$U_t = \sum_{s=t}^{\infty} \beta^{s-t} U(C_s)$$

Où $B \in (0,1)$ est le taux d'escompte, $U'(c) > 0$, $U''(c) < 0$.

Sujet à la contrainte budgétaire (équation 2):

$$B_{s+1} - B_s = r B_s + A_s F(K_s) - C_s - (K_{s+1} - K_s) - G_s$$

En écrivant C_s en fonction des autres variables à l'aide de la contrainte budgétaire et en le substituant dans la fonction d'utilité, le problème revient à maximiser :

$$U_t = \sum_{s=t}^{\infty} t B^{s-t} U [((1+r)B_s - B_{s+1} + A_s F(K_s) - (K_{s+1} - K_s) - G_s)]$$

Les conditions du premier ordre de notre problème sont dérivés en maximisant U_t par rapport à B_{s+1} et K_{s+1} :

$$U'(C_s) = (1+r)B U'(C_{s+1}) \quad (\text{équation d'Euler})$$

$A_{s+1} F'(K_{s+1}) = r$ (égalité entre le produit marginal du capital et le taux d'intérêt mondial)

La condition d'optimalité donnée par l'équation d'Euler, égalise le taux marginal de substitution entre la consommation présente et future $\left(\frac{BU'(C_{s+1})}{U'(C_s)}\right)$, au prix de la consommation future en terme de la consommation présente $\left(\frac{1}{1+r}\right)$.

• *Fonction de consommation*

Supposons que $B = \left(\frac{1}{1+r}\right)$, ce qui implique que la consommation est constante à certain niveau \bar{c} , mais les autres composantes: investissement, dépenses publiques et l'output, varient toujours dans le temps. Pour trouver le sentier de consommation optimal, nous substituons \bar{c} dans la contrainte budgétaire intertemporelle (2).

$$\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (G_s + \bar{c} + I_s) = (1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} y_s$$

nous obtenons en suite :

$$\bar{C} = C_t = \frac{r}{1+r} \left[(1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (Y_s - G_s - I_s) \right] \quad (3)$$

• *La dynamique du compte courant*

Pour déterminer l'équation fondamentale du compte courant, il y a lieu d'abord de dériver et d'analyser la caractérisation générale du compte courant basée sur la distinction entre le flux courant et la valeur capitalisée future d'output, des dépenses publiques, d'investissement, et des taux d'intérêt. Pour un taux d'intérêt constant et en définissant le niveau permanent de la variable X à la date t , \tilde{X}_t , par:

$$\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} \tilde{X}_t = \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} X_s$$

On obtient :

$$\tilde{X}_t = \left(\frac{r}{1+r}\right) \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} X_s$$

Supposons initialement que $B = \left(\frac{1}{1+r}\right)$, ensuite, substituons la fonction de consommation

$$C_t = \frac{r}{1+r} \left[(1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (Y_s - G_s - I_s) \right]$$

dans l'identité du compte courant :

$CA_t = B_{t+1} - B_t = rB_t + Y_t - C_t - G_t - I_t$, en utilisant la définition du niveau permanent des variables (Y, G, I). Nous obtenons ainsi l'équation fondamentale du compte courant :

$$CA_t = B_{t+1} - B_t = (Y_t - \bar{Y}_t) - (I_t - \bar{I}_t) - (G_t - \bar{G}_t) \quad (4)$$

Cette équation simple permet certaines prédictions vitales: un niveau d'output supérieur au niveau permanent contribue à augmenter le surplus du compte courant à cause du lissage de la consommation. Au lieu d'augmenter la consommation point par point quand l'output augmente temporairement plus que sa moyenne escomptée, les gens choisissent d'accumuler les actifs étrangers comme moyen de lissage de la consommation sur les périodes futures. Similairement, les gens empruntent de l'étranger afin de tenir un certain niveau de consommation face aux besoins temporaires d'augmentation de l'investissement. Finalement, une augmentation anormale des dépenses publiques, a les mêmes effets qu'une baisse anormale d'output.

Même si cette équation fondamentale du compte courant (équation 4) suppose une prévoyance parfaite du futur, elle est souvent utilisée pour comprendre la réponse du compte courant aux événements non anticipés qui poussent l'économie vers un nouveau sentier de vision parfaite.

Modèle stochastique du compte courant

Dans le modèle précédent, nous avons supposé la prévoyance parfaite de l'économie, mais dans la réalité, les agents ne peuvent pas prévoir parfaitement les différents événements économiques qui peuvent affecter leurs revenus futurs ou le résultat de leur investissement. Par conséquent, il est temps d'introduire de l'incertitude qui va affecter les décisions de consommation et d'investissement.

Dans la partie précédente, les individus ont été dotés d'une vision parfaite concernant leurs possibilités de consommation futures. Dans le cas stochastique, il est plutôt supposé que les individus ont des anticipations rationnelles et basées sur des modèles exacts de la structure

de l'économie et sur toute l'information disponible des variables courantes.

La modélisation de ce processus stochastique conduit à des prédictions empiriques réalistes du comportement des agrégats économiques de court terme. La principale différence que peut donner l'introduction de l'incertitude, est que les individus peuvent être surpris par des événements inattendus.

• La consommation

Considérons que les niveaux futurs d'output, d'investissement et des dépenses publiques sont tous des variables aléatoires. On suppose que l'agent représentatif maximise la valeur anticipée de son utilité:

$$U_t = E_t \left[\sum_{s=t}^{\infty} U(C_s) \right]$$

Dans ce modèle les titres sans risque sont les seuls actifs échangeables. En supposant que le taux d'intérêt mondial est constant, nous avons la même identité du compte courant que dans le modèle avec certitude.

$$CA_t = B_{t+1} - B_t = rB_t + Y_t - C_t - G_t - I_t$$

Dans ce cas stochastique, les mêmes arguments itératifs qui ont conduit à la contrainte budgétaire intertemporelle du modèle avec certitude, sont utilisés pour obtenir la contrainte suivante:

$$\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (C_s + I_s) = (1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (Y_s - G_s)$$

En appliquant l'opérateur espérance mathématique conditionnelle des deux côtés de cette équation à la date t, nous obtenons la valeur anticipée de la contrainte budgétaire intertemporelle:

$$E_t \left[\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (C_s + I_s) \right] = E_t \left[(1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (Y_s - G_s) \right]$$

L'identité du compte courant peut être utilisée comme dans le cas de la certitude pour éliminer la consommation de la fonction d'utilité U_t et par conséquent, passer d'un problème de maximisation sous contrainte à un problème de maximisation libre :

$$U_t = E_t \left[\sum_{s=t}^{\infty} B^{s-t} U((1+r) B_s - B_{s+1} + Y_s - G_s - I_s) \right]$$

Les conditions du premier ordre par rapport au changement

inconditionnel de B_{s+1} donnent l'équation suivante:

$$E_t[U'(C_s)] = (1+r) B E_t[U'(C_{s+1})]$$

Cela implique pour la date $s=t$ que:

$$U'(C_t) = (1+r) B E_t[U'(C_{s+1})] \quad (5)$$

• *Modèle avec utilité quadratique linéaire*

La variante de ce modèle qui a été largement appliquée dans la littérature empirique, est celle où la fonction d'utilité est quadratique linéaire. L'utilité quadratique linéaire dans laquelle la fonction d'utilité est:

$$U(C) = C - \frac{a_0}{2} C^2, a_0 > 0$$

L'utilité marginale de la consommation, $U'(C) = 1 - a_0 C$, est linéaire en C . En substituant cette utilité marginale dans l'équation d'Euler, nous obtenons:

$$E_t C_{t+1} = C_t$$

Donc la consommation suit une marche aléatoire. Cette équation permet de dériver la forme réduite du niveau de consommation comme une fonction des valeurs courantes et futures anticipées de l'output, des dépenses publiques, et de l'investissement.

Dans le cas d'utilité quadratique, l'équation d'Euler implique que pour tout $s > t$,

$$E_t C_s = E_t C_{s-1} = E_t C_{s-2} = \dots = E_t C_{t+1} = C_t$$

En substituant $E_t C_s$ par C_t dans la valeur anticipée de la contrainte budgétaire nous obtenons:

$$\sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} C_t = E_t \left[(1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (Y_s - G_s - I_s) \right]$$

La solution pour C_t est:

$$C_t = \frac{r}{1+r} \left[(1+r) B_t + \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} (Y_s - G_s - I_s) \right] \quad (6)$$

Cette équation conduit à des prédictions du compte courant qualitativement similaires à celles de la fonction de consommation développées précédemment dans le cas déterministe. Comme résultat, cette équation est importante pour les études empiriques de détermination du compte courant.

Test du modèle stochastique du compte courant

Soit le niveau permanent anticipé de la variable X à la date t :

$$E_t \tilde{X}_t = \frac{r}{1+r} \sum_{s=t}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} E_t X_s$$

En utilisant cette expression et en substituant la fonction

de consommation (équation 6) dans l'identité du compte courant, nous obtenons:

$$CA_t = B_{t+1} - B_t = (Y_t - E_t \tilde{Y}_t) - (I_t - E_t \tilde{I}_t) - (G_t - E_t \tilde{G}_t) \quad (7)$$

Plusieurs études économétriques ont testé l'implication des modèles stochastiques du compte courant. Dans notre modèle, nous adoptons une approche suggérée par les travaux de Campbell (1987) sur l'épargne, qui utilise la structure du modèle pour dériver les hypothèses à tester. Soit l'output net Z définit comme l'output moins la consommation publique et l'investissement, $Z = Y - G - I$. Ainsi (l'équation 7) prend une forme plus simple $CA_t = Z_t - E_t \tilde{Z}_t$.

En réarrangeant les termes dans cette équation nous obtenons:

$$C A_t = - \sum_{s=t+1}^{\infty} \left(\frac{1}{1+r}\right)^{s-t} E_t \Delta Z_s \quad (8)$$

Où: $\Delta Z_s = Z_s - Z_{s-1}$

L'équation (8) montre que le compte courant est en déficit quand la valeur actualisée du changement future d'output net est positive, alors qu'il est en surplus dans le cas opposé.

Pour tester la pertinence de l'équation (8), nous estimons par un modèle approprié la partie droite de cette équation et nous comparons sa prédiction aux données actuelles du compte courant.

Les changements d'output net courant et de la période passée sont très utiles pour prédire les changements d'output net futur. Comme le consommateur a plus d'information, et pour capter l'information additionnelle de ce même consommateur, les prévisions doivent être basées sur le compte courant présent et celui de la période passée en addition avec les changements d'output net courant et celui de la période passée.

Sous ces considérations, nous supposons que les prévisions du consommateur de pour $s > t$ sont basées sur un vecteur autorégressif (VAR). Dans le cas où le nombre de retards est égale à 1, le modèle peut être présenté comme suit :

$$\begin{bmatrix} \Delta Z_s \\ CA_s \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} \psi_{11} & \psi_{12} \\ \psi_{21} & \psi_{22} \end{bmatrix} \begin{bmatrix} \Delta Z_{s-1} \\ CA_{s-1} \end{bmatrix} + \begin{bmatrix} l_{1s} \\ l_{2s} \end{bmatrix}$$

Où l_{1s} et l_{2s} sont des erreurs avec une moyenne conditionnelle égale zéro.

En utilisant cette équation, nous pouvons prédire les changements d'output net futur :

$$E_t \begin{bmatrix} \Delta Z_t \\ CA_t \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} \psi_{11} & \psi_{12} \\ \psi_{21} & \psi_{22} \end{bmatrix}^{s-t} \begin{bmatrix} \Delta Z_t \\ CA_t \end{bmatrix}$$

En multipliant les deux cotés de cette équation par le vecteur [1,0] nous aurons:

$$E_t \Delta Z_t = [1,0] \begin{bmatrix} \psi_{11} & \psi_{12} \\ \psi_{21} & \psi_{22} \end{bmatrix}^{s-t} \begin{bmatrix} \Delta Z_t \\ CA_t \end{bmatrix}$$

En tenant compte des ce résultats dans l'équation (8), et en définissant ψ comme étant la matrice $[\psi_{ij}]$, la prédiction du compte courant par le modèle est :

$$C \hat{A}_t = -[1,0] \left(I - \frac{1}{1+r} \psi \right)^{-1} \begin{bmatrix} \Delta Z_t \\ CA_t \end{bmatrix} \\ = [\Phi_{\Delta z}, \Phi_{CA}] \begin{bmatrix} \Delta Z_t \\ CA_t \end{bmatrix}$$

Où I est la matrice identité 2×2 .

Le compte courant prédit ainsi obtenu devra être comparé avec les données actuelles. Si le modèle et l'équation de prédiction sont valides, alors $C \hat{A}_t$ doit être égale à CA_t , à une erreur d'échantillonnage près dans les estimations économétriques du (VAR). Pour évaluer la performance du modèle, nous testerons l'hypothèse $[\Phi_{\Delta z}, \Phi_{CA}]$, de sorte que $CA_t = C \hat{A}_t$.

“ Application du modèle ”

Le modèle décrit dans le cadre théorique est un modèle macro-économétrique de prévision du compte courant, basé sur un vecteur autorégressif. Son application aux données de l'économie marocaine nécessite un certain traitement préalable des données.

La base de données

Elle est construite à l'aide des statistiques des comptes nationaux (base 1980) publiées par la Direction de la Comptabilité Nationale du Haut Commissariat au Plan et des statistiques du compte courant publiées par l'Office des Changes. L'information statistique utilisée couvre la période 1980-2006, soit 27 observations annuelles, les séries correspondent aux variables macroéconomiques (C, I, G, Y, CA, Z).

Nous avons utilisé toutes les séries chronologiques en niveau et cela parce que les séries du compte courant sont négatives sur certaines périodes. L'évolution des séries des données relatives aux différentes variables est présentée dans les figures 1 à 6 dans l'encadré 1 en annexe. La plupart de ces séries affichent une tendance à croître dans le temps, et comme elles ne semblent pas avoir une moyenne constante, elles se révèlent

non stationnaires. Donc une analyse appropriée de ces séries s'avère nécessaire pour déterminer leur état de stationnarité et les transformations nécessaires pour les rendre stationnaires.

Etude des séries

Les études récentes ont montré que la plupart des séries chronologiques utilisées en macro-économétrie ne satisfont pas les conditions de stationnarité et de ce fait, ne sont pas stationnaires. Toutefois, comme la stationnarité est l'une des conditions nécessaires à l'inférence statistique, il est donc nécessaire de transformer les séries non stationnaires pour les rendre stationnaires.

Ainsi, quand l'hypothèse de stationnarité est rejetée, il y a lieu de procéder à certaines transformations pour rendre la série stationnaire. Mais, comme la question de non-stationnarité est très reliée à la question de cointégration, il est possible que des combinaisons linéaires de certaines variables non stationnaires soient stationnaires et dans ce cas, ces variables sont dites cointégrées² et la combinaison linéaire peut être interprétée comme une erreur d'équilibre.

Application des tests

• Tests de stationnarité

Premièrement, nous effectuons les tests de stationnarité sur les variables en niveau. Ces tests sont nombreux, mais les tests les plus faciles et les plus utilisés pour les racines unitaires sont ceux développés par Fuller (1976) et par Dickey et Fuller (1979)³.

• Résultats du test

Les résultats sont classifiés selon les variables en niveau, ensuite en différence première

♦ Les tests des séries en niveau

La comparaison des valeurs de la statistique t (ADF) avec les valeurs critiques de MacKinnon indique que toutes les variables sont non stationnaires en niveau.

♦ Les tests sur les séries transformées

Le tableau 2 suivant présente les résultats du test ADF pour les variables en différence première.

La comparaison des valeurs de la statistique t (ADF) avec les valeurs critiques de MacKinnon indique que toutes les variables sont stationnaires en différence première, sauf la variable dépenses publiques. Cette dernière peut être considérée comme une variable non intégrée d'ordre 1.

²Pour plus de détails sur les concepts de stationnarité et de cointégration, voir « Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision de l'emploi : cas du Maroc » Cahiers du Plan, n°13, Mai - juin 2007.

³Pour une description de ces tests, voir « Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision de l'emploi : cas du Maroc » Cahiers du Plan, n°13, Mai - juin 2007.

Tableau 1: Résultats du test ADF pour chaque variable en niveau

Variables	Sans constante sans tendance			Avec constante sans tendance			Avec constante et tendance		
	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon
Y (Output: PIB)	1	4,99	-1,95	1	1,22	-3,00	0	4,59	-3,60
C (Consommation finale des ménages)	1	4,56	-1,95	1	0,49	-3,00	0	4,11	-3,60
I (Formation brute du capital fixe)	0	6,29	-1,95	0	2,02	-3,00	0	-0,24	-3,60
G (Dépenses publiques)	1	6,73	-1,95	1	5,33	-3,00	1	0,77	-3,60
CA (compte courant)	0	-1,90	-1,95	0	-1,86	-3,00	0	-3,02	-3,60
Z (Output net)	0	3,14	-1,95	1	-1,24	-3,00	0	-2,39	-3,60

* Les retards sont pris à 5% de probabilité.

Tableau 2: Résultats du test ADF pour chaque variable en différence première

Variables	Sans constante sans tendance			Avec constante sans tendance			Avec constante et tendance		
	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon
$\Delta(Y)$	0	-2,70	-1,95	0	-8,74	-3,00	0	-9,00	-3,60
$\Delta(C)$	0	-3,21	-1,95	0	-8,21	-3,00	0	-8,12	-3,60
$\Delta(I)$	0	-2,01	-1,95	0	-3,76	-3,00	0	-4,33	-3,60
$\Delta(G)$	2	1,35	-1,95	2	-0,48	-3,00	0	-6,94	-3,60
$\Delta(CA)$	0	-6,09	-1,95	0	-6,06	-3,00	0	-5,92	-3,60
ΔZ	0	-3,92	-1,95	0	-7,46	-3,00	0	-7,55	-3,60

* les retards sont pris à 5% de probabilité.

• **Tests de cointégration**

Dans cette section nous essayerons de montrer s'il y a des relations de cointégration entre les variables. Pour déterminer si les variables non stationnaires sont cointégrées il y a plusieurs méthodes dont la méthode de Engle et Granger (1987) et le test de Johansen. Nous avons opté pour la méthode en deux étapes d'Engle et Granger⁴ qui a le grand avantage d'être simple. La première étape consiste à estimer la relation de cointégration par la méthode des moindres carrés ordinaires et la deuxième consiste à tester la présence de racine unité dans les résidus estimés.

♦ **Résultats du test**

Tableau 3: Résultats du test ADF appliqué aux résidus des régressions de cointégration des vecteurs (CA, I, constante), (CA, G, constante), (CA, Y, constante) et (CA, Z, constante).

Variables	Sans constante sans tendance			Avec constante sans tendance			Avec constante et tendance		
	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon	Lag	ADF Stat	val-critique Mackinnon
(CA, I, constante)	0	-3,35	-1,95	0	-3,27	-3,00	0	-3,80	-3,60
(CA, G, constante)	0	-3,22	-1,95	0	-3,15	-3,00	0	-3,80	-3,60
(CA, Y, constante)	0	-3,06	-1,95	0	-3,00	-3,00	0	-3,93	-3,60
(CA, Z, constante).	0	2,82	-1,95	0	-2,77	-3,00	0	-2,72	-3,60

⁴Pour une description de ces tests, voir « Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision de l'emploi : cas du Maroc » Cahiers du Plan, n°13, Mai - juin 2007.

En comparant les valeurs de la statistique ADF pour les niveaux significatifs avec les valeurs critiques correspondantes, nous aboutissons à des relations de co-intégration entre les variables des trois premiers vecteurs : (CA, I, constante), (CA, G, constante) et (CA, PIB, constante).

Toutefois, pour le dernier vecteur mettant en relation le compte courant et l'out put net, la comparaison des valeurs de la statistique ADF avec les valeurs critiques correspondantes indique qu'il n'y a pas de co-intégration entre ces variables. Par conséquent le modèle à correction des erreurs ne peut être utilisé pour mettre en relation le compte courant et l'out put net. Alors il va falloir construire un modèle sur la base d'un vecteur autorégressif qui sera exprimé et estimé en différence première.

Le modèle

L'application des vecteurs autorégressifs pour faire la prévision est l'espérance conditionnelle à toute l'information connue jusqu'à la période où la prévision est calculée. L'application du modèle aux données du compte courant marocain consiste à estimer simultanément deux équations. Les équations servent à trouver les liens explicatifs entre les variables explicatives et les variables dépendantes qui sont: la variation d'output net et la variation du compte courant.

La représentation du modèle

Le modèle est une représentation dynamique d'un vecteur autorégressif d'ordre deux qui relie les valeurs du vecteur des variables: variation d'output net et variation du compte courant (ΔZ_t , ΔCA_t) à leurs valeurs passées. Etant donné ce choix de variables, le modèle à estimer prend la forme générale suivante:

$$\Delta Z_t = a_{11} \Delta Z_{t-1} + \dots + a_{1p} \Delta Z_{t-p} + b_{11} \Delta CA_{t-1} + \dots + b_{1p} \Delta CA_{t-p} + \mu_{1t}$$

$$\Delta CA_t = a_{21} \Delta CA_{t-1} + \dots + a_{2p} \Delta CA_{t-p} + b_{21} \Delta Z_{t-1} + \dots + b_{2p} \Delta Z_{t-p} + \mu_{2t}$$

Les a_{ij} et b_{ij} sont les coefficients à estimer et μ_i est le terme d'erreur. Les valeurs prédites du (Z_t , CA_t) dépendent de leurs propres valeurs présentes et passées. L'estimation des paramètres se fait selon la méthode des moindres carrés ordinaires qui donne des estimations efficaces des équations du système.

L'estimation du modèle vectoriel autorégressif nécessite d'abord de déterminer le nombre de retards à inclure dans les variables endogènes. Pour spécifier ce nombre de retard, nous nous sommes basés sur les critères d'Akaike et de Schwarz. La littérature portant sur les autorégressions vectorielles suggère de retenir le même nombre de retards pour chaque variable explicative à l'intérieur d'une équation et d'une équation à l'autre. Cela, nous a permis de limiter le nombre de retards à une valeur unique ($p=2$) dans le système.

L'estimation du modèle

$$D(CA) = -0.18 * D(CA(-1)) - 0.26 * D(CA(-2)) + 0.10 * D(Z(-1)) + 0.29 * D(Z(-2)) - 9199.01 * \\ [-1.17] \quad [-1.59] \quad [0.86] \quad [2.11] \quad [-2.18] \\ (T=1989) - 5450.16 * (T=1993) + 26606.20 * (T=2001) - 2525.22 \\ [-1.20] \quad [5.68] \quad [-1.25]$$

$R^2 = 0.77$; [.] t de Student

$$D(Z) = 0.01 * D(CA(-1)) - 0.70 * D(CA(-2)) - 0.43 * D(Z(-1)) + 0.38 * D(Z(-2)) - 2135.32 * \\ [0.02] \quad [-1.96] \quad [-1.66] \quad [1.26] \quad [-0.23] \\ (T=1989) - 18001.05 * (T=1993) + 10409.46 * (T=2001) + 10207.39 \\ [-1.82] \quad [1.02] \quad [2.34]$$

$R^2 = 0.47$; [.] t de Student

CA : Compte courant en millions de dirhams courants ;

Z : Output net en millions de dirhams courants ;

T=1989, T=1993, T=2001: Variables indicatrices temporelles (1989, 1993, 2001).

Les résultats du modèle estimé, présenté ci-dessus, sont satisfaisants selon les critères statistiques usuels. La méthode des moindres carrés ordinaires a été appliquée à l'estimation du modèle. Le logiciel Eviews 5.1 a été utilisé pour l'étude des séries, l'estimation des équations et la simulation du modèle.

Prévisions et simulation du modèle

Le pouvoir prédictif est l'un des objectifs principaux de l'élaboration d'un modèle macro-économétrique. Le modèle présenté peut être utilisé pour des fins de simulation ou de prévision. Il faut tout d'abord introduire les variables endogènes appropriées qui sont, dans ce cas-ci, le compte courant et l'output net.

Pour illustrer l'usage du modèle, estimé sur la base de 25 observations annuelles, une simulation a été réalisée sur la période d'observation et a permis de générer des prévisions hors échantillon, **Figure 7**. Les prévisions sont générées sur deux périodes seulement (périodes n'ayant pas été utilisées par l'estimation), pour ne pas réduire la taille de l'échantillon et limiter davantage la significativité des coefficients estimés.

Pour analyser la performance du modèle comme outil de prévision, nous faisons appel à l'erreur absolue moyenne en pourcentage et au coefficient d'inégalité de Theil-U2 ainsi que sa décomposition en trois parties.

Dans l'estimation de la proportion de l'erreur absolue moyenne, on exprime la valeur de l'erreur moyenne absolue (EMA) en pourcentage sur la série effective.

$$PEAM = 100 * [\sum_{t=1}^T |P_t - A_t| / T]$$

P_t = valeur prévue à la période t ;

A_t = valeur actuelle à la période t ;

Le coefficient de Theil est défini à partir de l'erreur de prévision quadratique au carré :

$$U^2 = [(\sum_{t=1}^T (P_t - A_t)^2 / T)]^{1/2} / [(\sum_{t=1}^T (P_t)^2 / T)^{1/2} + (\sum_{t=1}^T (A_t)^2 / T)^{1/2}]$$

Le coefficient de Theil est généralement compris entre 0 et 1. Plus U^2 est le plus petit possible, c'est-à-dire que l'erreur relative de prévision soit la plus faible possible, plus les prévisions sont bonnes. Quand ce coefficient atteint le seuil 0, cela implique un ajustement parfait.

Ce coefficient de Theil U^2 peut être décomposé en trois parties, pour s'exprimer ainsi en termes relatifs comme la somme de la proportion du biais, de la proportion de la variance et de la proportion de la covariance⁵, c'est à dire:

Proportion du biais (U^m) + proportion de la variance (U^s) + proportion de la covariance (U^r) = 1

Les évaluations de ces statistiques pour les simulations réalisées sur le modèle sont fournies dans le tableau suivant :

La taille limitée de l'échantillon d'observations nous a contraint à arrêter notre choix sur deux prévisions hors échantillon pour les années 2005 à 2006.

Prévision hors échantillon		
Proportion de l'erreur absolue moyenne		7.04%
Coefficient d'inégalité de Theil et sa décomposition		
Statistique Theil	U^2	0.0519
proportion du biais	U^m	0.5991
proportion de la variance	U^s	0.4008
proportion de covariance	U^r	0.0001

D'après les résultats qui se dégagent du tableau ci-dessus, la qualité des prévisions hors échantillon est assez bonne. En fait, même si la proportion du biais et de la variance ne sont pas très suffisantes, l'erreur relative moyenne de prévision est de 5.19%, et l'erreur absolue moyenne est de 7.04 %, ce qui donne une bonne impression de la qualité des prévisions hors échantillon comme l'indique aussi la figure 7 qui montre que la prévision du modèle capte assez bien les points de retournement.

Le modèle élaboré est un outil de prévision à court terme du compte courant. Il est basé sur l'approche intertemporelle dans sa forme la plus simple. Cette approche est devenue courante pour analyser et évaluer les résultats du compte courant durant la période postérieure aux deux premiers chocs pétroliers des années 1970. Le cadre théorique sur lequel est basé le modèle est tel que développé par Obstfeld et Rogoff (1995) à appliquer dans le cas d'une petite économie où le taux d'intérêt mondial est considéré comme constant.

⁵Pour plus de détails sur la décomposition du coefficient de Theil, voir « Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision de l'emploi: cas du Maroc » Cahiers du Plan, n°13, Mai - juin 2007.

Après l'élaboration du cadre théorique, qui a conduit à une représentation dynamique d'un modèle vectoriel autorégressif d'ordre deux qui relie les valeurs du vecteur des variables (variation de l'output net et le compte courant) à leurs valeurs passées, les séries chronologiques ont été analysées pour examiner leur état de stationnarité et ce, à l'aide du test de Dickey-Fuller augmenté. Cela a permis de conclure que toutes les variables objets d'étude ne sont pas stationnaires en niveau.

L'application des mêmes tests après transformation des variables en différence première indique que toutes les variables transformées sont stationnaires sauf la variable dépenses publiques. Les tests de cointégration basés sur la méthode en deux étapes d'Engle et Granger (1987) appliqués aux variables compte courant et output net indiquent qu'il n'y a pas de cointégration entre ces variables. En l'absence de cointégration nous avons construit notre modèle sur la base d'un vecteur autorégressif exprimé et estimé en différence première des variables compte courant et output net.

Ainsi, le modèle est constitué d'un système à deux équations et par conséquent, de deux variables dépendantes à expliquer puis à prédire à l'aide de leurs valeurs retardées. Toutefois, l'objectif de l'étude qui concerne essentiellement la prévision de l'évolution du compte courant, nous a poussé à orienter nos expérimentations en fonction de la variable dépendante qui est le compte courant.

Pour vérifier la qualité des prévisions, le modèle est estimé sur une partie de l'échantillon, soit 25 observations, afin de prédire les deux dernières observations qui nous étaient connues. Quant aux résultats de nos prévisions, nous constatons que les prévisions générées hors échantillon sont bonnes et captent les points de retournement.

En définitive, les résultats du présent travail nous semblent encourageants et révèlent la possibilité d'appliquer certaines techniques économétriques spécifiques à la résolution de problématiques économiques bien précises. ■

Annexe

Encadré 1

Evolution des variables et résultats des simulations:

Figure 1 : Consommation finale des ménages (C) ;

Figure 2 : Dépenses publiques (G) ;

Figure 3 : Formation brute du capital fixe (I) ;

Figure 4 : Output : PIB (Y) ;

Figure 5 : Output net (Z) ;

Figure 6 : Compte courant (CA).

Figure 7 : Compte courant réalisé et simulé hors échantillon (CA, CAF).

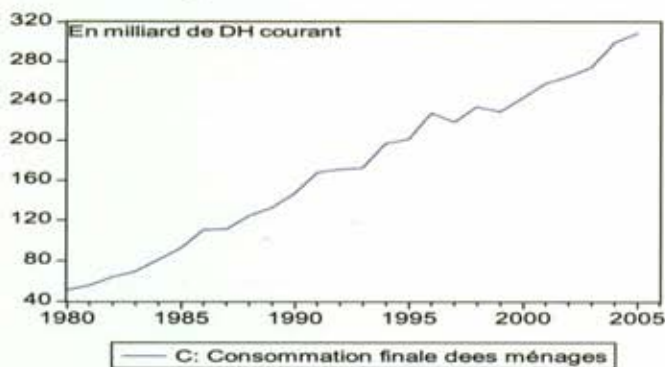


Figure 1



Figure 2



Figure 3

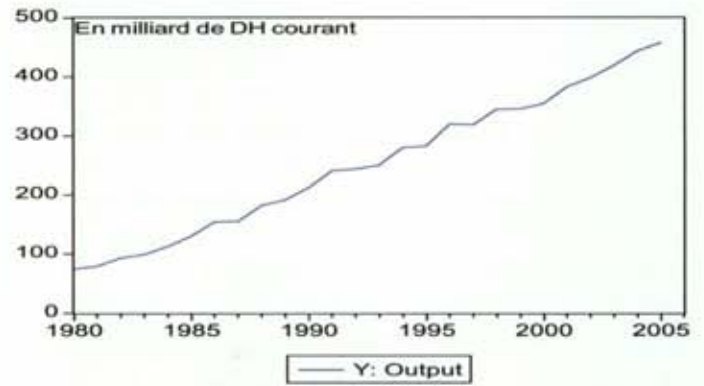


Figure 4



Figure 5



Figure 6

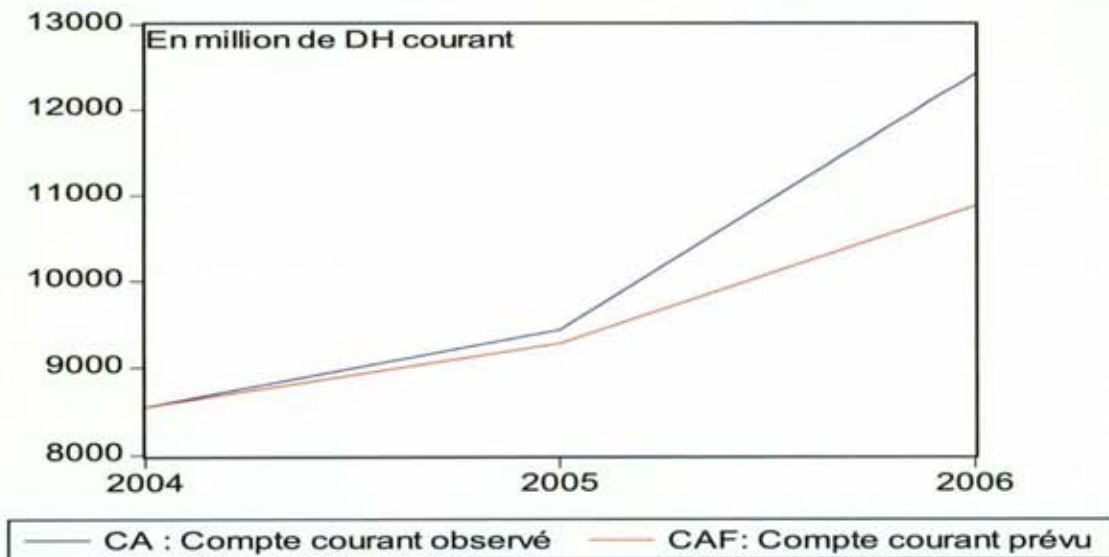


Figure 7

Références bibliographiques

- Ambler, S.** (1989), «La stationnarité en économétrie et en macroéconomie» Cahier de recherche 15, centre de recherche sur les politiques économiques, université du Québec à Montréal, Canada.
- Artus, P., Deleau, M et Malgrange, P** (1994), «modélisation macroéconomique» Edition Economica.
- Bakhti, J.** (1999), «Développement d'un modèle macroéconomique de prédiction du compte courant: les cas du Maroc, de la Tunisie, de la Jordanie et de l'Égypte». Mémoire Master sc, Université du Québec à Montréal, Canada.
- Bakhti, J.** (2007), «Modèle à correction d'erreur (MCE) de prévision de l'emploi : Cas du Maroc» in les cahiers du plan, n°13. Mai – juin, p: 31-42.
- Bakhti, J., Brillet, J.L et Sadiki, M.A.** (2007) «Modèle macro-économétrique à court et moyen termes de l'économie marocaine» in les cahiers du plan, n°12. Mars – avril, p: 30-37.
- Bakhti, J., Brillet, J.L et Sadiki, M.A.** (2007) «Modèle macroéconomique « désagrégé » à court et moyen termes pour l'économie marocaine» in les cahiers du plan, n°15. Octobre – novembre, p: 11-23.
- Glick, R. et Rogoff, K.** (1995), "global versus Country-Specific Productivity Shocks and the Current Account", *Journal of Monetary Economics* 35, 159-192
- Greene, W. H.** (1993), "Econometric Analysis", Second Edition: New York, Macmillan, 791p.
- Hargreaves, C. P.** (1994), "Non Stationary Time Series Analysis and Cointegration", Oxford, Oxford University Press, 308 p.
- Mackinnon, J. G. et Russell, D.** (1993), "Estimation and inference in econometrics" Oxford Université Press.
- Mackinnon, J.** (1990), "Critical Values for Cointegration tests", *Long-Run Economic Relationships: Readings in Cointegration*, sous la direction de Granger, C.W.J. et R. Engle, Oxford, Oxford University Press.
- Obstfeld, M. et Rogoff, K.** (1995), "The Intertemporal Approach to the Current Account", dans Gène M. Grossman et Kenneth Rogoff, édés., *Handbook of International Economics v.3*, Amsterdam, North Holland 1731- 1799.
- Obstfeld, M. et Rogoff, K.** (1996), "Foundations of International Macroeconomics", Cambridge, MA, MIT Press.
- Paquet, A.** (1994), "A Guide to Applied Modern Macroeconometrics". Document technique, septembre, Montréal: Centre de recherche sur l'emploi et les fluctuations économiques (CREFÉ).
- Sachs, J. D.** (1982), "The Current Account in the Macroéconomique Adjustment Process", *Scandinavian journal of Economics* 84, 147-159.

Effets directs de la hausse des prix du pétrole sur l'économie marocaine



Les cours mondiaux du pétrole ont emprunté une tendance haussière au cours des dernières années, en passant d'un prix moyen, du baril de pétrole brut, de 28,5 dollars en 2003 à plus de 140 dollars en juillet 2008. Pour limiter les effets négatifs des augmentations de ces cours sur la croissance économique et sur le pouvoir d'achat des consommateurs, l'Etat marocain a pris en charge presque toutes les augmentations des dernières

années. De ce fait, les hausses des prix du pétrole sur le marché international ne se sont répercutées que partiellement sur les prix intérieurs de pétrole et les effets économiques se sont manifestés, essentiellement, à travers un alourdissement de la charge de compensation et une aggravation du déficit commercial.

Pour évaluer les effets que pourrait avoir une hausse des prix intérieurs du pétrole au même rythme que les cours pétroliers mondiaux sur l'économie marocaine, nous avons simulé dans le présent travail les hausses successives de ces prix depuis l'année 2004 à travers le modèle macro-économétrique (PRESIMO désagrégé) élaboré par le HCP sur l'économie marocaine. L'évaluation de l'impact économique de ce choc composé et l'analyse de ses effets macroéconomiques à court et moyen termes sont appréhendées en identifiant les répercussions du renchérissement des cours pétroliers sur les principaux agrégats macroéconomiques par rapport au scénario de référence.

Par : Jamal BAKHTI et Moulay Ali SADIKI - HCP

L'énergie est un vecteur de développement économique et social assez important au Maroc. Elle est utilisée à 65% comme facteur de production de biens et services et à 35% comme consommation finale des ménages. Pour assurer l'approvisionnement énergétique du pays, les politiques mises en œuvres, au cours des dernières décennies, ont conduit à une diversification des formes d'énergie utilisée. De ce fait, le pétrole qui représentait 95 % du bilan énergétique dans les années 1970, représente 60% en 2005.

Doté de ressources énergétiques primaires limitées, le Maroc importe près de 90% de ses besoins énergétiques. A cet effet, en 2007 la part des importations des produits énergétiques a représenté environ 20% des importations nationales, et la part des importations du pétrole brut, a représenté 51% des importations énergétiques.

Ainsi, comme le Maroc est un pays importateur de la quasi-totalité de sa consommation de pétrole, l'évaluation des effets de la flambée des cours mondiaux de cette matière sur l'économie marocaine s'avère

importante. C'est dans ce cadre que s'insère cette étude d'impact de la hausse des prix pétroliers.

Ce travail commence d'abord par la présentation de l'évolution des prix pétroliers sur le marché international et leurs effets macroéconomiques. Il présente ensuite, l'évolution de la facture pétrolière du Maroc et des dépenses de compensation des produits pétroliers. Enfin, il présente les résultats de la simulation de l'impact d'une hausse des prix intérieurs du pétrole au même rythme que la hausse des prix internationaux sur l'économie marocaine à travers le modèle macro – économétrique désagrégé.

“ Evolution des prix du pétrole sur le marché international, ”

Après les deux premiers chocs pétroliers des années 1970, les prix du pétrole ont diminué fortement au milieu des années 1980 pour atteindre 14,2\$ en 1986. Au cours de la décennie 1990, les prix du pétrole brut ont évolué

au tour de 20 dollars. Les années de forte volatilité, se sont limitées à 1990 (l'invasion Irakienne du Koweït) et à 1998 à la suite de la crise financière des pays d'Asie du Sud-Est qui a entraîné une chute brutale des prix qui ont atteint 13,1 dollars le baril.

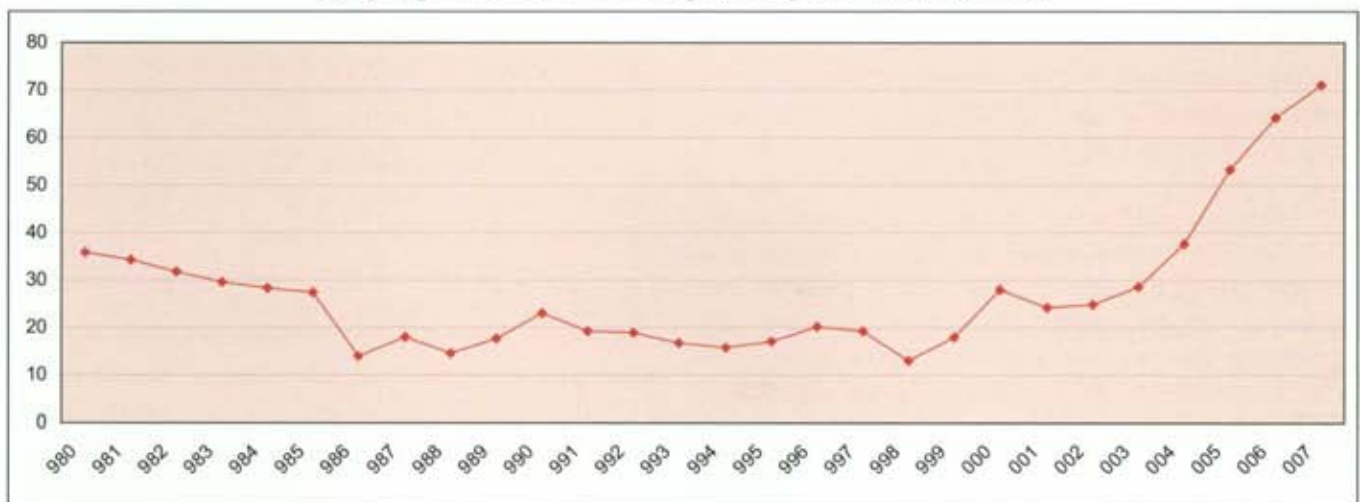
Depuis le début des années 2000, le marché pétrolier est entré dans une nouvelle phase en rupture avec la décennie 1990 où le pétrole était bon marché. Après la période 2001-2003, marquée par des prix en hausse mais conformes à la fourchette de référence établie par

l'OPEP (24,4 \$/b en 2001 et 28,5 \$/b en 2003), les cours du brut ont emprunté une tendance haussière à partir de l'année 2004.

La hausse des prix du brut en dollars a atteint 32,6% en 2004 ; 41,1% en 2005 ; 20,5% en 2006 ; 13,3% en 2007 et près de 40,3% sur les six premiers mois de l'année 2008. En dollars US courants, les prix du pétrole n'ont jamais été aussi élevés. L'évolution des prix du pétrole brut est présentée dans le graphique I suivant.

Les causes de la hausse des prix du pétrole brut

Graphique I : Evolution des prix du pétrole brut (en \$/b)



Source: International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, April 2008 (FMI)

Contrairement aux deux premiers chocs pétroliers qui ont résulté d'une rupture de la production de pétrole brut, il y'a un fort consensus pour attribuer la hausse des prix du pétrole depuis l'année 2000 à un choc de demande. Pour autant, les analyses révèlent aussi d'autres facteurs explicatifs, notamment la situation géopolitique dans plusieurs pays producteurs de pétrole.

Ainsi, la reprise économique mondiale a suscité une forte demande de pétrole et les capacités d'offre ne semblent pas être en mesure de répondre à cette augmentation de la demande. De même, la recrudescence des incertitudes géopolitiques (notamment les problèmes politiques au Moyen-Orient qui détient plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole) pèse aussi sur le marché pétrolier et explique en partie la hausse des prix.

Effet macroéconomique de la hausse des prix du pétrole

Selon la littérature économique, la hausse élevée des prix du pétrole peut influencer négativement la croissance économique par le biais de différents canaux de

transmissions à savoir :

- Le transfert de richesses entre les pays importateurs nets et les pays exportateurs nets de pétrole: l'ouverture commerciale actuelle et l'augmentation de la consommation du pétrole favorise le transfert de revenu. Ce transfert peut affecter le pouvoir d'achat des consommateurs et des entreprises des pays importateurs de pétrole. Il peut affecter aussi la demande étrangère adressée à certains pays.

- L'augmentation du coût des consommations intermédiaires suivie d'un ralentissement de la production et de la productivité: le canal de transmission du prix du pétrole au niveau de la production est l'augmentation du coût. Cette augmentation du coût a un effet négatif particulièrement important pour les secteurs à coefficient d'énergie élevé. L'importance de cet effet dépend ainsi de la structure de la production de l'économie.

- La hausse de l'inflation suivie éventuellement d'effets du second tour liés à l'ajustement des salaires : l'inflation dite du premier tour, qui concerne la hausse des prix des

consommations finales des produits pétroliers et des prix des consommations intermédiaires, peut être engendrée systématiquement par la hausse des produits pétroliers. Toutefois, l'inflation du second tour (accentuation de l'inflation via la boucle prix salaire) est liée au comportement des agents.

Quand les coûts de production augmentent durablement, les producteurs peuvent répercuter l'élévation des coûts sur les prix de vente. De même, les salariés peuvent demander des augmentations de salaires pour compenser, au moins en partie, leur perte de pouvoir d'achat. Ce mécanisme entraîne une nouvelle hausse des coûts de production puis des prix de consommation. Ces effets de second tour peuvent être atténués par la hausse du chômage. Quand le taux de chômage augmente, les pressions sur les salaires baissent.

- La baisse de la consommation des biens durables et de l'investissement du fait de l'incertitude qui entache l'environnement économique : la pression sur les prix due à la hausse des prix pétroliers laisse présager aux agents un environnement incertain et entraîne une dégradation du climat des affaires. Les consommations de biens durables et les investissements en capital sont donc susceptibles d'être retardés.

Comportement des économies émergentes face à la hausse des prix pétroliers

Pour faire face à une hausse assez forte des cours pétroliers, la solution adoptée par les pays émergents dépend des effets de cette hausse sur leurs économies. Ces effets sont liés au degré de dépendance vis-à-vis des importations nettes de pétrole, à l'intensité énergétique de leurs croissances et au degré d'absorption des chocs par chaque économie. Ainsi, ces pays sont contraints d'adopter l'un des trois scénarios suivants :

- L'absorption des effets de la hausse par le budget de l'Etat aux dépens, soit des moyens et des fonds destinés au soutien de la croissance et du développement, soit par un endettement public en aggravant le déficit budgétaire.

- L'augmentation des prix intérieurs au même rythme que les prix internationaux, au risque d'affecter la compétitivité des entreprises locales et de réduire le pouvoir d'achat des consommateurs.

- L'adoption d'une solution intermédiaire entre les deux précédentes à savoir: une partie de la hausse est à répercuter sur les prix intérieurs et l'autre partie à supporter par l'Etat. Ainsi, les ménages, les entreprises et l'Etat contribuent ensemble au financement de ce coût supplémentaire.

“ Evolution de la facture pétrolière au Maroc et ses effets économiques ”

Evolution de la facture pétrolière

Le Maroc est un pays importateur net de pétrole. La quasi-totalité de ses besoins énergétiques est importée et le pétrole représente près de 60% de sa consommation d'énergie. Au cours des dernières années, la facture pétrolière du Maroc a connu une évolution importante, marquée par la hausse des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, cette facture a augmenté de 57,6% en 2004 et de 64,7 % en 2005 pour atteindre plus de 26 milliards de DH en 2007. En conséquence, la facture pétrolière a absorbé près de 22% des recettes d'exportations en 2007. L'évolution récente de la facture pétrolière du Maroc est présentée dans le graphique II suivant.

L'accroissement de la facture pétrolière des dernières années s'explique davantage par un effet prix (renchérissement des cours mondiaux de pétrole) que par un effet volume (la hausse des importations). L'effet

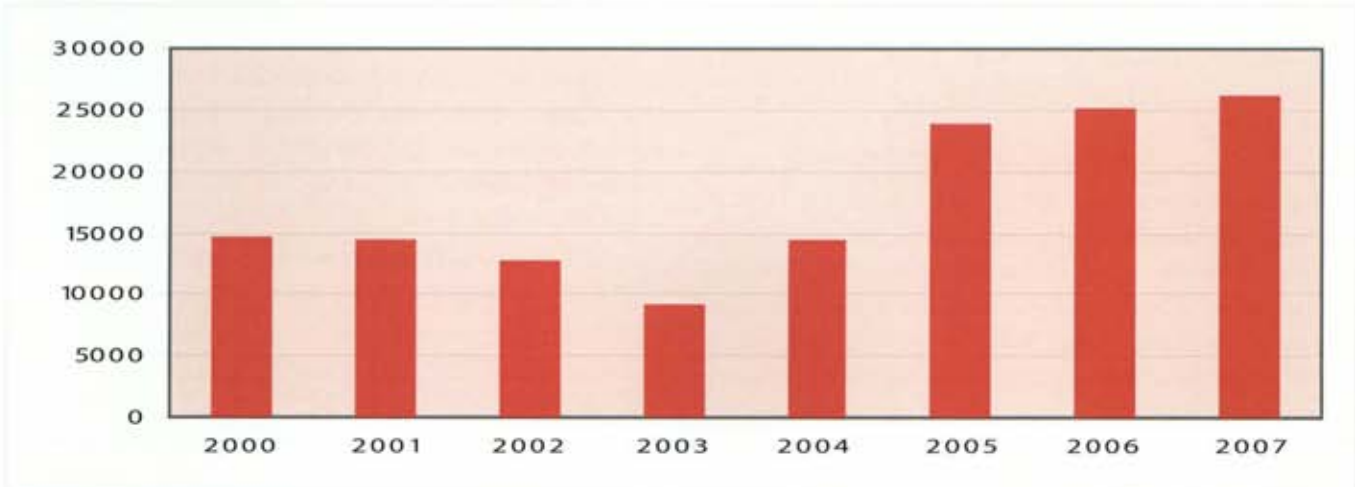
change a permis depuis 2002 d'amortir une partie du choc lié à la hausse des cours pétroliers¹.

Prix nationaux de pétrole

Malgré les tensions qui ont marqué le marché international au cours des dernières années, les prix intérieurs des produits pétroliers n'ont pas enregistré une forte augmentation. L'Etat à travers son budget a continué à soutenir les prix des produits pétroliers et à consacrer des fonds importants à la caisse de compensation. En effet, depuis l'année 2003, période à partir de laquelle le prix du pétrole brut a commencé son ascension, l'Etat s'est intervenu régulièrement pour prendre en charge totalement ou partiellement les augmentations des prix sur le marché international. De ce fait, le déficit enregistré par

¹L'année 2003 est une année exceptionnelle. La baisse des importations du pétrole en cette année est due à l'interruption de l'activité de raffinage de la SAMIR en raison de son incendie.

Graphique II : Evolution de la facture pétrolière au Maroc en million de DH



Source : Office des changes

la Caisse de Compensation au titre des produits pétroliers est passé de 3,6 milliards de DH en 2004 à 7,7 milliards de DH en 2006, pour atteindre 12,05 milliards de DH en 2007.

Cours mondial du pétrole et structure des prix du carburant au Maroc

Au cours des dernières années, le mécanisme d'indexation des prix du carburant au Maroc sur les cotations des produits pétroliers est souvent suspendu pour atténuer les effets de la flambée des prix du baril sur l'économie nationale. La caisse de compensation est donc souvent sollicitée pour couvrir la différence entre les prix intérieurs bloqués et les prix réels que l'indexation aurait exigés.

La structure du prix du gasoil, qui représente plus de 50% de la consommation de produits pétroliers au Maroc (en octobre 2006), peut être décomposée de la manière suivante :

Prix à la pompe = prix de vente des raffineurs + TIC+TVA-Subvention + Marges et divers

Le prix de vente des raffineurs est indexé sur les cotations du marché de Rotterdam. La taxe intérieure de consommation (TIC) s'élève à 2,42 DH par litre et appliquée de manière forfaitaire à chaque litre de gasoil, indépendamment de son prix. La TVA est une taxe ad valorem de 7% qui s'applique au prix de vente de gros. La subvention accordée par l'Etat prend en charge l'écart entre le prix résultant de l'indexation et le prix réglementé. Son niveau s'élève à 0,45 DH par litre de gasoil en octobre 2006².

²Voir le rapport sur la politique monétaire, document préparé par le conseil de Bank Al-Maghreb du 19 décembre 2006.

Effet de la hausse des prix du pétrole sur l'économie marocaine

Grâce aux différentes subventions versées par l'Etat, le consommateur marocain est relativement épargné de la hausse des prix internationaux du pétrole des dernières années. De ce fait, les effets sur l'économie nationale du renchérissement de ces prix se manifestent, essentiellement, à travers un alourdissement des charges de la compensation et une aggravation du déficit commercial.

Toutefois, si l'Etat ne s'est pas intervenu pour fixer les prix intérieurs et compenser le surplus de la hausse des prix du pétrole sur le marché international, les effets économiques seraient plus étendus. Par la suite, nous essayons d'évaluer les effets sur l'économie marocaine que pourrait avoir une hausse des prix intérieurs de pétrole au même rythme que la hausse des prix internationaux depuis l'année 2004.

Les effets directs de la hausse des prix du pétrole sont des effets inflationnistes. Ces effets peuvent être saisis facilement lorsqu'ils sont de premier tour. Cependant, ces effets, quand ils sont diffusés dans l'économie via l'enclenchement de la spirale prix-salaires, ne peuvent être saisis que par des outils qui permettent d'opérer un bouclage structurel. Le modèle (PRESIMO désagrégé) est un modèle macro-économétrique qui appréhende ces effets inflationnistes et permet de ce fait d'évaluer l'impact des chocs pétroliers sur l'économie marocaine.

“ Effet direct de la hausse des prix du pétrole sur l'économie marocaine ”

Le choc pétrolier

Le choc pétrolier considéré dans ce travail concerne la hausse annuelle des prix internationaux de pétrole au cours de la période 2004-2007 et celle prévue pour l'année 2008. La simulation du choc permet d'évaluer l'effet sur l'économie marocaine d'une augmentation des prix intérieurs de pétrole du même rythme que celle des prix internationaux depuis 2004.

Cette simulation tient compte d'un choc composé de plusieurs hausses successives des prix du pétrole brut. Ainsi, les prix considérés sont passés de 28,5 dollars en 2003 à 37,8 dollars en 2004, à 53,35 dollars en 2005, à 64,27 dollars en 2006, à 70,9 dollars en 2007 puis à 95³ dollars en 2008 et au-delà. Il y a donc une succession de chocs qui interviennent et le prix est maintenu à son plus haut niveau à partir de 2008.

La simulation considère une stabilisation des prix du pétrole à partir de 2008. Toutefois, dans le scénario de référence, le prix du pétrole est maintenu à 28,5 dollars le baril durant toute la période 2003-2008 et au-delà. Les résultats de la simulation sont donc appréciés par rapport à une situation de référence où le prix reste fixé à 28,5 dollars sur toute la période d'analyse.

Les hypothèses de mise en œuvre de la simulation

Les éléments essentiels conditionnant la mise en œuvre de la simulation d'impact de la hausse des prix du pétrole sur l'économie marocaine sont les conséquences de la hausse des cours pétroliers sur les différents pays partenaires en termes d'inflation (qui joue sur la compétitivité) et de production (qui affecte la demande mondiale adressée au Maroc).

Ainsi, la simulation est réalisée dans le cadre d'une politique monétaire inchangée et retient l'hypothèse selon laquelle les pays partenaires suivent la même tendance que le Maroc, tant du point de vue de l'inflation (compétitivité constante) que du point de

vue de la croissance (demande mondiale inchangé). La simulation, à l'aide du modèle macro-économétrique, consiste à répercuter les cinq chocs pétroliers de la période 2004-2008 sur l'économie marocaine. Pour l'analyse de l'impact économique de ces chocs, la simulation est comparée avec les projections économiques du scénario de référence à un horizon de moyen terme (2004-2012).

Le modèle macro-économétrique (PRESIMO désagrégé)⁴

L'effet des hausses successives des prix internationaux du pétrole sur l'économie marocaine est illustré dans ce travail par la simulation à l'aide du modèle macro-économétrique à court et moyen terme, désagrégé, élaboré pour l'économie marocaine. Le modèle constitue, en plus de ses utilisations en matière de prévision économique, un instrument d'éclairage et d'aide à la prise de décision. Il permet d'évaluer l'impact à court et moyen termes aussi bien des choix des politiques économiques que de certains changements de l'environnement international sur l'économie nationale.

En effet, ce modèle est une représentation annuelle de l'économie marocaine. Il décrit l'ensemble de l'économie avec un niveau d'analyse global qui concerne tout le pays. Il prend en compte la simultanéité des comportements des différents agents économiques et tente, aussi, de décrire l'imbrication des décisions de ces agents qui aboutissent à l'équilibre global.

Ce modèle macroéconomique est de nature néo-keynésienne. La production dépend, à court terme, de la demande corrigée par le commerce extérieur. De sa part, la demande dépend de la production. Toutefois, le modèle n'est pas simplement keynésien, ou uniquement orienté « demande », mais, il présente des éléments importants du côté de l'offre. En particulier, la production du secteur non agricole dépend des capacités disponibles. Ces dispositifs peuvent donner aux politiques orientées « offre », un rendement plus élevé que les politiques de « demande ».

Ce modèle désagrégé distingue essentiellement deux secteurs : agriculture et autres secteurs (qui englobent le manufacturier et les services). Toutefois, pour

³Prix moyen estimé pour l'année 2008 par le Fond Monétaire International, world Economic Outlook, février 2008.

⁴Pour plus de détail sur le modèle macro-économétrique PRESIMO désagrégé élaboré sur l'économie marocaine, voir les cahiers du plan N°15 Octobre - novembre 2007

tenir compte d'autres caractéristiques importantes de l'économie marocaine, la désagrégation touche aussi certaines composantes des deux secteurs. Le secteur agricole est décomposé en deux branches : artisanale et moderne (industrielle). Quant à l'autre secteur (qui englobe les services et le manufacturier), ses importations distinguent les produits énergétiques des autres biens importés et les exportations distinguent les produits miniers des autres biens exportés.

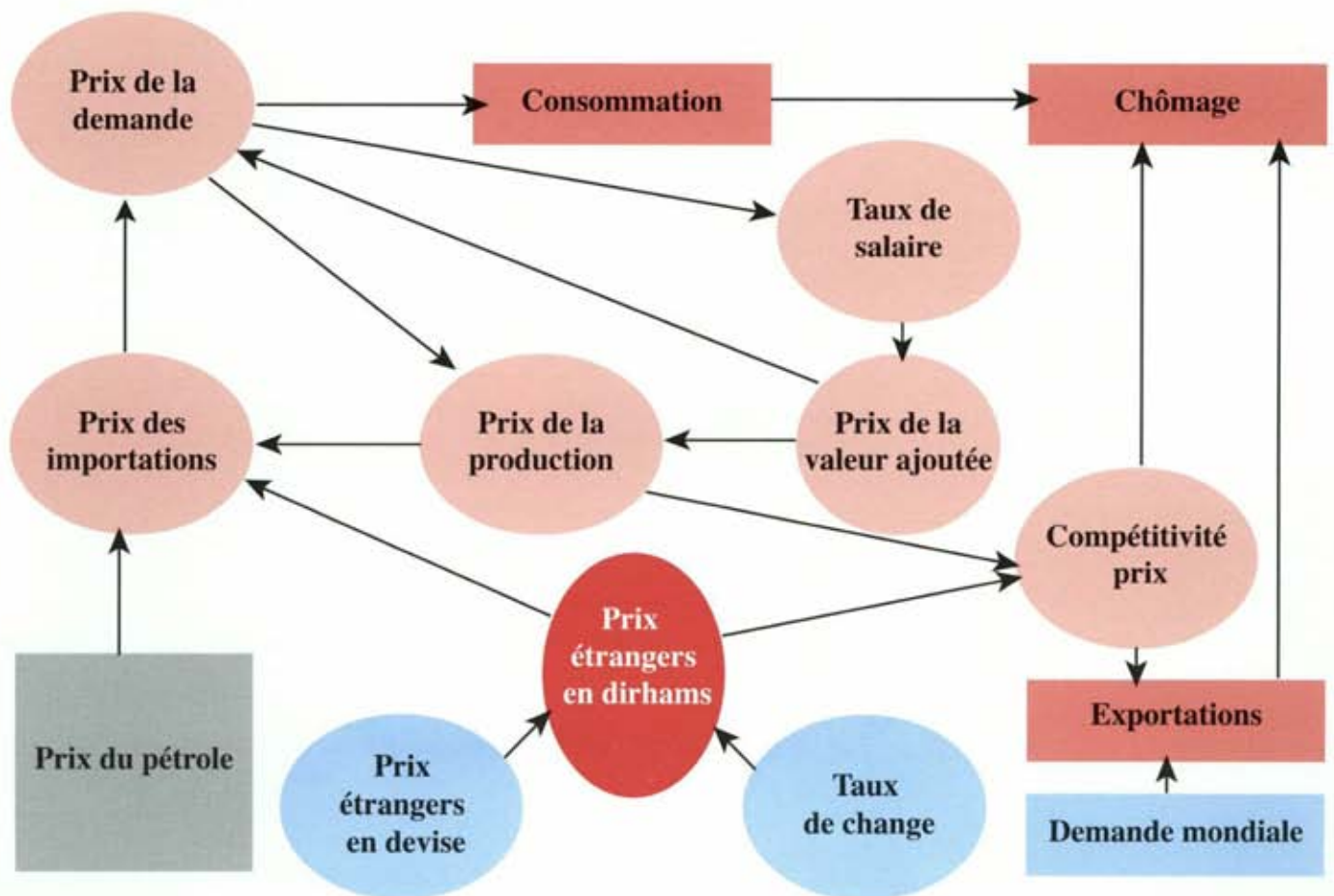
Analyse de la simulation du choc pétrolier à l'aide du modèle macro-économétrique

L'analyse macroéconomique relative aux modèles macro-économétriques, considère les effets de la hausse des prix du pétrole comme des effets inflationnistes. En effet, la hausse des prix pétroliers se traduit par une hausse des prix de la consommation finale et des matières premières.

La hausse des prix de la consommation finale conduit immédiatement à une baisse du pouvoir d'achat du revenu des ménages et à un ralentissement de leur consommation. La hausse des prix des consommations intermédiaires renchérit les coûts de production, provoquant une hausse des prix de vente ou une réduction du taux de marge.

Quand les prix se maintiennent à un niveau élevé, les ménages peuvent revendiquer des hausses de salaires pour compenser leur perte de pouvoir d'achat, engendrant une spirale prix-salaires qui conduit à une accélération de l'inflation. Au-delà de ces effets sur l'inflation, la hausse des prix affecte les comportements des agents par différents canaux. Le cheminement qui retrace les mécanismes de transmission de la hausse des prix du pétrole est présenté dans le schéma suivant :

Schéma des enchaînements des effets de la hausse des prix du pétrole



Impact de la hausse des prix pétroliers sur l'économie marocaine

Pour quantifier l'effet des variations des prix du pétrole depuis 2004, on compare l'évolution de l'économie obtenue avec un prix stable évalué à 28,5 dollars sur toute la période 2004-2008 et au-delà, à celle qui aurait prévalu si le prix intérieur du pétrole évoluait au même rythme que celui du prix observé sur le marché international de 2004 à 2008 (année 2008 anticipée).

Globalement, ces effets, par rapport au scénario de référence, conduisent à une hausse continue de l'inflation et une baisse continue de la croissance du PIB durant toute la période 2004- 2008. Ces effets sur les principales variables macroéconomiques sont présentés dans le tableau I en annexe, et les mécanismes à l'origine de ces effets macroéconomiques s'enchaînent selon la logique suivante :

Le choc pétrolier simulé commence en 2004. Au cours de cette année, la hausse des prix du pétrole entraîne très rapidement des effets inflationnistes. Elle agit d'abord mécaniquement sur les prix des importations puis sur les coûts et les prix de la valeur ajoutée (+1,58) et enfin sur les prix de la consommation (+2,95%). La hausse des prix de la consommation pousse les salaires à la hausse (+2,89%), ce qui va augmenter encore les coûts de production des entreprises.

La hausse des coûts de production pousse à la baisse les taux de profit des entreprises, cela décourage les entreprises à investir et les incite à retarder leurs projets. De ce fait, la hausse des prix du pétrole aurait causé en 2004 une baisse de 0,22 % de l'investissement.

Quant aux exportations, leur rythme de croissance devient assez faible. Toutefois, sur le marché intérieur, la consommation finale des ménages baisse de 0,4%. Ainsi, la baisse de la demande intérieure et l'augmentation importante des prix des biens importés par rapport aux prix de production (respectivement 4,63% et 2,30%) entraînent une baisse des volumes d'importation (-0,54%). Comme l'effet sur les composantes de la demande est faible, l'impact sur le PIB est encore de faible ampleur : il est de l'ordre de -0,15 point de PIB en 2004.

Au cours de l'année 2008, année du dernier choc pétrolier considéré, le prix du pétrole est en moyen supérieur de 233% à sa valeur de référence. L'inflation est donc très élevée par rapport à son niveau de 2004 et son origine est différente. En effet, en 2004 l'inflation réside surtout dans la croissance du prix des importations par des «

effets de premier tour », la spirale prix-salaires n'étant pas encore enclenchée.

L'accentuation de l'inflation via la boucle prix salaire conduit à une inflation de (+25,34%) en 2008. Cette hausse d'inflation entraîne une augmentation des salaires par rapport à leur niveau de référence (+21,72%) et explique la forte réactivité des prix de la valeur ajoutée (+15,97%). Les prix d'importations réagissent à la hausse du prix du pétrole (+26,81%) d'avantage que les prix de production et la demande d'importations diminue (-2,99%).

Ainsi, le rebond des prix et de l'inflation conduit à une baisse de la consommation (-2,55%). La dégradation continue du taux de profit affecte l'investissement (-1,81) et l'effet sur la croissance du PIB est important et atteint le taux de (-0,91%).

En 2009, la première année après la période des chocs pétroliers considérés, le prix du pétrole est toujours stabilisé à 233% au-dessus de sa valeur de référence. A cette hausse, s'ajoutent les effets rémanents à partir de 2004 de sorte que les prix d'importation, de la valeur ajoutée, de production, de consommation et d'exportation continuent à augmenter en 2009 à un rythme moins fort avant de se stabiliser à partir de 2012.

Cette évolution des prix affecte la consommation qui commence à s'améliorer à partir de 2010, après avoir atteint son niveau le plus bas (-3,00%) en 2009. Toutefois, la hausse des prix des exportations réduit la demande d'exportations à partir de 2012 et le changement du rythme de la hausse des prix des importations améliore la baisse de la demande d'importation à partir de 2010.

Le taux de profit reste encore dégradé, ce qui réduit l'investissement qui atteint son niveau le plus bas (-1,96%) en 2009, avant de commencer à s'améliorer. Le PIB aussi suivra la même tendance. Il atteint le niveau le plus bas par rapport à son niveau de référence (-1,05%) en 2009, avant de commencer à s'améliorer.

La hausse des prix du pétrole intervenue ces dernières années a suscité des craintes pour la croissance économique du pays. Les résultats de la simulation des derniers chocs pétroliers, à travers le modèle macro-économétrique de l'économie marocaine, présentés ci-dessus montrent qu'une hausse sensible des cours pétroliers répercutés entièrement sur les prix intérieurs entraîne un ralentissement de la croissance nettement perceptible. La durée pendant laquelle les cours demeurent à un haut niveau suscite

aussi une grande crainte.

Tenant compte des effets négatifs que pourraient avoir le choc pétrolier sur l'économie nationale, il paraît nécessaire de mettre en œuvre une politique énergétique axée sur la diversification des sources pour limiter la dépendance de notre pays vis-à-vis de la ressource pétrolière. Ainsi, il convient de multiplier les efforts envers les mesures et actions suivantes :

- La sensibilisation des consommateurs à l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'intensification de la poursuite des efforts d'économie de l'énergie et l'amélioration de la productivité pour réduire l'intensité

énergétique de la croissance économique du pays.
- Le développement du gaz naturel dans le système économique et industriel du pays pour consolider la sécurité d'approvisionnement et profiter des avantages de cette source énergétique : énergie propre, rendements favorables, technologies performantes (solution devenue accessible grâce au gazoduc reliant le Maghreb et l'Europe).

- Le développement et l'exploitation du potentiel hydraulique dans le cadre de la politique des barrages et le développement des énergies à travers les programmes éoliens et solaires, et l'intensification de l'exploitation et de la prospection pétrolière. ■

Annexe

Tableau I :

Effet des hausses observées des cours du pétrole sur le marché mondial depuis 2004 par rapport à un maintien des prix du baril de pétrole à 28,5 dollars sur les variables pertinentes de l'économie marocaine.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En taux de croissance									
Consommation des ménages	-0,40	-1,33	-2,00	-2,19	-2,55	-3,00	-2,39	-1,92	-1,54
Investissement	-0,22	-0,81	-1,39	-1,58	-1,81	-1,96	-1,63	-1,06	-0,62
Importations	-0,54	-1,73	-2,51	-2,62	-2,99	-3,47	-2,50	-1,77	-1,25
Exportations	0,03	0,12	0,19	0,20	0,21	0,21	0,14	0,05	-0,01
PIB	-0,12	-0,43	-0,66	-0,76	-0,91	-1,05	-0,91	-0,76	-0,63
Prix de la consommation	2,95	7,10	11,16	14,27	22,06	25,34	28,10	30,45	32,48
Prix de la valeur ajoutée	1,58	4,26	7,42	10,44	15,97	20,05	23,61	26,74	29,46
Prix de la production	2,30	5,86	9,53	12,62	19,49	23,13	26,30	29,06	31,45
Prix des importations	4,63	10,17	14,63	17,14	26,81	27,85	28,73	29,40	29,96
Prix des exportations	1,24	3,22	5,29	7,08	10,83	12,96	14,84	16,50	17,95
Taux de salaire	2,89	6,91	10,90	14,00	21,72	24,99	27,86	30,31	32,41
En différence									
Population en chômage	987	4454	9611	14648	19837	24879	27730	28115	26902
Emploi	-1486	-6958	-15472	-24311	-33667	-43226	-49678	-52207	-51929
Solde commercial en % du PIB	-0,911	-1,697	-2,117	-2,184	-3,704	-2,969	-2,886	-2,749	-2,589

Références bibliographiques

- Bakhti, J., Brillet, J.L et Sadiki, M.A.** (2007) «Modèle macro-économétrique à court et moyen termes de l'économie marocaine» in les cahiers du plan, n°12. Mars – avril, p: 30-37.
- Bakhti, J., Brillet, J.L et Sadiki, M.A.** (2007), «Modèle macroéconomique « désagrégé » à court et moyen termes pour l'économie marocaine» in les cahiers du plan, n°15. Octobre – novembre, p: 11-23.
- Babkhti, Jamal., Sadiki, Moulay.Ali.** (2007) « Impact de la réduction du niveau de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'économie marocaine » in les cahiers du plan, n°14. Août – septembre, p: 30-37.
- Bank Al Maghreb :** Rapports sur la politique monétaire. Plusieurs numéros.
- Bank Al Maghreb :** Rapports annuels. Plusieurs numéros
- Barlet, M et Crusson, L.** (Mars 2007), « Quel impact des variations du prix du pétrole sur la croissance française ? ». Document de travail, Institut National de la Statistique et des Études Économiques, France.
- Brillet, J.L** (1994), «Modélisation économétrique, principes et techniques» Edition Economica.
- Département analyse et prévision de l'OFCE** (Octobre 2004), «pétrole : marée noire sur la croissance? ». Revue de l'OFCE 91.
- Le Barbanchon, T.** (Octobre 2007), « The changing response to oil price shocks in France: a DSGE type approach ». Documents de travail de la Direction des Etudes et Synthèses Économiques, Institut National de la statistique et des études économiques, France.
- Ministère des Finances et de la Privatisation,** Direction des Études et des Prévisions Financières:
-« Développements récents sur le marché pétrolier mondial, quelles incidences sur le Maroc? », (Mai 2007).
-«Les répercussions de la hausse des cours pétroliers sur les économies internationale et nationale », (Janvier 2006).
-«Impacts d'un renchérissement des cours mondiaux du pétrole sur l'économie nationale», (Avril 2004).
- Office des changes,** balance des paiements et balance commerciale, différentes années.
- Sénat français,** « Perspective d'évolution des prix des hydrocarbure à moyen et long terme », Rapport d'information - Novembre 2005.
- World Economic Outlook Database,** International Monetary Fund, different numéros.

Y'a-t-il un lien entre croissance économique et ouverture commerciale ?



L'idée que le commerce international est le moteur de la croissance économique est très ancienne et remonte au moins à Adam Smith. Cependant, cette idée n'était pas populaire durant de longues périodes du 20ème siècle. Ce n'est qu'après l'indépendance des pays en développement que le débat a été lancé sur la politique économique à mener par chacun de ces pays. Ainsi, les économistes étaient partagés entre ceux prônant 1) le développement orienté vers l'intérieur et soutenu par des politiques d'industrialisation basées sur des mesures protectionnistes et sur un degré très limité d'ouverture commerciale et ceux prônant 2) le développement orienté vers l'extérieur.

Ainsi, dans les années 80, les économistes s'intéressant aux nations pauvres ont commencé à recommander avec insistance les stratégies de développement basées sur des réformes de politiques économiques orientées vers l'économie du marché qui contiennent comme composante fondamentale la réduction des barrières commerciales et l'ouverture du commerce international à la concurrence étrangère.

Ce changement des politiques commerciales a résulté d'un nombre de facteurs spécifiques aux pays pris séparément, mais essentiellement à cause d'une évidence que les excès des substitutions aux importations étaient préjudiciables à la croissance.

Par : Ahmed OULAD EL FAKIR¹

Plus récemment, certains pays en développement ont mis l'accent sur l'ouverture commerciale pour réaliser cette croissance en adhérant au consensus de Washington dont les principaux mots d'ordre sont : libéralisation (du commerce extérieur et intérieur), stabilisation (la lutte contre l'inflation galopante par le moyen de l'austérité budgétaire) et la privatisation (des entreprises d'Etat et la déréglementation de toutes les activités économiques). Ainsi, la réussite des pays en voie de développement (PVD) à réaliser les objectifs fixés est à discuter selon le cas de chaque pays, mais les principes de ce Consensus ont permis une grande ouverture de l'économie internationale.

Qu'est-ce que l'ouverture commerciale?

L'ouverture commerciale est définie comme une réduction progressive, et parfois suppression, des barrières (tarifaires et/ou non tarifaires) qui font face aux

échanges commerciaux (aussi bien à l'exportation qu'à l'importation). Son objectif est d'aider à la réalisation d'une croissance économique par une intégration favorable dans le marché mondial et de restructurer l'économie en vue d'une croissance basée sur une correction des prix relatifs permettant une meilleure allocation des ressources et tenant compte des prix mondiaux.

De même, le concept d'ouverture devrait être synonyme de l'idée de neutralité qui signifie que les encouragements sont neutres aussi bien envers la substitution d'importation qu'envers la promotion des exportations.

Dans cet article, par cette ouverture économique, nous faisons allusion uniquement à la libéralisation des échanges de biens et services. Les mouvements de capitaux, quant à eux, ne font pas l'objet de cette libéralisation.

¹Ingénieur Statisticien-Economiste au HCP (Email : ahmed.oulad.el.fakir@gmail.com).

Il existe plusieurs mesures pour l'ouverture commerciale, mais la mesure la plus souvent utilisée est exprimée par :

$$\text{Taux d'ouverture} = \frac{\text{Exportations} + \text{Importations}}{\text{PIB}} (\text{en}\%)^2$$

sans préciser à partir de quel seuil on peut dire qu'une économie est ouverte ou non.

Comment accélérer la croissance?

Pour certains, accélérer la croissance est simple : il suffit de mettre en place quelques fondamentaux et la croissance prend soin d'elle-même. Pour d'autres, la croissance est une question très compliquée et nécessite une très longue liste de réformes. Généralement, il est admis que la croissance d'un pays est déterminée par trois facteurs qui sont :

- sa capacité d'intégrer l'économie mondiale via le commerce et l'investissement ;
- sa capacité de maintenir des finances publiques soutenables et sa monnaie stable ;
- et sa capacité de mettre en place un environnement institutionnel dans lequel les contrats peuvent être appliqués et les droits de propriété peuvent être protégés.

Ainsi, s'ouvrir à l'économie mondiale à travers la libéralisation commerciale va contribuer à la croissance en créant des marchés pour y exporter les biens.

L'ouverture commerciale est-elle toujours bénéfique pour une économie?

Il y a un très grand consensus entre économistes que la libéralisation économique apporte des gains économiques significatifs et que les pays ayant des barrières commerciales faibles connaissent une croissance économique plus rapide.

Mais, à côté des bienfaits, l'ouverture a aussi ses méfaits. Ainsi, une libéralisation des échanges extérieurs rapide peut entraîner des problèmes de balance des paiements à court terme mais aussi avoir des conséquences négatives sur le tissu économique national à moyen terme, avec de graves conséquences sociales et politiques. L'ampleur du choc pourrait nécessiter une intervention de financement externe pour y faire face. De ce fait, l'ouverture commerciale peut être risquée, et nécessite alors un besoin de financement exceptionnel pour les pays où la restructuration de l'économie, à cause de ses rigidités

²Cet indicateur fait l'objet de plusieurs critiques puisque le numérateur quantifie une production et le dénominateur une valeur ajoutée. C'est pourquoi il dépasse 100% pour certains pays.

mais aussi de sa vulnérabilité, requiert des mesures progressives de libéralisation.

Cet article se compose des parties suivantes : dans une première partie, on va aborder les principaux épisodes de la politique commerciale au Maroc et comment cette politique a alterné entre la substitution des importations et la promotion des exportations. Une seconde partie est consacrée à l'analyse des différents indicateurs macroéconomiques relatifs au commerce extérieur. Enfin, la formalisation de la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale est abordée dans une troisième partie.

“ Les principaux épisodes de la politique commerciale au Maroc ”

Le Maroc est un pays qui entretient des relations commerciales importantes avec plusieurs pays et a mis en œuvre, à différentes périodes, deux différentes stratégies commerciales qui sont la promotion des exportations et la substitution des importations. Mais, ses échanges avec l'extérieur sont sensibles aux fluctuations de la conjoncture internationale qui constitue avec les aléas climatiques les défis majeurs de l'économie marocaine qui en souffre énormément. C'était le cas lors des chocs pétroliers de 1973 et 1979 et c'est le cas aujourd'hui des années de sécheresse qui ont marqué les trois dernières décennies.

En termes de politique et de stratégie commerciale, le Maroc, à l'instar de nombreux PVD, a adopté à l'aube de son indépendance une politique d'industrialisation basée sur un degré très limité d'ouverture internationale. Ainsi, il a élaboré des plans de développement mettant en œuvre, selon les circonstances, des politiques de substitution des importations et des politiques de promotion des exportations.

Industries de substitution aux importations

Pour réaliser sa stratégie commerciale fondée sur la protection et la substitution aux importations, le Maroc a élaboré, en 1967, un programme général des importations (PGI) caractérisé par une protection très élevée pour réglementer les importations marocaines. Ce programme a été caractérisé par la présence de trois listes qui sont :

- liste A des produits libres à l'importation ;
- liste B des produits autorisés à l'importation moyennant une licence ;
- liste C des produits interdits à l'importation.

Cette politique de substitution des importations a été appliquée dans les différents plans de développement économique et social élaborés par le Maroc. Le tableau qui suit présente les différents plans au cours desquels l'accent a été mis sur cette stratégie:

Plan	Industrie de substitution
1960-1964	X
1965-1967	X
1968-1972	X
1978-1980	X
1981-1985 ³	X

Source : Hamdouch (1990)

Ainsi, le planificateur marocain a décidé dès le plan quinquennal 1960-1964 de promouvoir une industrie de substitution des importations pour créer une industrie génératrice de possibilités d'emploi et de limiter l'hémorragie des devises étrangères occasionnée par les opérations d'importation. Parmi les industries qui ont profité le plus des politiques de substitution des importations, on trouve l'industrie agroalimentaire.

Promotion des exportations

Dès le plan triennal 1965-1967, il est apparu une volonté d'élargissement et de diversification du tissu productif national par l'adoption de mesures de promotion des exportations. De plus, les contraintes liées à la crise de l'endettement qui a marqué le monde au début des années 80 et la mise en œuvre du processus de Washington ont eu des échos chez les autorités économiques marocaines. Ainsi, ont été élaborées des politiques de promotion des exportations et d'ouverture sur l'extérieur.

Ce choix a été confirmé par le dernier plan quinquennal 2000-2004 à travers lequel le Maroc a essayé de relancer une croissance tournée davantage vers les marchés extérieurs et a compté beaucoup sur le secteur privé et l'initiative privée pour accélérer le rythme de croissance.

Le tableau qui suit synthétise la chronologie d'élaboration

Plan	Promotion des exportations
1965-1967	X
1968-1972	X
1973-1977	X
1978-1980	X
1981-1985	X
1988-1992	X
2000-2004	X

Source : Hamdouch (1990) + notes personnelles

³L'application de ce plan quinquennal a été interrompue par la mise en œuvre du PAS en 1983.

des stratégies de promotion des exportations selon les plans de développement au Maroc:

De même, pour assurer une intégration de son économie à l'échelon mondial et éviter sa marginalisation du commerce international, le Maroc n'est pas resté spécialisé sur l'exportation de ses produits primaires, agricoles et miniers, mais il a procédé à une industrialisation de son agriculture en développant une agro-industrie utilisant des techniques de pointe.

Cependant, la période des années 80 a été reconnue, au Maroc, comme une décennie de réforme de toute la politique économique dont la composante commerciale. En effet, le PAS, signé en 1983, stipulait des réformes en matière du commerce extérieur. De même, l'adhésion, en 1987, au GATT traduisait la volonté publique en matière de libéralisation et d'ouverture. Cette dernière a procuré une plus grande crédibilité au processus de libéralisation commerciale déjà engagé. En 1992, une loi du commerce extérieur a été promulguée en compatibilité avec les obligations du GATT. A cet égard, le Maroc a quasiment éliminé tous les obstacles à l'exportation et seulement quelques produits demeurent soumis aux licences à l'exportation.

Pour les mêmes raisons, le Maroc a mis en place, depuis les années 1990, les « trophées des exportations » pour récompenser les entreprises actives dans le domaine des exportations et a créé, en 1995, des zones franches d'exportation (Zone de Tanger). Finalement, les exportateurs peuvent bénéficier des comptes en dirham convertibles (à hauteur de 20% des revenus des exportations).

Aspect international de l'ouverture commerciale du Maroc

Cet aspect universel s'est concrétisé par l'adhésion au GATT en 1987 et la conclusion de plusieurs accords multilatéraux dont celui avec l'Union européenne visant la création d'une zone de libre échange à l'horizon 2012 (le démantèlement se fait selon un calendrier respectant la nature des produits). Ces deux faits marquants sont une expression de l'intention du Maroc à libérer son commerce extérieur et à s'ouvrir sur l'extérieur.

Egalement, le dispositif d'intégration régionale adopté par le Maroc a donné naissance à d'autres initiatives, telle que la zone de libre échange avec la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie (Processus d'Agadir) et la Turquie.

Du côté de l'Union du Maghreb Arabe (UMA),

des rivalités d'ordre politique concernant le Sahara marocain sont à l'origine de l'échec de toute tentative de renforcement des échanges commerciaux.

Le couronnement de ce choix libéral de l'économie marocaine a été déclaré par la signature d'un accord de libre échange avec les Etats-Unis ouvrant ainsi

les portes de l'économie marocaine à la concurrence internationale.

De plus, ces efforts ont été accompagnés, en 1993, par la convertibilité du dirham pour les opérations courantes et, en 1996, par la création d'un marché de devise.

“ Analyse des différents indicateurs macroéconomiques relatifs au commerce extérieur ”

Les principaux indicateurs abordés sont essentiellement le taux de couverture et le taux d'ouverture.

Ainsi, le taux de couverture n'a jamais dépassé 70%⁴, à une exception près. Ce qui reflète, d'une part, le déficit commercial structurel que connaît le commerce extérieur marocain et, d'autre part, que les importations marocaines

n'ont jamais été couvertes par les exportations marocaines. Ceci s'explique, d'une part, par la faiblesse du tissu productif et, d'autre part, par une sensibilité à certaines contraintes extérieures dont les aléas climatiques, l'évolution des prix du pétrole ainsi que la conjoncture économique des principaux partenaires commerciaux.

Evolution des taux de couverture et d'ouverture de l'économie marocaine de 1981 à 2006 (unité : 10**6 DH)

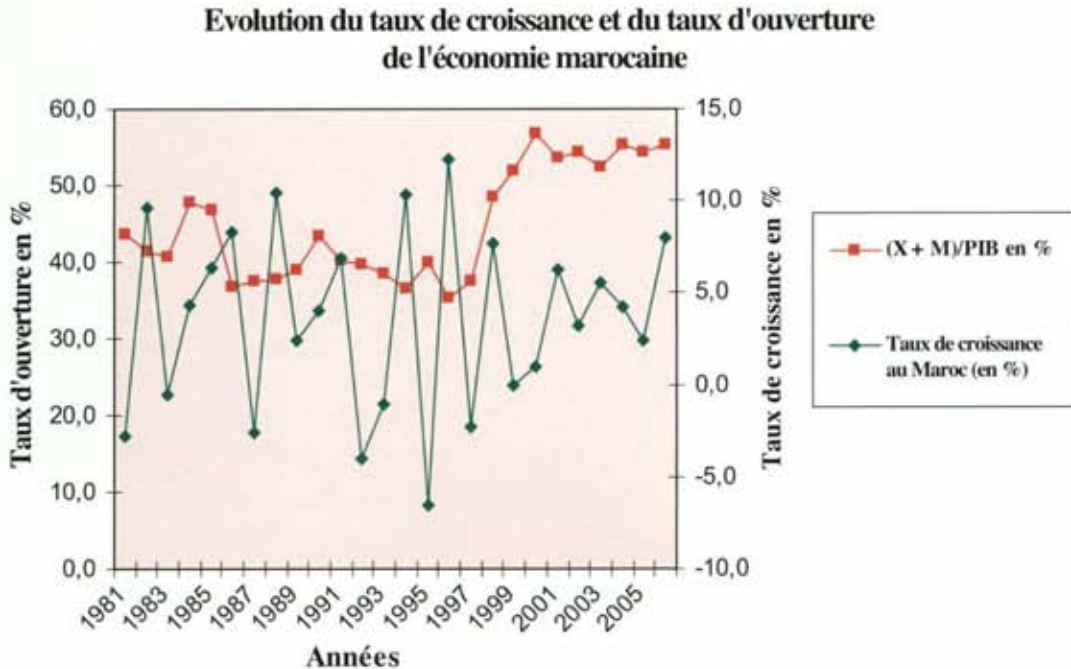
Années	Exportations	Importations	Taux de couverture (en %)	PIB	Taux d'ouverture (en %)	Taux de croissance au maroc (en %)
1981	12003	22455	53,5	79033,3	43,6	-2,8
1982	12440	25990	47,9	92906,9	41,4	9,6
1983	14724	25591	57,5	99143,4	40,7	-0,6
1984	19110	34639	55,2	112364,2	47,8	4,3
1985	21740	38676	56,2	129266,4	46,7	6,3
1986	22103	34610	63,9	154095,8	36,8	8,3
1987	23390	35271	66,3	155997	37,6	-2,5
1988	29751	39132	76,0	182389,8	37,8	10,4
1989	28271	46594	60,7	191399	39,1	2,4
1990	34858	57359	60,8	212518,2	43,4	4,0
1991	37283	60035	62,1	241355,5	40,3	6,9
1992	33959	63154	53,8	244041,2	39,8	-4,0
1993	34366	62228	55,2	250022,6	38,6	-1,0
1994	36552	66028	55,4	279584,2	36,7	10,4
1995	40240	72869	55,2	282467,1	40,0	-6,6
1996	41356	71963	57,5	319389,8	35,5	12,2
1997	44554	75021	59,4	318342,1	37,6	-2,2
1998	68607	98676	69,5	344005,4	48,6	7,7
1999	73617	105931	69,6	345593,8	52,0	-0,1
2000	78827	122527	64,3	354207,8	56,8	1,0
2001	80667	124718	64,7	383184,5	53,6	6,3
2002	86389	130409	66,2	397781,9	54,5	3,2
2003	83887	136070	61,7	419485,2	52,4	5,5
2004	87896	157921	55,7	443672,7	55,4	4,2
2005	99265	184379	53,8	522649	54,3	2,4
2006	111689	206997	54,0	575271	55,4	8

Source : Haut Commissariat au Plan et Office des Changes

Quant au taux d'ouverture, exprimé par le ratio $(X + M) / PIB$, il est passé de 40,7% en 1983, année de démarrage du PAS, à 39,8% en 1992, année de la fin du PAS. Ce n'est qu'après 1999 que les résultats des politiques adoptées commencent à se faire sentir.

⁴La seule performance de cet indicateur a été réalisée en 1988 lorsque ce taux a atteint 76%.

Graphique 1 : Taux de croissance et taux d'ouverture



Le graphique 1 donne une évolution comparative du taux de croissance et du taux d'ouverture de l'économie marocaine entre 1981 et 2006.

Dans une première vue, les deux courbes présentées dans ce graphique ne présentent aucune liaison fonctionnelle. Ce qui est conforme à certains travaux empiriques selon lesquels il n'y a aucune relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale.

Prise séparément, la courbe représentative du taux d'ouverture présente deux périodes différentes : la première allant de 1980 à 1997 pour laquelle le taux

d'ouverture moyen est de l'ordre de 39,4% ; alors que pour la deuxième période allant de 1998 à 2006, le taux d'ouverture moyen est de l'ordre de 53,8%. Une première explication est que cet événement est dû au changement d'enregistrement des exportations par l'Office de Change. En effet, à partir de 1998, les exportations sont publiées les admissions temporaires incluses.

Si l'on scinde la période 1981-2006 en deux périodes, l'une marquant le PAS et l'autre marquant l'après PAS, on aura le tableau suivant:

Croissance moyenne du PIB, des exportations et des importations, aux prix courants⁵

Périodes	1981-1992	1993-2006	1981-2006
PIB	11,1 (10,7) ⁶	5,7	7,3
Exportations	11,2 (9,9) ⁷	9,7	8,9
Importations	9,6 (9,5) ⁸	9,7	8,6

⁵Le raisonnement en prix courants a été inévitable en raison de l'inexistence de certains indices de prix pour déflater les séries en prix courants.

⁶Pour la période 1983-1992 relative au PAS.

⁷Idem.

⁸Idem.

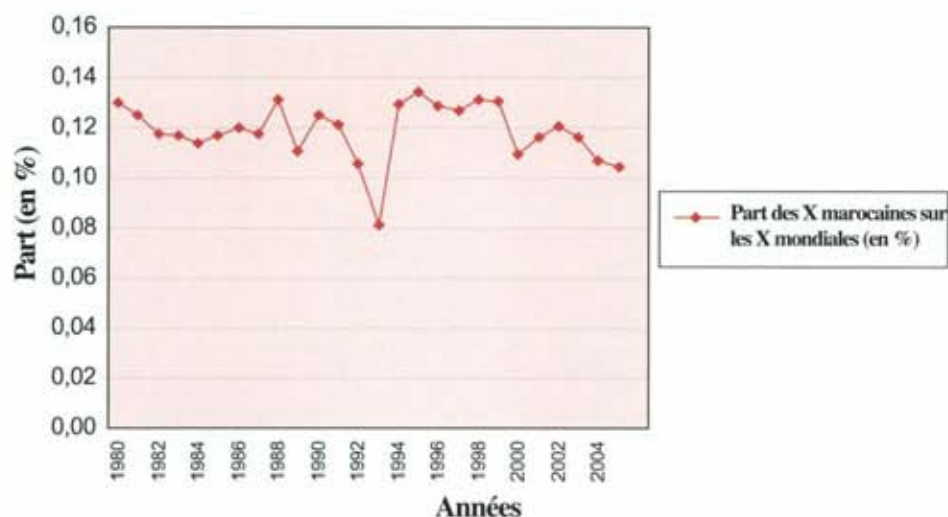
Sur la période 1981-2006, la croissance moyenne du PIB, aux prix courants, a été de l'ordre de 7,3%, alors que celle des exportations a été légèrement supérieure à celle des importations (8,9% contre 8,6%).

Aussi, une autre façon de voir les choses est de nous baser sur un autre critère d'intégration dans l'économie

mondiale. C'est la part des exportations marocaines dans celles mondiales.

Le graphique suivant donne l'évolution de la part des exportations marocaines dans les exportations mondiales.

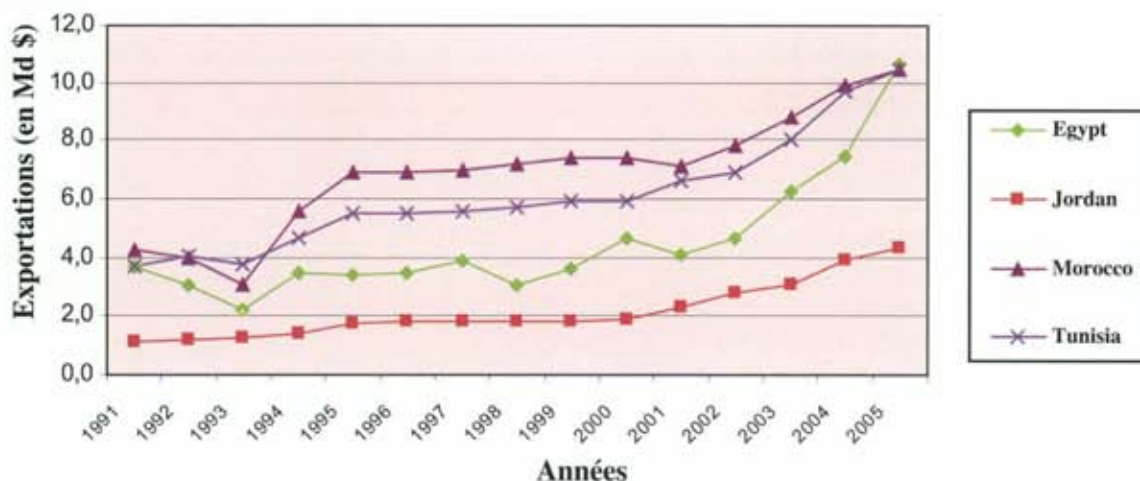
Part des exportations marocaines dans les exportations mondiales (en %)



Ainsi, malgré les allégations selon lesquelles l'économie marocaine est de plus en plus intégrée dans l'économie mondiale, on constate que les chiffres disent le contraire et que le Maroc est en train de perdre des parts de marché. Pour pallier au fait que le Maroc est un petit pays et ne

représente pas une « force » mondiale sur le marché des exportations, nous allons comparer les exportations marocaines à celles d'un certain nombre de pays à économie similaire.

Comparaison des exportations marocaines avec celles de certains pays similaires



D'après ce graphique, l'on remarque que les exportations marocaines, à l'instar des autres pays de cet échantillon, évoluent de façon ascendante mais de façon moins forte que celles de l'Égypte. De plus, les exportations du Maroc et de l'Égypte ont connu des difficultés en 2001 après les événements du 11 septembre alors que les autres économies de cet échantillon n'ont pas connu cette inflexion de leurs exportations.

Toutefois, il est à signaler que l'instabilité de la croissance économique au Maroc est due aux aléas climatiques qui

tendent à l'entraver mais aussi à la faible diversification des exportations. Ces dernières étaient basées essentiellement sur les produits bruts qui constituaient 47% des exportations marocaines pour la période 1971-1980 contre seulement 9% des demi-produits et 0,6% pour les produits finis d'équipement. L'importance des produits bruts s'est diluée pendant la dernière période en faveur des demi-produits qui ont constitué 25% des exportations.

Part de chaque groupe de produits par période (en %)

Groupes de produits	Exportations				Importations			
	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2006	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2006
Alimentation, Boissons et Tabacs	30,7	25,6	25,2	19,8	17,70	12,50	12,44	9,18
Énergie et lubrifiants	1,9	3,2	2,4	2,3	14,50	20,51	14,34	18,50
Produits Bruts	47,7	25,0	12,7	9,5	11,19	13,59	9,49	6,61
Demi-Produits	8,9	24,2	22,7	25,2	21,72	22,07	22,82	22,54
Produits Finis d'Équipement	0,6	1,7	5,5	7,5	24,49	22,04	24,21	21,04
Produits Finis de Consommation	10,2	20,3	31,4	35,5	10,02	9,30	16,68	21,98

Ce changement de structure n'a pas touché les importations puisque les parts des importations des demi-produits et des produits finis d'équipement n'ont pas franchi le seuil de 20%.

En ce qui concerne les caractéristiques géographiques

des échanges extérieurs marocains, ils sont destinés essentiellement à l'Union européenne et principalement vers la France qui constitue notre principal partenaire commercial aussi bien pour les exportations que pour les importations.

“

Formalisation de la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale ”

Pour expliquer la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale, différentes formulations ont été présentées dans la littérature spécialisée. Mais, dans cette partie, on va dresser uniquement les relations qui ont été estimées sur la base de données disponibles.

Certaines formalisations rencontrées dans la littérature économique⁹

Cette partie cite les différentes formalisations rencontrées dans la littérature économique ayant abordé cette question. Chacune de ces formalisations a essayé d'estimer l'impact du commerce extérieur sur le revenu en mettant en relation le taux de croissance ou le PIB par tête comme des variables dépendantes pour les expliquer en fonction des variables explicatives dont le ratio commerce/PIB ou

taux d'ouverture ($X + M/PIB$). Les mesures du commerce en volume sont largement utilisées et sont candidates à l'application des séries temporelles¹⁰. Cependant, elles sont des variables endogènes, influencées par une gamme de facteurs qui ne dépendent pas de la politique commerciale tels que la taille du pays, la dotation des ressources naturelles échangeables, l'étendue et la facilité des flux du capital.

Elles sont endogènes au revenu, puisqu'il est possible aux pays les plus riches de libéraliser les tarifs douaniers étant donné leur base fiscale intérieure développée, alors que les pays les plus pauvres dépendent souvent des taxes commerciales pour leurs recettes gouvernementales.

⁹Cette revue de littérature est classée par ordre chronologique de la publication de la référence ayant traité cette formalisation.

¹⁰A noter, qu'au stade empirique, tous les auteurs ont utilisé des régressions cross-country et aucun d'eux n'a utilisé de l'économétrie sur des séries temporelles.

Formalisation de Frankel et Romer (1996 ; 1999)

L'utilisation des mesures des politiques commerciales des pays à la place de la part du commerce dans la régression ne résout pas le problème puisque les pays qui adoptent des politiques commerciales favorables au marché libre peuvent aussi adopter des politiques intérieures (des politiques fiscale et monétaire) stables et favorables au marché libre. De ce fait, puisqu'elles semblent affecter le revenu, les politiques commerciales des pays semblent être corrélées avec des facteurs qui ont été omis de l'équation du revenu. Ainsi, elles ne peuvent pas être utilisées pour identifier l'impact du commerce.

Ainsi, des régressions cross-country du revenu par personne ont été estimées en fonction du commerce international et la taille du pays par la méthode des variables instrumentales (VI) et comparés aux résultats des mêmes équations obtenus avec les estimations des MCO.

En conclusion, le tableau qui suit présente les résultats obtenus¹¹:

Commerce et revenu¹²

N° de la colonne	(1)	(2)	(3)	(4)
Type d'estimation	MCO	VI	MCO	VI
Constante	7,4 (11,21) ¹³	4,96 (2,25)	6,95 (6,2)	1,62 (0,42)
Part du commerce	0,85 (3,4)	1,97 (1,99)	0,82 (2,56)	2,96 (1,98)
Log (Population)	0,12 (2)	0,19 (2,11)	0,21 (2,1)	0,35 (2,33)
Log (Superficie)	-0,01 (-0,16)	0,09 (0,9)	-0,05 (-0,62)	0,2 (1,05)
Taille de l'échantillon	150	150	98 ¹⁴	98
R ²	0,09	0,09	0,11	0,09

La colonne (1) est une régression MCO de l'équation :

$$\ln(\text{Revenu par tête}) = a + b * (\text{Part du commerce}) + c_1 * \ln(\text{Population}) + c_2 * \ln(\text{Superficie}) + u_i$$

La colonne (2) est une régression VI de la même équation (en utilisant des variables instrumentales) où la part du commerce est traitée comme endogène et la variable (part du commerce construite) est utilisée comme instrument¹⁵. Ainsi, les résultats obtenus suggèrent qu'examiner le lien entre le commerce et le revenu en utilisant la méthode MCO atténue l'effet du commerce au lieu de l'amplifier.

Formalisation de Siroën (2000)

Cette formulation est une autre version de la précédente puisqu'elle met en relation les mêmes variables. Cette relation est de la forme suivante:

$$y = c + a * \text{Log}(x_1) + b * \text{Log}(x_2) + \varepsilon \quad (1)$$

Avec :

y : le taux d'ouverture ;

x1 : la population ;

x2 : PIB par tête.

¹¹Frankel & Romer (1999); p : 387

¹²La variable dépendante est Ln(Revenu par tête) en 1985.

¹³Les chiffres entre parenthèses sont les t-Student.

¹⁴Les 98 pays sont considérés par Mankiw et cités par Frankel et Romer (1999).

¹⁵Les colonnes (1 et 2) et (3 et 4) désignent la même chose pour des tailles d'échantillon différentes.

L'estimation de cette équation par la méthode MCO sur un échantillon de pays a donné :

$$y = 5,5 - 1,5 * \text{Log}(x_1) + 15 * \text{Log}(x_2) \quad (2)$$

Contrairement à la théorie économique qui prône les bienfaits de l'ouverture commerciale sur la croissance économique, qui pousse les producteurs nationaux à produire pour l'exportation ou pour faire face aux importations sur les marchés locaux, les résultats des estimations des différentes études empiriques rencontrées en littérature économique ne concluent rien sur la relation existante entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Ainsi, si certains auteurs ont confirmé l'existence d'une relation positive entre ces deux variables, d'autres auteurs trouvent une relation négative ou obtiennent des résultats qui ne leur permettent pas de conclure sur le type de relation existant. Pour plus de détails sur les résultats trouvés, se reporter à l'annexe de ce travail.

A noter que les formulations précédentes ont été citées à titre indicatif pour donner une idée sur la liste et la nature des variables nécessaires pour faire un tel exercice. De ce fait, nous n'avons nullement ni l'intention ni les moyens de les estimer.

A travers les formulations antérieures, il apparaît que les équations de Frankel et Romer mettent le revenu par tête comme variable expliquée et la variable relative au commerce comme variable explicative.

Siroën a adopté une autre logique et a mis la variable taux d'ouverture comme variable expliquée et le PIB par tête comme variable explicative.

Formalisation de la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale sur la base de données empiriques

- Utilisation des séries temporelles

En utilisant les séries temporelles, l'estimation de cette équation a donné les résultats suivants :

$$TX_CROISS = 4,25 - 0,01 * TX_OUVERT$$

(0,6) (-0,11)

$$R^2 = 0,0005 \quad \text{et } (.) \text{ sont les t-Student}$$

Ainsi, d'après les statistiques t-Student, les paramètres de cette spécification sont statistiquement nuls. De ce fait, le taux de croissance est un bruit blanc. Ce résultat a été déjà vu dans un graphique précédent (chapitre I) où la courbe représentative du taux de croissance présente des dents de scie.

De même, la statistique Durbin-Watson (DW) est égale à 3,22 et indique qu'il y a une auto-corrélation négative des aléas. Pour pallier à ce problème, le recours au test de Newey-West est indispensable¹⁶.

Cette forme d'estimation a été évitée par presque tous les auteurs parce que le taux d'ouverture est une variable quasi-stable et n'a pas une variabilité significative. Ceci nous renvoie à l'utilisation de la régression cross-country pour laquelle les pays faisant partie de l'échantillon apparaissent en annexe.

Pour cela, on va procéder en deux étapes :

- dans un premier temps, la régression utilise la méthode des MCO ;
- dans un deuxième temps, on va utiliser les variables instrumentales.

- Estimation de la formulation utilisant la régression cross-country

Dans cette partie, on va refaire les estimations des spécifications formulées par Siroën et par Frankel et Romer sur des données relatives à 58 pays et sur des données statistiques relatives à l'année 2005.

*** Estimation de l'équation de Siroën**

Cette équation lie le taux d'ouverture au revenu par tête et à la population par la relation suivante :

$$y = c + a * \text{Log}(x_1) + b * \text{Log}(x_2) + \varepsilon$$

¹⁶Nous n'allons pas effectuer les corrections par la méthode de Newey-West parce que la régression utilisant les séries temporelles est rejetée en totalité dans ce type d'étude.

La variable « ouverture ajustée » est obtenue en utilisant les variables instrumentales et la méthode des moindres carrés.

Une première interprétation de ce résultat est que, en se basant sur les t-Statistiques, tous les coefficients sont statistiquement non significatifs et il n'y a pas d'évidence pour les retenir. Ceci ne veut pas dire que l'ouverture ne joue aucun rôle dans l'amélioration du revenu par habitant parce que personne ne peut nier les bienfaits de l'ouverture sur la croissance, mais c'est parce que la méthodologie, l'échantillon du pays, l'adéquation de la variable instrumentale ne sont pas tellement appropriés pour exprimer cette relation positive qui existe en théorie. De même, ce résultat peut être attribué à d'autres facteurs qui peuvent affecter le revenu et qui ont été omis de la spécification.

La relation entre ouverture commerciale et croissance économique est évidente mais non claire puisque ce sujet a montré sa complexité pour des raisons de mesure des variables, d'une part, et la diversité des résultats obtenus, d'autre part. En effet, malgré l'existence de nombreuses études empiriques dans ce domaine, il est facile d'être sceptique pour de nombreuses raisons :

- différentes études ont utilisé diverses mesures d'ouverture, différentes méthodologies et des échantillons de pays conduisant à des résultats qui peuvent différer pour n'importe quelle raison ;
- la plupart des recherches ont examiné la relation entre la croissance économique et les volumes du commerce et non pas les politiques commerciales dont la mesure pose des questions difficiles ;
- certaines régressions cross-country sur l'ouverture emploient le revenu par travailleur au lieu du revenu par personne ;
- parfois, il est difficile de savoir comment interpréter la corrélation observée entre les politiques commerciales et la croissance économique.

Toutefois, différents travaux se sont attachés à montrer pourquoi les relations entre ouverture commerciale et croissance économique sont très complexes et ils ont conclu qu'elles doivent être accompagnées par une combinaison d'autres politiques telles que :

- un bon fonctionnement, et de manière satisfaisante, des mécanismes de marché;
- existence de gouvernements capables de mettre en œuvre les réformes macro et microéconomiques qui doivent accompagner l'ouverture (réforme fiscale,

amélioration de l'accès des entreprises au financement, réforme juridique, ...etc.) ;

- la mise en place d'ajustements macroéconomiques pour absorber l'exposition aux chocs, surtout les chocs externes;
- la mise en place de fortes institutions chargées de :
 - atténuer les effets des différents chocs externes ;
 - répartir le revenu de façon équitable ;
 - gérer les conflits sociaux ;
 - établir la démocratie et appliquer les règles de l'Etat de droit.
- la lutte contre la corruption;
- la maîtrise de l'inflation;
- la politique d'investissement.

Pour ces raisons, les résultats des différentes études empiriques effectuées dans ce domaine, y compris la présente étude, ne permettent pas de conclure sur l'impact positif ou négatif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique car cet impact n'est pas l'affaire d'une mesure politique prise séparément telle que la suppression des barrières tarifaires et/ou non tarifaires mais c'est l'affaire d'un ensemble de mesures politiques à mettre en place pour assurer un bon fonctionnement des lois du marché dans l'économie et garantir un impact positif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique. ■

Références bibliographiques

- EDWARDS**, Sebastian (1993) :
Openness, trade liberalisation and growth in developing countries.
Journal of economic literature; Vol. XXXI; September; pp: 1358-1393.
- ESCRIBANO**, Gonzalo et **LORCA**, Alejandro (2003):
La politique commerciale du Maroc : entre libéralisation et modernisation.
Papier présenté lors du colloque du Groupe Euro-Méditerranéen à European Documentation and Research Center; Université de Malte; 12-13 septembre.
- FRANKEL**, Jeffrey A. and **ROMER**, David (1996) :
Trade and growth: An empirical investigation.
National Bureau of Economic Research (NBER); Working paper N° 5476; USA; March; 49 pages (<http://www.nber.org/papers/w5476>).
- FRANKEL**, Jeffrey A. and **ROMER**, David (1999) :
Does trade cause growth?
The American Economic Review; Vol.89; N° 3; June; pp: 379-399.
- HAMDOUCH**, Bachir (1989) :
La politique des échanges extérieurs au service de la nouvelle politique industrielle au Maroc.
Colloque organisé par l'INSEA sur "Politiques de sortie de crise et relations Nord-Sud"; pp: 145-158; Edition SMER ; Rabat.
- HAMDOUCH**, Bachir (1990) :
Politiques de développement et d'ajustement au Maroc à l'épreuve de la crise.
Edition SMER ; Rabat ; 166 pages.
- IBRAHIMI**, Ahmed (1996):
Le nouvel ordre commercial mondial, problèmes et opportunités pour l'économie marocaine.
In «mondialisation de l'économie, intégration régionale et restructuration au Maghreb»; Union Maghrébine des Economistes; pp: 219-223.
- KRUEGER**, Anne O. (1978):
Alternative trade strategies and employment in LDCs.
American Economic Review; Vol. 68; Nashville (Tennessee); May; pp:270-274.
- NAUDET**, David (1994) :
Une analyse du degré d'ouverture internationale.
Economie internationale; N° 58; 2ème trimestre; pp : 53-81.
- OULAD EL FAKIR**, Ahmed (1996) :
Essai de modélisation des exportations et des importations par groupe de produits : cas de l'économie marocaine.
Mémoire pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Statisticien Economiste; INSEA; Rabat; Octobre; 142 pages.
- SIROEN**, Jean-Marc (2000): L'ouverture commerciale est-elle mesurable?
CERESA ; Université de Paris-Dauphine; Présentation au colloque « Ouverture économique et développement »; Tunis; 22-24 juin.
- WACZIARG**, Romain (1998) :
Measuring the dynamic gains from trade.
World Bank; Policy Research Working Paper N° 2001; November; 52 pages.
- WINTERS**, Alan L. (2003) :
Trade liberalisation and economic performance : An overview.
Centre for Economic Policy Research; London; June; 37 pages.
- Sources des données**
Fonds monétaire international :
Statistiques Financières Internationales. Différents annuaires.
- Haut Commissariat au Plan** (Royaume du Maroc) :
- Annuaire statistique du Maroc. Différents numéros.
- Comptes et agrégats de la nation 1980-2002 (base 1980).
- Office des Changes** (Royaume du Maroc) :
Balance commerciale. Différents numéros.
- OMC (Organisation mondiale du commerce)** :
Statistiques du commerce international. Annuaire de 2006.
Genève. http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/statis_f.htm

دفاثر النخـطيط

ولوج السكان القرويين للطريق المعبـدة

تساؤلات في الاقتصاد المغربي

تجربة المندوبية السامية للتخطيط
في مجال النمذجة الاقتصادية

نموذج ماكرو اقتصادي قياسي لإعداد توقعات
الحساب الجاري لميزان الأداءات
- حالة المغرب -

الآثار المباشرة لارتفاع أسعار البتـرول على الاقتصاد المغربي

هل هناك علاقة بين النمو الاقتصادي
والانفتاح التجاري؟



محتويات العدد

- **ولوج السكان القرويين للطريق المعبدة:
الوضعية والتفاوتات والانعكاسات السوسيو اقتصادية**
مولاي عبد الله السكراتي
- **تجربة المندوبية السامية للتخطيط في مجال النمذجة الاقتصادية**
عبد العزيز النهو وعياش خلاف
- **نموذج ماكرو اقتصادي قياسي لإعداد توقعات الحساب الجاري
لميزان الأداءات - حالة المغرب -**
جمال بختي
- **الآثار المباشرة لارتفاع أسعار البترول على الاقتصاد المغربي**
جمال بختي ومولاي علي الصادقي
- **هل هناك علاقة بين النمو الاقتصادي والانفتاح التجاري؟**
احمد أولاد الفقير
- **تساؤلات في الاقتصاد المغربي**
الحسن عاشي وخالد السقاط

دفاتر التخطيط تنشر المقالات حسب اللغة التي كتبت بها.
الكتاب مسؤولون على محتوى مقالاتهم.

الهاتف: 037 57 69 04
الفاكس: 037 57 69 02
ص.ب. 178، المي الإداري
الرباط - المغرب

الرئيس
أحمد المليمي علمي
المنذوب السامي للتخطيط

نائبين ورئاسة التحرير
أحمد الكروهن المغيلي

اللجنة العلمية

أحمد ابراهيمي
عبد الرحمان حواش
جميل البردعي
عبد اللطيف الفراخ
مصطفى أفير
أحمد اجميلة
جمال بورشاشن
محمد ادويش
علي العقاوي
عبد الحق علالات
عبد العزيز معلبي
مراد كرواني
محمد تعسوتي

الناشر

المركز الوطني للتوثيق
الهاتف: 037 77 10 32
037 77 09 84 / 037 77 30 08
الفاكس: 037 77 31 34
أكدال، الرباط

الإيداع القانوني
2004/139

منشورات

المنذوبية السامية للتخطيط
البريد الإلكتروني:
cahiersduplan@yahoo.fr
الموقع الإلكتروني:
www.hcp.ma

إنجاز

مير للنشر
الهاتف: 050 86 11 05 - الرباط

المطبعة

المعارف الجديدة
الهاتف: 037 79 47 08/09 - الرباط

ملخص



عبد العزيز النيهو وعياش خلاف م. س. ت



مولاي عبد الله السكّراتي - م. س. ت

تجربة المندوبية السامية للتخطيط في مجال النمذجة الاقتصادية

تمكن النماذج الاقتصادية من إعطاء لمحة ملخصة وواقعية للميكانيزمات المؤطرة للواقع الاقتصادي والاجتماعي وذلك بتبيان الأسباب المؤثرة في تطور هذا الواقع. وبذلك فإنها تمكن من إعطاء الفاعلين الاقتصاديين والمقررين السياسيين على وجه الخصوص نظرة أكثر وضوحا. وإدراكا منها بهذه الأهمية، فإن المندوبية السامية للتخطيط تعلق أهمية كبيرة على تطوير النماذج الاقتصادية لتلبية واجباتها من حيث التوقعات والتحليل ومحاكاة السياسات الاقتصادية. وتختلف هذه النماذج من واحدة لأخرى وفقا لإطارها المحاسبي، وطريقة تقديرها، وأسسها النظرية ومن خلال كونها ساكنة أو ديناميكية. والسبب في إعداد نماذج مختلفة هو أن كل نوع منها يستخدم لتلبية غرض محدد. فإنه لا يمكن تصور تحليل جميع الإشكاليات الاقتصادية من تنبؤ ومحاكاة واستشراف بنموذج واحد. وستمكن هذه الورقة من تقديم موجز لمختلف النماذج التي تستخدمها المندوبية السامية للتخطيط في تحاليلها للإقتصاد المغربي والمجهودات التي تبذل لتطويرها. ■

ولوج السكان القرويين للطريق المعبدة : الوضعية والتفاوتات والانعكاسات السوسيو اقتصادية

تعتبر الطرق المعبدة من المرافق الأساسية في تنمية العالم القروي لما تتيحه لساكنة هذا الوسط من إمكانية الولوج إلى الأسواق وفرص الشغل والخدمات الاجتماعية الأساسية كالتعليم والصحة والكهرباء والماء الصالح للشرب وغيرها،

بغية تقييم المجهودات المبذولة من طرف مختلف المتدخلين، من سلطات عمومية وجماعات محلية وهيئات المجتمع المدني لفك العزلة عن التجمعات السكنية القروية، تناول الإحصاء العام للسكان والسكنى لسنة 2004، من جملة المواضيع الجديدة التي تطرق إليها، المسافة التي تفصل بين المساكن القروية وأقرب طريق معبدة. وقد مكنت هذه المعطيات من توفير صورة شاملة حول الولوج للشبكة الطرقية المعبدة من حيث المستوى والتفاوتات الجغرافية والانعكاسات على ظروف عيش السكان القرويين.

حسب هذه الدراسة، فإن السكان القرويين يضطرون لقطع أربع كيلومترات كمسافة متوسطة للوصول إلى أقرب طريق معبدة. وبنسبة ولوج تقدر بـ 35% يتضح أن ثلثي السكان القاطنين بالوسط القروي تبعد مساكنهم الرئيسية عن الطريق المعبدة بمسافة تفوق الكيلومتر الواحد.

هذه الأرقام تشير إلى أن ظاهرة العزلة لازالت تمثل بالوسط القروي مستويات مرتفعة خاصة بالنسبة للتجمعات المتواجدة بالمناطق الجبلية أو المتاخمة لها، وهي وضعية تتطلب مضاعفة الجهود لتمكين السكان القرويين من الولوج، في ظروف ملائمة، للشبكة الطرقية المعبدة لما لذلك من آثار إيجابية على كافة مناحي حياتهم الاقتصادية والاجتماعية.

وتتجلى هذه الانعكاسات الإيجابية، حسب الدراسة. في تحسن مجمل المؤشرات الديموغرافية والاقتصادية والاجتماعية كلما ارتفعت نسب ولوج الساكنة القروية للطريق المعبدة. ■



نموذج ماكرو اقتصادي قياسي لإعداد توقعات الحساب الجاري لميزان الاداءات - حالة المغرب -

جمال بختي م. س. ت

أن توازن الحساب الجاري لبلد ما يعادل، في الواقع، التغير الصافي لثروته الخارجية.

وهكذا، فكل بلد يعرف عجزا في الحساب الجاري لميزان أداءاته يستورد جزءا من استهلاكه الحالي ويصدر جزءا من استهلاكه المستقبلي. وعلى عكس ذلك، كل بلد يتوفر على فائض في الحساب الجاري فإنه يصدر جزءا من استهلاكه الحالي ويستورد جزءا من استهلاكه المستقبلي. ومن هنا يكتسي هذا التحليل للحساب الجاري أهميته.

ويعرف الحساب الجاري لميزان الأداءات تطورات مهمة في الاقتصاديات المساعدة كما هو الحال بالنسبة للمغرب الذي عرف الحساب الجاري لميزان أداءاته تحسنا ملموسا خلال السنوات الأخيرة جراء التطور الإيجابي الذي عرفته بعض مكوناته وخاصة منها مداخل الأسفار وتحويلات المغاربة المقيمين بالخارج.

وبفضل هذا الارتفاع المتزايد في مكونات الحساب الجاري لميزان الأداءات المغربي تمكن الرصيد الجاري من المحافظة على توجهه الإيجابي انطلاقا من سنة 2001، مما أدى إلى دعم احتياطات الصرف وتمويل العجزات التجارية التي كانت تمول سابقا بالاقتراض الخارجي. وهكذا، ومن أجل التمكن من إدراك تطور الحساب الجاري في المدى القصير، تبرز أهمية إعداد النموذج الماكرو اقتصادي القياسي للحساب الجاري لميزان الأداءات المغربي. ■

يعرف الاقتصاد المغربي انفتاحا متزايدا كما تبينه المبادلات التجارية الخارجية التي هي في ارتفاع مستمر، لذا يكتسي إعداد نموذج ماكرو اقتصادي قياسي للحساب الجاري لميزان الأداءات أهمية خاصة باعتباره أداة للتحليل الاقتصادي وإعداد توقعات رصيد الحساب الجاري.

في هذا الإطار يندرج هذا العمل الذي يهتم إعداد نموذج ماكرو اقتصادي قياسي للحساب الجاري لميزان الأداءات المغربي، ويرتكز هذا النموذج على المقاربة الزمنية (l'approche intertemporelle) كما أعدها وطورها كل من Obstfeld و Rogoff (1995) فكما هو الشأن بالنسبة لكل نماذج تصحيح الحساب الجاري لميزان الأداءات التي تم إعدادها خلال العشرينات الأخيرة وخاصة في الدول المتقدمة، تتميز المقاربة المعتمدة في هذا العمل بكونها تأخذ بعين الاعتبار الصدمات الخارجية حيث تتفاعل معها بشكل ديناميكي.

وتكمن أيضا أهمية هذا النوع من النماذج في استجابتها لإعداد توقعات تطور وحجم القروض الخارجية بالنسبة للبلدان التي تمول عجزها التجاري عن طريق القروض. فعندما يستورد بلد ما أكثر مما يصدر، ولا يتمكن من تمويل عجزه التجاري بمداخله وتحولاته الصافية الواردة من الخارج، فلا بد له من أن يموله عن طريق القروض الخارجية. وبشكل معاكس، عندما تفوق صادرات هذا البلد وارداته، فإنه يقرض شركاءه التجاريين لتمويل عجزهم التجاري. ويتبين من خلال هذا

ملخص



جمال بختي ومولاي علي الصادقي م. س. ت

الآثار المباشرة لارتفاع أسعار البترول على الاقتصاد المغربي

هذه المادة في السوق الدولية على أسعارها الداخلية إلا بشكل جزئي، وبرزت آثارها الاقتصادية بشكل جلي خاصة في ارتفاع نفقات صندوق المقاصة وتفاقم العجز التجاري. لتقييم الآثار المفترض وقوعها في حالة ارتفاع أسعار البترول في السوق الوطنية بنفس وتيرة ارتفاعها في السوق الدولية على الاقتصاد المغربي، تعتمد هذه الدراسة على النموذج الماكرو اقتصادي القياسي المفكك الذي أعدته المندوبية السامية للتخطيط عن الاقتصاد المغربي لمحاكاة أثر الزيادات المتتالية في سعر هذه المادة منذ 2004. وكذلك، تبين هذه الدراسة مدى تطور أسعار البترول في السوق الدولية، وتطور الفاتورة البترولية للمغرب وكذا ارتفاع نفقات صندوق المقاصة المخصصة للمواد البترولية.

يتبين من خلال هذه الدراسة أن الزيادة في أسعار البترول تعيق النمو الاقتصادي بالمغرب. وللحد من هذه الآثار السلبية على الاقتصاد المغربي، يبدو من الضروري بذل المزيد من الجهود لتحسيس المستهلكين بأهمية ترشيد استعمال الطاقة والاقتصاد فيها، وكذا تبني سياسات طاقة تتمحور حول تنوع مصادر الطاقة، كتطوير استعمال الغاز الطبيعي في المنظومة الاقتصادية والصناعية بالبلاد لضمان استمرار التزود والاستفادة من خصائصه، وتطوير الطاقة المتجددة واستغلال الإمكانيات الهيدرومائية في إطار سياسات السدود. ■

تعتبر الطاقة عاملا أساسيا في التنمية الاقتصادية والاجتماعية بالمغرب، حيث تستعمل بنسبة 65% لإنتاج السلع والخدمات وبنسبة 35% في الاستهلاك النهائي للأسر. من أجل ضمان استمرار تزويد البلاد بالطاقة، هدفت السياسات المتبعة في هذا الميدان خلال العشرية الأخيرة إلى تعدد وتنوع أشكال الطاقة المستعملة، فتوجت بانخفاض نسبة البترول في مجموع استهلاك الطاقة من 95% في السبعينيات إلى 60% في سنة 2005.

فنظرا لتوفر المغرب على موارد طاقة محدودة، ولتزايد استهلاكه من هذه المادة، تصل وارداته الطاقية إلى حوالي 90% من مجموع احتياجاته من هذه المادة، حيث شكلت وارداته من المواد الطاقية 20% من مجموع واردات سنة 2007، وبلغت واردات البترول الخام 51% من مجموع واردات المواد الطاقية.

وهكذا فإن البترول الذي يعد من أهم مصادر الطاقة المستعملة بالمغرب، قد اتخذت أسعاره في السوق الدولية منحى تصاعديا خلال السنوات الأخيرة، حيث ارتفع متوسط سعر البرميل من 28.5 دولار سنة 2003 إلى أكثر من 140 دولار في يوليو 2008. وللحد من الآثار السلبية لارتفاع هذه الأسعار على النمو الاقتصادي بالمغرب وكذا القدرة الشرائية للمستهلك، تكفلت الدولة بتحمل جل الزيادات التي عرفها سعر البترول خلال السنوات الأخيرة. لهذا، لم تنعكس الزيادات في أسعار



احمد أولاد الفقير . م . س . ت

هل هناك علاقة بين النمو الاقتصادي والانفتاح التجاري؟

- تبني تعريف مختلفة لقياس الإنفتاح واختلاف المناهج وعينات البلدان قيد الدرس؛
- هذه الدراسات فحصت العلاقة بين النمو الاقتصادي وحجم التجارة الخارجية وليس السياسات الاقتصادية المتعلقة بالتجارة الخارجية؛
- بعض الدراسات استعملت الدخل لكل عامل في حين أن أخرى استعملت الدخل الفردي لكل فرد؛
- صعوبة تفسير النتائج المحصل عليها بواسطة استعمال الإقتصادي القياسي.
- وتبقى العلاقة بين النمو الاقتصادي والإنفتاح التجاري غير ذي جدوى وغير واضحة في غياب سياسات أخرى مثل:
 - عمل جيد لميكانيزمات السوق؛
 - وجود حكومات قادرة على وضع إصلاحات اقتصادية موازية للإنفتاح الاقتصادي (إصلاح ضريبي، إصلاح قضائي، تسهيل ولوج القطاع الخاص إلى مصادر التمويل، التحكم في التضخم، محاربة الرشوة، سياسة استثمارية... إلخ؛
 - وضع سياسات تقويمية في حالة تعرض الإقتصاد إلى هزات خارجية؛
 - وضع مؤسسات قوية قادرة على؛
 - تخفيف آثار الهزات الخارجية؛
 - تقسيم عادل للدخل؛
 - تدبير الصراعات الإجتماعية؛
 - السهر على الديمقراطية وتطبيق قواعد دولة القانون.
- لهذه الأسباب، فإن كل الدراسات المنجزة في هذا المجال لا يمكن من الجزم بوجود أثر إيجابي أو سلبي للإنفتاح التجاري على النمو الاقتصادي، لأنه -وبكل بساطة- هذا الأثر ليس عمل سياسة اقتصادية واحدة بمعزل عن السياسات الاقتصادية الأخرى. ■

تعتبر التجارة الدولية محركا مهما للنمو الإقتصادي لبلد ما. وهذه الفكرة وإن نسبت إلى آدم سميث فإنها لم تكن أكثر شعبية خلال فترات طويلة من القرن العشرين. لكن مع حصول البلدان المستعمرة على إسقلالها، احتد النقاش حول السياسة الإقتصادية الواجب اتباعها من طرف هذه الدول، فانقسم رجال الإقتصاد بين تيارين اثنين هما (1) تحقيق التنمية الموجهة إلى الداخل والمدعومة بسياسات التصنيع المرتكزة على تدابير حمائية عالية ودرجة محدودة من الإنفتاح التجاري و (2) التنمية الموجهة إلى الخارج.

وقد انتهى هذا الجدل بانتصار دعاة التيار الثاني بحيث أوصى الإقتصاديون المهتمون بالدول الفقيرة - بإلحاح - ضرورة نهج استراتيجيات للتنمية معتمدة على إصلاحات للسياسات الإقتصادية وموجهة لإقتصاد السوق. ومن ركائز هذه الإستراتيجيات تقليص الحواجز على التجارة (سواء كانت هذه الحواجز جمركية أو غير جمركية) وانفتاح التجارة الخارجية على المنافسة الأجنبية.

ويفسر هذا التغيير في السياسات الإقتصادية بعدد من العوامل بالدول، لكن أيضا بالضرر الذي يعرفه النمو الإقتصادي بسبب الإفراض في إحلال الواردات. هذا التوجه في تبني سياسات الإنفتاح زكته «اتفاقية واشنطن» التي ركزت على ثلاثة أشياء رئيسية هي: التحرير (للتجارة الخارجية والداخلية) والإستقرار الإقتصادي (محاربة التضخم) والخصوصية (للمؤسسات العمومية وتقليص دور الدولة في النشاط الإقتصادي).

أما العلاقة بين النمو الإقتصادي والإنفتاح الخارجي فهي بديهية لكن غير واضحة. وقد بيننا في هذه الورقة مصادر الصعوبة التي عرفتها جميع الأبحاث في هذا الميدان من قياس المتغيرات إلى تعددية النتائج المحصلة عليها. ومن أسباب هذه الصعوبات مايلي:



الحسن عاشي وخالد السقاط - المعهد الوطني للإحصاء - م.س.ت

تساؤلات في الاقتصاد المغربي¹

يعتمد هذا الكتاب على مقارنة تحليلية تتوخى تجاوز الوصف السطحي لمختلف المحطات التي شهدتها الاقتصاد المغربي ليضع الأسئلة الوجيهة التي من شأنها أن تساعد على استكشاف المحددات البنوية للصيرورة التي ميزت الاقتصاد خلال العقود الأربعة الأخيرة. ويرتكز الكتاب، من أجل إجراء هذه المقاربة على الأدوات الحديثة للتحليل الاقتصادي وعلى مزيج منسجم من الدروس النظرية والخلاصات المستقاة من تجارب دول أخرى ذات اقتصاديات قابلة للمقارنة مع الاقتصاد المغربي. يتوجه هذا الكتاب إلى صانعي القرار المهتمين بالشأن الاقتصادي بالقطاعات العام والخاص، كما أنه يستهدف الباحثين والطلبة والمهتمين بالاقتصاد المغربي أو باقتصاد التنمية بشكل عام. ويعتمد على أسلوب بيداغوجي من خلال تقديمه للأدوات التحليلية بشكل بسيط قبل تطبيقها على الاقتصاد المغربي حتى يتأتى للباحثين بشكل ميسر، تحيين تحليلهم للاقتصاد المغربي أو تطبيق نفس الأدوات التحليلية على اقتصاد دول نامية مشابهة.

يعالج أيضا دور الحكامة الجيدة بمختلف مكوناتها في التأثير على وتيرة التنمية الاقتصادية.

الخلاصات الكبرى

نمو اقتصادي ضعيف وغير مستقر: لغز أم نتيجة منطقية؟

يشكل النمو الاقتصادي واحدا من الأهداف الأساسية للسياسة الاقتصادية باعتباره شرطا ضروريا لخلق فرص الشغل وتحسين مستوى عيش الأفراد، إن نقطة إضافية واحدة في معدل النمو الاقتصادي خلال عدة سنوات قد يكون لها أثر بالغ الأهمية في مسار اقتصاد بلد ما. فعلى سبيل المثال، فإن مضاعفة الناتج الداخلي تستغرق مدة 40 سنة إذا كان معدل النمو لا يتجاوز نسبة 1,7% سنويا. في حين أن مدة 26 سنة كافية لمضاعفة الناتج الداخلي إذ كان معدل النمو يصل سنويا إلى نسبة 2,7%، والحال أن هذين المعدلين ضعيفين معا في حالة بلد نامي مثل المغرب، إن مضاعفة الناتج الداخلي هدف يمكن بلوغه خلال 14 سنة فقط

محتوى الكتاب

يعتبر النمو الاقتصادي بالنظر لأهميته ضمن محددات مستوى الرفاه الاجتماعي، سؤالا محوريا يهيكل مضمون الكتاب. وينقسم إلى أربعة أجزاء. يقدم الجزء الأول تقييما لمختلف دعائم الاقتصاد (المكونات القطاعية، توفر عوامل الإنتاج والفضاء المؤسساتي) ودورها في مسار النمو بالمغرب. أما الجزء الثاني فينكب على دور القطاعات الاقتصادية الرئيسية (الفلاحة، الصناعة والخدمات) من خلال تحليل بنية هذه القطاعات ومقوماتها، ورصد المحددات الأساسية لنجاحاتها. أما الجزء الثالث، فهو مخصص لعوامل الإنتاج (الرأس المال البشري، والرأس المال الثابت) متسائلا عن ثنائية الوفرة (الجانب الكمي) والجودة (الجانب الكيفي) ودورها في التأثير على مسار النمو الاقتصادي للمغرب. وأخيرا، فإن الجزء الرابع يتطرق لدور السياسات الاقتصادية والعوامل المؤسساتية في تفاعلها مع التنمية الاقتصادية، فبالإضافة إلى فحصه للسياسة التجارية وسياسة سعر الصرف فإن هذا الجزء

¹ مطابع لهرمتان، باريس 2007

فلاحة مرتبطة بالتقلبات المناخية وسياسة فلاحية غير مواتية

كما سبقت الإشارة إلى ذلك فإنه عادة ما يتم تفسير تدني مستوى الإنتاج الفلاحي وتذبذبه من سنة لأخرى بالظروف المناخية وتعاقب سنوات الجفاف، والحقيقة أن هذا العامل لا يشكل السبب الأوحده في هذه الوضعية؛ بل من الخطأ أن يذكر هذا العامل الطبيعي بشكل منفرد وبمعزل عن السياق العام لوضعية الفلاحة بالمغرب.

في الحقيقة هناك جملة من العوامل والمتغيرات الاقتصادية المتداخلة والتي تآثر سلبا ليس على مستوى الإنتاج الفلاحي فحسب، بل على درجة هشاشة هذا الأخير وارتباطه الشديد بالعوامل المناخية. وتتجلى هذه العوامل على سبيل المثال لا الحصر في بنية الملكية العقارية للأراضي الفلاحية وعلى سياسة تعبئة المياه الموجهة للري، بالإضافة إلى طبيعة النظام التحفيزي التي تعتمد عليه الدولة من أجل النهوض بالقطاع الفلاحي. إن هذه العوامل، وفي مقدمتها النظام التحفيزي المعتمد، تؤثر بشكل سلبي على سلوك الفلاحين وعلى اختياراتهم للمزروعات، بالإضافة لمساهمتها في تقييد العادات الغذائية للمستهلك.

لقد استجاب الفلاحون في ظل نظام الأسعار المضمونة لفائدة منتجي القمح الطري بتوسيع المساحات المخصصة لهذه الزراعة ليس فقط باللجوء إلى أراضي أقل خصوبة، مما أضعف إنتاجيتهم، بل قاموا بذلك على حساب مزروعات أخرى أكثر مقاومة للجفاف، وكنتيجة لهذا السلوك فإن وضعيتهم أصبحت أكثر هشاشة وأشد تأثرا بالتقلبات المناخية.

إن هذه الخلاصة تشير إلى عدم نجاعة السياسة الفلاحية المتبعة بالمغرب وضرورة إعادة هيكلتها من أجل صياغة إطار تحفيزي مناسب، ويبدو أن إعادة تخصيص الإعانات من أجل توجيهها لتمويل الخدمات الفلاحية ودعم الاستثمار في العالم القروي أمر لا مناص منه من أجل تحسين مردودية الفلاحة المغربية من جهة، وتنويع الأنشطة القروية من جهة أخرى.

قطاع صناعي مضطرب في التخصص، إنتاجيته متدنية وتنافسيته ضعيفة.

إن رصد قطاع الصناعات التحويلية بالمغرب من خلال تتبع فروعه الوازنة على مستوى التشغيل، أو القيمة المضافة، أو القدرات التصديرية يوضح أن ثلاثة فروع (الصناعات النسيجية، الصناعات الغذائية، والصناعات الكيماوية) تعتبر الأكثر أهمية

إذا كان معدل النمو مستقرا في نسبة 5%.

إن هذه الأرقام البسيطة توضح بشكل جلي مدى أهمية تحقيق نمو اقتصادي مرتفع، ومستقر خلال فترة زمنية طويلة. كما أنها تبين أن فهم العوامل المؤثرة في إنتاج معدلات التنمية يصبح موضوعا مركزيا يطرح بالحاح على الاقتصاديين وعلى صانعي القرار.

إن ما يميز مستوى النمو الاقتصادي بالمغرب خلال الـ 25 سنة الماضية هو ضعفه مقارنة بدول أخرى مشابهة وعدم استقراره بحيث أنه يتأرجح بين مستويات متفاوتة من سنة لأخرى. فما هي العوامل التي تفسر هذه الوضعية؟ وماذا على المغرب فعله لتجاوز هذا الوضع والانتقال إلى وتيرة أسرع للتنمية الاقتصادية؟

يعتبر بعض المحللين أن الضغط الديمغرافي من أسباب ضعف معدلات التنمية الاقتصادية بالمغرب. بيد أن فحصا دقيقا وموضوعيا للمعطيات المرتبطة بالتنمية يؤشر على نسبية هذا الطرح. إن تحليل تركيبة النمو الاقتصادي بالمغرب توضح أن مساهمة العامل البشري بقيت مستقرة خلال العقد الأخيرين رغم الانخفاض المهم الذي سجلته نسب الزيادة السكانية، بالمقابل فإن مساهمة كل من الرأسمال الثابت والإنتاجية الكلية للعوامل (والتي تمكن من قياس مدى تطور أساليب الإنتاج واستعمال التقنيات الحديثة) قد انخفضت بشكل محسوس خلال نفس الفترة.

إن إحدى الخلاصات الرئيسية للفصل الأول من الكتاب تكمن في أن وتيرة النمو بالمغرب تأثرت بشكل كبير بحجم الساكنة القروية التي تعتمد في عيشها على الأنشطة الفلاحية، خصوصا وأن هذه الساكنة تتميز بضعف مستوى رأسمالها البشري وقدرتها المحدودة على تعبئة الموارد الضرورية للاستثمار المنتج. إذا أضفت هذه المعطيات البنيوية إلى العامل الطبيعي المتمثل في تعاقب سنوات الجفاف فإن النتيجة تصبح حتما إنتاجية فلاحية ضعيفة، ونموا اقتصاديا ضعيفا ومتقلبا.

إن ترتيب هذه العوامل مسألة مهمة جدا، ولا يمكن بحال من الأحوال تغليب العامل الطبيعي، أو إفراده بالمسؤولية والتغاضي على العوامل الأخرى التي يمكن للسياسة الاقتصادية أن تؤثر فيها عبر نهج الاختيارات المناسبة في مجالات البنيات التحتية، والتعليم والتكوين، والاستثمار والحد من إشكالية التمويل البنكي للمشاريع القروية سواء أكانت في القطاع الفلاحي أو في قطاعات أخرى.

إن خلق شروط المنافسة عامل أساسي في تنمية القطاع الصناعي لكونه يجبر المقاولات على ترشيد تدبيرهم، ويحثهم على الرفع من إنتاجيتهم وتخصيص الموارد اللازمة لتمويل البحث والإبداع. وبالنظر للتجارب الدولية فإنه يبدو أن هناك علاقة تصاعدية بين وجود منافسة عالية في اقتصاد ما وقدرة وحداته الإنتاجية على تعزيز مواقعها في الأسواق العالمية، فالمنافسة الحقيقية في السوق الداخلية إنما تساهم في إعداد المقاولات لمواجهة المنافسة على المستوى الدولي.

وبالعودة للمغرب، فإن ضعف المنافسة هو ما يميز مجموعة من الصناعات التحويلية وفي مقدمتها صناعتي المنتجات الغذائية والكيميائية كما تكشف عن ذلك معدلات الأرباح المرتفعة التي تحققها الوحدات الإنتاجية المنتمة لهاتين الصناعتين. إن السبب، حسب التحليل الذي يقدمه الكتاب، يعود إلى عاملين. العامل الأول داخلي يتجلى في ضعف المنافسة بين المقاولات المحلية، والعامل الثاني يرتبط بمحدودية انفتاح هاتين الصناعتين على المنافسة الأجنبية بسبب مستويات الحماية الجمركية المرتفعة التي تتمتع بها.

وخلاصة القول فإن وجود منافسة شديدة وقوية داخل قطاع الصناعات التحويلية يؤثر بشكل إيجابي على إنتاجيتها، ذلك أن المنافسة الحادة لا تفضي فقط إلى انفتاح أكبر على الواردات وإنما تؤدي أيضا إلى توجه أقوى نحو الصادرات، ورغبة أشد لدى الوحدات الإنتاجية المحلية لغزو الأسواق من أجل تصريف منتجاتها.

الخدمات مخزون هائل من الفرص تحتاج إلى تعبئة أقوى

تعتبر تنمية الأنشطة الخدمية ذات أهمية كبرى خصوصا بالنسبة للدول النامية مثل المغرب. فالمحيط الدولي أصبح اليوم يتميز بعولمة الشركات ولجوءها إلى تجزيء مراحل الإنتاج المختلفة ثم توزيعها جغرافيا على بلدان متعددة بهدف تخفيض المستوى الإجمالي لتكاليفها، والرفع من إنتاجيتها. ويتم بالطبع التنسيق بين مختلف هذه المراحل انطلاقا من مصادر القرار بهذه الشركات العالمية.

و تبين التجارب الدولية، في هذا الإطار، أن الدول التي عززت من موقعها داخل السلسلة الإنتاجية العالمية وتمكنت من رفع جاذبيتها للاستثمار الأجنبي في مجالات متطورة، اعتمدت أساسا على تنمية كفاءتها في مجالات تكنولوجيا المعلومات والاتصال، إلى جانب تخفيضها للتكاليف المباشرة وغير المباشرة لنقل البضائع

خلال السنوات الأخيرة تماما كما كانت عليه قبل عشرين سنة. فرغم أن بنية قطاع الصناعات التحويلية عرفت بعض التطور، فإنه لم يرق بعد إلى مستوى من شأنه خلق ديناميكية جديدة في اتجاه تنويع إنتاج هذا القطاع والرفع من أهميته في الاقتصاد الوطني. إن مقارنة بنية القطاع الصناعي مع دول أخرى مثل تركيا أو البرتغال أو بعض الدول المتوسطية الأخرى، توضح أن قطاع الصناعات التحويلية بالمغرب أكثر تخصصا وأقل تنوعا. فما هي يا ترى الآثار المترتبة عن هذا التخصص المفرط؟ وهل يمكن اعتباره، بالضرورة ظاهرة سلبية؟

إن الإجابة على هذا السؤال ليست سهلة. فمن ناحية، يعتبر تكثيف التخصص في مجال إنتاجي معين شيئا مفيدا وإيجابيا إذا ما ترتب عنه تحقيق ما يعرف تحت مسمى «اقتصاديات الحجم» أي أن التخصص في هذه الحالة يؤدي إلى تخفيض تكلفة الإنتاج مما يساعد على تقوية تنافسية منتجات البلد في الأسواق الخارجية. إلا أن التخصص المفرط، من ناحية ثانية، قد يؤدي إلى هشاشة القطاع الصناعي بسبب مراهنته على عدد محدود من الفروع الصناعية مما يجعله معرضا لآثار أي تغير مفاجئ في الأسواق الداخلية أو الدولية.

ويعتبر هذا التخوف واردا في حالة المغرب خاصة وأنه راهن على فروع صناعية لا تتيح متسعا من الفرص على المستوى الدولي، فصناعة الألبسة في مواجهة مع المنافسة الدولية، وبالأخص من قبل الدول ذات الأجور المنخفضة والإنتاجية العالية مثل الصين والهند، بالإضافة لبعض دول أوروبا الشرقية. وقد زادت حدة هذه الوضعية منذ نهاية العمل باتفاقية الألياف والألبسة في بداية 2005.

أما بالنسبة للصناعات الغذائية فإن منافذها عرفت تقلصا هاما بسبب قيود السياسة الفلاحية المشتركة التي تنهجها دول الاتحاد الأوربي التي تعتبر الوجهة الأولى للصادرات المغربية، كما أن هذه الصناعات تعاني، من جهة ثانية، من الآثار السلبية لتقلبات الإنتاج الفلاحي على استقرار مصادر تموينها.

بعد تحليل بنية الصناعات التحويلية، فإن الفصل الثالث من الكتاب يولي أهمية خاصة بوضعية المنافسة داخل هذا القطاع بالمغرب نظرا للدور الأساسي الذي تلعبه في مسار النمو الاقتصادي. فإذا كانت السياسة الصناعية في رأي البعض ينبغي أن تعمل على تعضيد الوحدات الإنتاجية الوطنية الرائدة من أجل خلق «مقاولات رائدة بطل» على المستوى الوطني، فإن العديد من الحجج لا تؤكد هذا الرأي وتثبت أن هذه السياسة غير ناجعة.

تبين أن القدرة الاستيعابية لليد العاملة من طرف الاقتصاد يتأثر بشكل رئيسي بعنصرين أساسيين. يتجلى الأول في مدى وجهة السياسات الاقتصادية المنتهجة وبمدى جاذبية مناخ الاستثمار، بالإضافة إلى مستوى تأهيل اليد العاملة المترتبة بشكل مباشر عن أداء النظام التعليمي ومنظومة التكوين المهني.

أما العنصر الثاني فيتمثل في قدرة الفرقاء الاجتماعيين على تدبير المرحلة الانتقالية بشكل تعاقدي من أجل إعادة انتشار اليد العاملة من القطاعات الهشة تجاه قطاعات أكثر إنتاجية وتنافسية مما سوف يساعد على امتصاص الصدمات الداخلية والخارجية مثل آثار الانفتاح الاقتصادي أو تعاقب سنوات الجفاف.

ولا يمكن إنهاء هذه الخلاصة دون الإشارة إلى أن البطالة ليست إلا جانباً واحداً من الإشكالات التي تعرفها سوق الشغل بالمغرب. ذلك أن «قلة العمل» ظاهرة أخرى يعاني منها النشيطون المشتغلون خصوصاً بالوسط القروي حيث يقوم أفراد الأسرة بتوزيع الأشغال فيما بينهم حتى يتسنى للجميع المشاركة في الأنشطة الاقتصادية للأسرة حتى ولو كان ذلك على حساب إنتاجيتهم الفردية. أما المسألة الأخرى فهي الهشاشة الاقتصادية المفرطة التي تعاني منها فئة من النشيطين المشتغلين. فرغم مزاولتهم لنشاط اقتصادي، فإن وضعيتهم الاقتصادية لا تمكنهم من تغطية الحد الأدنى من حاجياتهم. فالأبحاث التي قامت بها المندوبية السامية للتخطيط تبين أن نسبة الفقر تصل إلى مستويات مرتفعة داخل أسر يشتغل أربابها في قطاعات مختلفة مثل الفلاحة، وقطاع البناء، والنقل...

وخلاصة القول فإن المسألة ليست فقط في خلق مناصب كيفما كانت حتى لو كان مردودها لا يكفي لتجاوز عتبة الفقر، وإنما في خلق فرص عمل حقيقية تمكن أصحابها من عيش كريم.

الاستثمار والتمويل: المعادلة الصعبة

بخصوص عامل رأس المال، فقد تحسنت قدرة الاقتصاد المغربي على تعبئة الموارد المالية بشكل ملحوظ خلال السنوات الأخيرة، بيد أن عملية تحويل الادخار الوطني إلى استثمارات منتجة ماتزال تطرح بعض الإشكالات بسبب إكراهات النفاذ إلى التمويل البنكي وتكلفته بالنسبة للمقاولات، بالإضافة لضعف مصادر التمويل البديلة

ويبدو أن هذه الإكراهات تشمل بشكل خاص المقاولات الصغرى والمتوسطة نظراً للشفافية المحدودة لحساباتها، وعدم كفاية الضمانات المتاحة لحماية حقوق الدائنين في النظام المغربي. إلا

والأشخاص، وخلقها لأسواق مالية وائتمانية ذات قدرة تنافسية عالية.

إن هذه الدعامات التي ترتبط في مجملها بقطاع الخدمات، تساهم إلى حد كبير في تخفيض تكاليف الأعمال، وتعزيز جاذبية الاستثمار سواء كان داخلياً أو خارجياً.

إن انخفاض تكاليف تكنولوجيا الشبكات المعلوماتية هام جداً بالنسبة للأنشطة الاتصالية كالنقل والتوزيع والمالية. فمعلوم أن المعالجة الفورية والدقيقة للمعلومات شرط أساسي في سيولة حركة المنتجات حينما تخترق الحدود البرية، أو الموانئ والمطارات. كما أن التدبير الأمثل لوسائل النقل والمخزون بين مواقع جغرافية متعددة يعتمد على المنظومات المعلوماتية المتطورة وعلى الكفاءات المناسبة لإدارتها.

إن التحليلات التي يقدمها هذا المؤلف في فصله الرابع تسعى إلى تقييم الأشواط التي قطعها المغرب في مجال تحرير الخدمات، خاصة في قطاعي الاتصال والبنك، كما أنها توضح الآثار الإيجابية لهذا التحرير على الأنشطة الأخرى. غير أن هذا الفصل يقف أيضاً عند الهامش الذي لازال بحوزة المغرب من أجل تحسين اقتصاده عبر تموقعه بشكل أفضل في سلسلة الإنتاج الدولي عبر توفيره للشروط الملائمة لجلب الاستثمارات الخارجية المنسجمة مع إستراتيجيته الاقتصادية، وكذا الاستفادة من آثار الانتشار المتزايد للمعرفة والتكنولوجيا.

سوق الشغل يعرف وضعية معقدة

إن وضعية «سوق الشغل» بالمغرب تعتبر وضعية معقدة نظراً لعدم تجانسها وتعدد العوامل التي تتحكم في تخصيص الشغل بين مكونات الفئة النشيطة، وتحديد الأجور في مختلف مواطن هذه السوق.

بشكل مختصر فإن عدد السكان النشيطين يقدر حالياً بما يناهز 11 مليون شخص من بينهم 1.2 مليون عاطل عن العمل. ولإشارة فإن التحولات الديمغرافية التي عرفها المغرب خلال الثلاثين سنة الماضية جعلت عدد السكان النشيطين يتزايدون بسرعة أكبر مقارنة مع مجموع السكان.

إلا أن مساهمة عامل الشغل في تحقيق النمو الاقتصادي لا يتوقف فقط عند توفر اليد العاملة المهية لتقديم خدماتها في السوق، بل ترتبط أيضاً بقدرة الاقتصاد على استيعاب هذه اليد العاملة وإدماجها بشكل مناسب يمكنها من المساهمة في الإنتاج. إن التحليلات المضمنة في الفصل الخامس من الكتاب

مسبوق أصبح يطرح تساؤلات متعددة عن مدى ملائمة نظام سعر الصرف القار الذي لازال يعمل به المغرب وقدرته على امتصاص الصدمات المترددة التي أصبحت قاعدة لا استثناء في ظل الظرفية الاقتصادية العالمية.

الدور الرئيسي للمؤسسات

إن الفصل الأخير من الكتاب يتطرق إلى موضوع لا يقل أهمية عن مواضيع الفصول السابقة، إذ ينكب على الدور الأساسي الذي تلعبه الحكامة الرشيدة وجودة المؤسسات في الأداء الاقتصادي. وقد أولى هذا الفصل عناية خاصة بفحص مؤشرات جودة المؤسسات والقنوات الرئيسية لنشر آثارها على التنمية الاقتصادية. إن الاقتصادي يعتبر أن المؤسسات ضرورية لتنظيم العمليات الاقتصادية، والحد من هامش المخاطرة وانعدام الثقة التي تكون غالبية حين تكون المؤسسات ضعيفة في قدرتها على حماية المتعاملين الاقتصاديين، أو في مصداقيتها للوفاء بالتزاماتها.

ورغم الصعوبة العملية التي تكتسي قياس مكونات الحكامة، فإن المعطيات المتوفرة على الصعيد الدولي تعكس بدرجة كبيرة من الموضوعية واقع المؤسسات في مختلف البلدان. إن عملية حسابية بسيطة اعتمادا على المعطيات الخاصة بالمغرب توضح أن تحسين جودة المؤسسات من المتوقع أن يؤدي إلى زيادة في معدل النمو الاقتصادي بنسبة 0.8% سنويا، أي ما يعادل الرفع من الناتج الداخلي بمقدار 4.5 مليار درهم وذلك من خلال تشجيع الاستثمار والرفع من مستوى المبادرة الاقتصادية لدى الأفراد.

إن الخلاصات الكبرى للتجليل الذي قدمه هذا المؤلف من خلال فصوله التسعة يوضح أن المغرب، بالقياس إلى ما يسميه الاقتصاديون «بحدود الإمكانيات الإنتاجية» يملك هوامش لا يستهان بها. ويبقى التحدي الرئيسي هو تعبئة الموارد البشرية والمالية المتوفرة واستعمالها بشكل أفضل في إطار إستراتيجية تنموية تراهن على المستقبل بشكل إرادي لا تتوانى في القيام بالإصلاحات الاقتصادية الضرورية وتحسين جودة المؤسسات وتعزيز فعاليتها من أجل تحقيق تنمية اقتصادية مرتفعة وغير متقلبة.

وفي الختام، فإن إن هذا المؤلف مساهمة تتوخى الانضباط العلمي في منهجيتها وفي خلاصاتها، فالمؤلف لا يزعم بأنه تطرق إلى كافة الاستفسارات الوجيهة التي تطرحها تجربة النمو الاقتصادي بالمغرب، كما أنه لا يدعي أيضا أنه أتى بإجابات جاهزة و نهائية للمواضيع التي انكب على دراستها. ■

أن التمويل ليس إلا جانبا واحدا من جوانب عملية الاستثمار. ويشير الكتاب في فصله السادس إلى مجموعة من العوامل الأخرى التي تؤثر سلبا على الاستثمار مثل الارتياح في آفاق المردودية المستقبلية للمشاريع، والضغط الضريبي، وتكلفة العقار، وجودة الإدارة.

السياسة التجارية وسياسة الصرف

أما على مستوى السياسات الاقتصادية، فقد حظيت كل من السياسة التجارية (الفصل السابع) وسياسة سعر صرف الدرهم (الفصل الثامن) باهتمام خاص ضمن هذا الكتاب. ويمكن إيجاز هذين الفصلين فيما يلي:

بخصوص السياسة التجارية، التي تهتم بدرجة انفتاح مختلف القطاعات الاقتصادية على منافسة السلع الأجنبية من خلال تخفيض مستويات التعريف الجمركية المفروضة عليها، فإن أهم نتيجة توحى بان الانفتاح التجاري الذي عرفه المغرب خلال التسعينات، والذي ما يزال مستمرا في إطار الالتزامات المتعددة الأطراف مع المنظمة العالمية للتجارة، أو في إطار الاتفاقيات الثنائية مع الاتحاد الأوروبي على وجه الخصوص، لم يؤثر بشكل سلبي على مستويات التشغيل في قطاع الصناعات التحويلية. في نفس الوقت فإن هذا الانفتاح لم يحدث أي أثر ملحوظ في مستويات الأجور. إن المفعول التنافسي للواردات، الذي يؤثر بشكل سلبي على التشغيل بسبب مزاحمة السلع الأجنبية، يقابله مفعول إيجابي على صادرات الصناعات التحويلية ناتج عن سعي حثيث وراء منافذ أخرى على الأسواق الخارجية. من جهة ثانية فإن الاستثمار يبدو أكثر العوامل حسما في ديناميكية التشغيل والاتجاه نحو التصدير. انطلاقا من هذه الخلاصة فإن دعامة تشجيع الاستثمارات الصناعية وتيسيرها يبقى السبيل الأوضح للصدوم أمام الآثار المرتقبة للانفتاح التجاري.

أما بخصوص سياسة الصرف، فإن المغرب اعتمد منذ السبعينات على نظام سعر الصرف القار من أجل الحفاظ على استقرار سعر صرف الدرهم مقابل العملات الأجنبية الأخرى. وقد لجأ عدة مرات خلال الثمانينات إلى تخفيض سعر الدرهم من أجل تعزيز تنافسية صادراته في الأسواق الأجنبية، وكذا الحد من الواردات «غير الضرورية».

إلا أن التحولات التي عرفها الاقتصاد العالمي بعد إقرار اليورو كعملة موحدة لدول الاتحاد الأوروبي الذي يعد الشريك الاقتصادي الرئيسي للمغرب، والانفتاح المتزايد للاقتصاد المغربي على العالم والذي صاحبه ارتفاع في عجز الميزان التجاري بشكل غير